

INTÉGRATION DE L'OBJECTIF 14 DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD 14) DANS LES POLITIQUES DE PÊCHE AU SÉNÉGAL

Par
Nassirou Gueye

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Septembre 2018

SOMMAIRE

Mots clés : pêche, objectif de développement durable, Sénégal, ressources halieutiques, biodiversité marine, accords commerciaux, subventions, cohérence des politiques publiques.

Le secteur de la pêche au Sénégal comprend la pêche maritime, la pêche continentale et l'aquaculture. Il génère des revenus, crée des emplois et constitue une source importante de protéine animale pour l'alimentation de la population. Il peut être considéré comme un secteur stratégique pour accompagner le développement économique et social du pays. Mais qu'en est-il de son système de gestion jusqu'à maintenant basé sur le modèle traditionnel d'aménagement?

Ce présent essai a pour objectif principal d'analyser les politiques de pêche sénégalaise au regard de l'objectif 14 du développement durable (ODD 14) et de proposer des recommandations visant à intégrer ses cibles dans les politiques publiques.

L'analyse de la documentation met en évidence les contraintes majeures auxquelles est confronté le secteur de pêche sénégalaise dans le contexte de la gouvernance mondiale des pêcheries. Ce sont entre autres la régulation de l'accès aux zones de pêches, les subventions internes et étrangères contribuant à la surcapacité, à la surpêche et à la pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée, la sécurité alimentaire, la conservation de la biodiversité marine et la vulnérabilité des communautés côtières étroitement liées aux ressources halieutiques. L'analyse permet d'étudier les politiques de développement durable de la pêche et d'identifier les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance. Elle permet également d'étudier la mise en œuvre de ces politiques au regard des cibles de l'ODD 14.

L'analyse et la discussion de quatre cas de projets combinées avec les avis des professionnels du secteur montrent que le Sénégal considère que les politiques du secteur de la pêche sont en cohérence avec les ODD. Cependant, les interrelations entre ODD (pauvreté, faim, énergie, travail décent et croissance économique) qui découlent de la mise en œuvre des politiques publiques montrent une incohérence. Il est intéressant de noter qu'atteindre les cibles des ODD impliquera que les services gouvernementaux, les partenaires techniques et financiers, la société civile et les professionnels des secteurs du développement économique agissent de concert.

Pour que les cibles de l'ODD 14 soient intégrées dans les politiques de pêche, il faut entre autres : (i) restructurer et formaliser les organes des professionnels de la pêche artisanale et industrielle en vue de faciliter leur participation à la définition des politiques, (ii) réorienter les subventions nationales comme étrangères vers des actions de pêches durables et (iii) coordonner et intégrer les projets de développement situant le long de la zone côtière pour une meilleure synergie d'actions.

REMERCIEMENTS

Je remercie tout d'abord Madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano, pour avoir accepté de diriger mon essai. Je lui témoigne ma profonde reconnaissance pour les commentaires très constructifs tout au long de ce travail.

Je remercie ensuite le corps professoral et tout le personnel du CUFÉ, plus particulièrement Madame Geneviève Déroches, pour ses orientations et Madame Judith Vien pour son accompagnement tout au long de la rédaction de cet essai.

Je remercie également tous les experts du secteur de la pêche et de l'environnement au Sénégal qui ont pris du temps pour répondre à mes questions.

Je remercie aussi mes collègues de la maîtrise et mes amis qui ont accepté de lire cet essai. Leurs critiques et commentaires très pertinents ont contribué à améliorer la qualité du document.

Enfin, j'adresse mes sincères remerciements, ma gratitude et ma profonde reconnaissance à ma famille pour leurs encouragements et leurs soutiens indéfectibles.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1 CONTRAINTES AU DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE SÉNÉGALAISE	4
1.1 Présentation de la situation de la pêche	4
1.1.1. Pêche et aquaculture mondiale	4
1.1.2. Pêcheries ouest-africaines.....	8
1.1.3. Situation de la pêche au Sénégal	11
1.2 Contraintes socio-économiques.....	11
1.2.1. Rentabilité économique	11
1.2.2. Vulnérabilité des communautés.....	12
1.2.3. Genre (femmes transformatrices)	12
1.2.4. Sécurité alimentaire	13
1.3. Contraintes environnementales	13
1.3.1. Surexploitation des ressources.....	13
1.3.2. Dégradation des écosystèmes et marins et côtiers	14
1.3.3. Impacts des changements climatiques	14
1.4. Contraintes liées à la gouvernance	14
1.4.1. Biens communs	15
1.4.2. Systèmes d'exploitation et modes de production	15
1.4.3. Système de gestion	15
1.4.4. Système de cogestion	16
1.5. Aquaculture	16
2. PÊCHE, GOUVERNANCE ET COMMERCE INTERNATIONAL	17
2.1. Conventions et accords internationaux.....	17
2.1.1. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	17
2.1.2. Accords des Nations Unies sur les pêcheries	18
2.1.3. Accords de conservation de la biodiversité	19
2.2. Accords bilatéraux de pêche.....	21
2.2.1. Accords avec l'Union européenne (UE)	21

2.2.2.	Accord avec le Japon.....	22
2.2.3.	Accords avec la Fédération de Russie	22
2.2.4.	Accords avec la Chine.....	23
2.2.5.	Avec les pays de la sous-région.....	23
2.3.	Accords commerciaux et leurs impacts	25
2.3.1.	Subvention à la pêche.....	25
2.3.2.	Conflits de pêche	26
3.	POLITIQUES DE PÊCHES DURABLES SÉNÉGALAISES.....	28
3.1.	Bref historique des orientations de politiques de pêches durables au Sénégal.....	28
3.1.1.	Politiques et programmes de pêches post indépendance (1960 à 1980).....	28
3.1.2.	Politiques, programmes et projets de pêches de 1980 à 2000	29
3.1.3.	Politiques, programmes et projets de pêches de 2000 à 2015	31
3.1.4.	Lettre de politique sectorielle de pêche et de l'aquaculture 2015-2023	32
3.2.	Cadres et politiques de développement durable	34
3.2.1.	Objectifs de développement durable au Sénégal	35
3.2.2.	Cadre national de planification du développement durable	35
3.2.3.	OMD et ODD au Sénégal.....	36
3.2.4.	Cibles de l'ODD 14 et politiques de pêche et de l'environnement	39
3.2.5.	Interrelation entre ODD 14 et les autres ODD	44
4.	SÉLECTION ET ANALYSE DE QUATRE CAS DE PROJETS.....	47
4.1.	Cadre d'analyse de mises en œuvre des politiques de pêches.....	47
4.1.1.	Sélection d'études de cas.....	47
4.1.2.	Grille d'analyse des études de cas	48
4.2.	Caractérisation des études de cas.....	49
4.2.1.	Étude de cas 1 : Projet Gestion concertée pour une Pêche durable au Sénégal.....	49
4.2.2.	Étude de cas 2 : Projet d'aménagement durable des pêcheries du Sénégal.....	51
4.2.3.	Étude de cas 3 : Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO)	53
4.2.4.	Étude de cas 4 : Promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur (PROCOVAL).....	55

4.3.	Discussions.....	57
4.3.1.	Études de cas de projets et cibles nationales de l'ODD 14.....	57
4.3.2.	Mise en œuvre des projets et approches écosystémiques des pêcheries.....	59
4.3.3.	Cohérence des politiques et développement durable.....	61
5.	RECOMMANDATIONS.....	63
5.1.	Recommandations à l'intention des professionnels.....	63
5.1.1.	Restructurer et formaliser les cadres de concertation des professionnels de la pêche artisanale et industrielle.....	63
5.1.2.	Favoriser la participation des professionnels dans la définition des politiques nationales de pêche.....	63
5.2.	Recommandations à l'intention du Gouvernement	64
5.2.1.	Réorienter les subventions vers des actions de pêches durables	64
5.2.2.	Améliorer les connaissances scientifiques des pêcheries	64
5.2.3.	Accorder plus d'importance au secteur de la pêche	64
5.2.4.	Restructurer et renforcer le système de collecte et de traitement des données statistiques de pêche	65
5.2.5.	Établir une plateforme de suivi des cibles et des indicateurs de l'ODD 14.....	65
5.2.6.	Partager les informations par souci de transparence dans la gestion.....	65
5.3.	Recommandations à l'intention de la communauté internationale.....	66
5.3.1.	Éliminer les subventions pouvant accroître la surpêche et la pêche INN.....	66
5.3.2.	Garantir le suivi des bonnes initiatives mises en place.....	66
5.4.	Recommandations à l'intention de la société civile	66
5.4.1.	Faire des études indépendantes quant au suivi sur la mise en œuvre des cibles et indicateurs de l'ODD 14.....	66
	CONCLUSION	68
	RÉFÉRENCES.....	69
	ANNEXE 1 : GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS	77
	ANNEXE 2 : GRILLE D'ANALYSE DES ÉTUDES DE CAS.....	78
	ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS/PROGRAMMES DE PÊCHES (NON EXAUSTIVE). 79	

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Évolution de l'état des stocks ichtyologiques marins mondiaux (1974 - 2011.....	5
Figure 2.1	Analyse comparée de l'évolution de la valeur des captures de pêche légale et illégale de 1999 à 2010.....	19
Figure 2.2	Exportations en quantité et en valeur des produits de la pêche entre 2012 et 2016 selon la destination.....	21
Figure 2.3	Captures artisanales reconstituées débarquées au Sénégal, à l'origine de la prise des pêcheurs migrants, 1950-2010.....	24
Figure 3.1 :	Principaux documents de planification stratégique mis en place depuis 2000.....	36
Tableau 3.1	Perception des experts et professionnels sur la LPSDPA.....	34
Tableau 3.2	Différentes caractéristiques entre OMD et ODD.....	37
Tableau 3.3	Analyse de la situation du Sénégal par rapport aux cibles et indicateurs de l'ODD 14.....	41
Tableau 4.1	Étude de cas de projet ou programme retenue.....	48

LISTE DES ACRONYMES

ADuPeS	Aménagement durable des Pêcheries du Sénégal
AEP	Approche écosystémique des pêcheries
AMP	Aire marine protégée
ANA	Agence nationale de l'Aquaculture
ANSD	Agence nationale des Statistiques et de la Démographie
BM	Banque mondiale
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la Diversité biologique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Cellule d'Études et de Planification
CEPIA	Caisse d'Encouragement à la Pêche et à ses Industries Annexes
CLPA	Conseil Local de Pêche artisanale
CNAAP	Commission d'Appui à l'Aménagement des Pêcheries du Sénégal
CNCPM	Conseil National Consultatif des Pêches Maritimes
COMFISH	Gestion concertée pour une Pêche durable future au Sénégal
COPACE	Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre-Est
COSECPRO	Coopérative sénégalaise des Exploitants de Crevettes profondes
CRODT	Centre de Recherche océanographique de Dakar-Thiaroye
CSRP	Commission Sous régionale des Pêches
DEEC	Direction de l'Environnement et des Établissements Classés
DITP	Direction des Industries de transformation des produits de la Pêche
DPC	Direction de la Pêche continentale
DPEE	Direction de la Prévision et des Études économiques
DPM	Direction des Pêches maritimes
DPSP	Direction de la Protection et de la Surveillance des Pêches
DUTP	Droits d'usage Territoriaux des pêcheries
ENDA	Environnement et Développement du tiers monde
ÉIE	Étude d'impact sur l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FED	Fonds européen de Développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FENAGIE	Fédération nationale des GIE de Pêche

GAIPES	Groupeement des Armateurs et Industriels de la Pêche du Sénégal
GDRH	Gestion durable des ressources halieutiques
GIE	Groupeement d'Intérêt Économique
GIRMaC	Gestion intégrée des ressources marines et côtières
IFAN	Institut fondamental d'Afrique noire
IRD	Institut de recherche pour le développement
ISRA	Institut sénégalais de recherches agricoles
IUPA	Institut universitaire de pêche et d'aquaculture
JICA	Agence japonaise de Coopération internationale
JPE	Journal de Pêche électronique
LPS	Lettre de Politique sectorielle
LPSDPA	Lettre de Politique sectorielle de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
LPS/PA	Lettre de politique sectorielle de la pêche et d'aquaculture
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement durable
MEFP	Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan
METMPP	Ministère de l'Économie maritime, des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture
MEY	Rendement économique maximum
MPEM	Ministère de la Pêche et de l'économie maritime
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
ODD	Objectifs de Développement durable
OEPS	Observatoire Économique des Pêches
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PANA	Plan d'action national d'Adaptation aux changements climatiques
PAP	Plan d'aménagement de pêcheries
PAPCP	Plan d'aménagement de la Pêcherie de Crevettes profondes
PAPP	Plan d'Aménagement de la Pêcherie de Poulpe
PED	Pays en voie de Développement
Pêche INN	Pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée (Pêche INDNR)
PIED	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PIN	Programme indicatif national

PMA	Pays les moins avancés
PMED	Programme des moyens d’existence durables dans la pêche en Afrique
PNB	Produit national brut
PNIP	Programme national d’immatriculation Informatisée des pirogues artisanales
PNUD	Programme de Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’environnement
PRAO	Programme régional des Pêches en Afrique de l’Ouest
PROCOVAL	Projet d’Étude de la Promotion de la Cogestion des Pêcheries par le Développement de la Chaîne de Valeur
PRODAC	Programme des domaines agricoles communautaires
PSE	Plan Sénégal Émergent
PERSONFED	Programme de Soutien à l’Ordonnateur national du FED
PTF	Partenaires techniques et financiers
PUE	Prise par Unité d’Effort
REPAO	Réseau sur les Politiques de Pêche en Afrique de l’Ouest
RMS	Rendement maximal soutenable
SCA	Stratégie nationale de croissance accélérée
TAC	Total admissible de Capture
UE	Union européenne
UEMOA	Union Économique et monétaire Ouest Africaine
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UPAMES	Union Patronale des Mareyeurs Exportateurs du Sénégal
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement international
WWF	Fonds Mondial pour la Nature
ZEE	Zone économique exclusive
ZIRA	Zone d’immersion de récifs artificiels
ZPP	Zone de pêche protégée

INTRODUCTION

Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies demeurent les nouvelles orientations politiques sur lesquelles chaque pays membre peut s'appuyer pour entre autres protéger son environnement et améliorer les conditions de vie de ses populations. À l'instar de bien d'autres pays, le Sénégal s'inspire de ces ODD pour élaborer et mettre en œuvre ses Lettres de politiques sectorielles (LPS) pour son développement économique, social et environnemental.

Tout comme l'agriculture, l'élevage, la foresterie, l'industrie, l'artisanat, les mines et le tourisme, la pêche contribue au développement économique et à l'épanouissement social de la population sénégalaise (Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan [MEFP], 2017). En effet, le Sénégal dispose de 700 km de côtes (Thiao et Cury, 2013), abritant les zones de pêches les plus poissonneuses de l'Afrique de l'Ouest à cause du phénomène d'upwelling côtier (Camara, Quensière et Kane, s. d.). Par conséquent, la pêche y est rentable et joue un rôle socio-économique considérable. Selon le rapport de la revue sectorielle, la pêche occupe la première place dans le classement des exportations en 2016, soit 14,63% des recettes d'exportations totales (Ministère de la pêche et de l'économie maritime [MPEM], 2017b). Par ailleurs, les résultats généraux des pêches maritimes (2016), montrent que les captures totales débarquées s'élèvent à 495 880 tonnes pour une valeur commerciale estimée à 185 milliards de FCFA (Mbaye, Loum et Bah, 2017). Ces produits débarqués, valorisés et commercialisés contribuent à hauteur de 3,2% au Produit intérieur brut (PIB) national. Ces différentes opérations créent environ 600 000 emplois directs et indirects qui représentent près de 17% de la population active. (MPEM, 2017) La pêche contribue pour environ 70% des apports nutritionnels (Thiao et Cury, 2013) avec en moyenne 20,7 kg/an/personne (Union Européenne, 2012).

Cependant, la plupart des ressources halieutiques sont en situation de pleine exploitation, voire même de surexploitation (Centre de recherche océanographie [CRODT], 2016). Cette situation est accentuée par les effets combinés des mauvaises pratiques de pêche, de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), de la dégradation des habitats marins et côtiers due aux changements climatiques (Centre de suivi écologique [CSE], 2015). On note ainsi, la baisse des captures des espèces démersales côtières et de petits pélagiques au cours de ces dernières années (CRODT, 2016). Cela a favorisé la migration des pêcheurs notamment artisanaux vers les autres zones de pêches (Grun, 2017) . Certains pays voisins comme la Mauritanie ont mis en place de mesures restrictives d'accès à leurs ressources (Seck, 2014).

Des efforts considérables sont consentis pour développer d'autres secteurs alternatifs comme l'aquaculture en vue d'assurer les besoins en protéines d'origine animale de la population (MPEM, 2008). Toutefois, elle demeure jusqu'à maintenant à l'état embryonnaire. Sur le plan politique, le gouvernement sénégalais avait adopté en 2008, une Lettre de politique sectorielle de la pêche et de l'aquaculture (LPSPA). Avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF), des programmes et projets de développement de la pêche et de l'aquaculture ont été élaborés et mis en œuvre pour l'atteinte des objectifs de la LPSPA 2008-2015 (Ministère de l'Économie maritime, et des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture [METMPP], 2008). Mais l'évaluation réalisée dernièrement montre que le bilan de l'exécution demeure mitigé (Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime [MPEM], 2015). De nouvelles politiques d'exploitation, de gestion et de conservation de ces pêcheries sont mises en place dans le cadre de la Lettre de politique sectorielle de développement de la pêche et de l'aquaculture (LPSPDA) pour la période 2016-2025 (MPEM, 2015).

Le présent essai tente d'analyser ces politiques de pêche et d'aquaculture appliquées dernièrement au regard de l'ODD 14 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources marines et de proposer des recommandations visant à atteindre ses cibles à l'horizon 2030.

Pour se faire, des rapports des services des ministères chargés de la pêche et de l'environnement ainsi que des articles crédibles sont consultés. Les publications des organisations sous régionales, régionales et celles du système des Nations Unies sont également consultées pour réaliser cet exercice s'articulant principalement sur cinq chapitres.

Le premier chapitre présente les contraintes majeures du développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Le deuxième chapitre analyse les enjeux de la gouvernance internationale des pêcheries ayant trait à la gestion, à la conservation et à la commercialisation des produits halieutiques du Sénégal. Le chapitre 3 aborde les tendances et orientations politiques du secteur de la pêche au Sénégal au cours des dernières années au regard des ODD.

Quant au quatrième chapitre, il présente quatre études de cas sélectionnés sur la base des axes stratégiques de la LPSPDA 2016-2025. Il présente également les résultats découlant de l'analyse comparée de ces études de cas et les discussions sur le niveau d'intégration des cibles de l'ODD 14 dans les politiques de pêche. Les discussions tiennent compte des avis des professionnels recueillis pour mieux étayer le niveau d'intégration de ces cibles compte tenu des autres politiques publiques.

Enfin, le cinquième chapitre formule des recommandations dans le but de favoriser l'intégration des cibles de l'ODD 14 dans les politiques de pêche, d'une part et d'autre part, dans les politiques publiques. Ces recommandations sont adressées à l'intention des différentes parties impliquées dans la gestion des ressources halieutiques et la conservation de la biodiversité marine et côtière.

1 CONTRAINTES AU DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE SÉNÉGALAISE

L'objectif de ce chapitre est de présenter brièvement la situation actuelle de la pêche mondiale et ouest-africaine. Afin de bien cerner le secteur de la pêche au Sénégal, il traite de façon détaillée les contraintes socioéconomiques, environnementales et de gouvernance incluant la pêche continentale et l'aquaculture. Les défis environnementaux, sociaux et économiques auxquels est confronté le secteur de la pêche sénégalaise sont mis en exergue à la fin du chapitre.

1.1 Présentation de la situation de la pêche

Les eaux marines et continentales (lacs, cours d'eau et réservoirs) procurent des avantages considérables à l'humanité. Les opérations de production qui y sont pratiquées ainsi que la transformation et la commercialisation des produits de la pêche contribuent à l'équilibre social et économique des pays côtiers en voie de développement comme le Sénégal. (FAO, 2016)

Les sous-sections suivantes décrivent les principales caractéristiques sociales, économiques et environnementales de la pêche et de l'aquaculture à l'échelle mondiale, ouest-africaine et sénégalaise.

1.1.1. Pêche et aquaculture mondiale

Selon l'édition 2016 de la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture de la FAO, la production de la pêche de capture en 2015 s'est établie à 91.6 millions de tonnes, soit environ 1.6% de plus qu'en 2014. Les pays asiatiques ont produit 53% des captures mondiales et la Chine en assure une grande partie. Le Maroc est le seul pays africain qui fait partie des 23 plus grands producteurs qui assurent 80.1% de la production mondiale. Quant à l'aquaculture, elle connaît une croissance exponentielle de l'offre de poisson destiné à la consommation humaine. Sa contribution est à hauteur de 73.7 millions de tonnes de production mondiale de ressources halieutiques. La Chine a joué un rôle majeur dans cette croissance, étant à l'origine de plus de 60% de la production aquacole mondiale. Sur la liste des grands producteurs mondiaux, l'Égypte (seul pays africain), occupe la cinquième place derrière la Chine, l'Inde, le Viet Nam, et le Bangladesh. (FAO, 2016)

Au regard de cette situation, la pêche et l'aquaculture continuent de jouer un rôle important dans le développement économique et social des pays du monde. Elles représentent une source importante d'aliments pour l'humanité, assurant un emploi et des bénéfices économiques à ceux qui les pratiquent. En effet, avec 17% des protéines animales consommées, le poisson est la principale source de protéines animales pour des milliards d'êtres humains (FAO, 2015b). Sa consommation annuelle apparente par habitant a progressé régulièrement et atteint 20 kg en

moyenne en 2015. Elle est beaucoup plus importante dans les pays industrialisés, avec 26,8 kg. Tandis qu'elle recule dans certains pays en développement où la consommation dépend en général de la disponibilité des produits à bas prix sur le marché. Cette situation semble liée au transfert de protéines animales (ressources halieutiques) des pays pauvres vers les pays riches. La FAO, la qualifie de « lourde énorme conséquence » (FAO, 2016).

Par ailleurs, les secteurs de la pêche et de l'aquaculture génèrent des revenus à de nombreuses personnes. Ils offrent des moyens de subsistance de quelque 12% de la population mondiale. En Afrique, 10% de la population active tire ses revenus de la pêche ou de l'aquaculture. Enfin, on observe que les économies des pays en développement représentent 54% de l'ensemble des exportations mondiales de produits des pêches en valeur. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], 2014)

Toutefois, quoique renouvelables, les ressources halieutiques ne sont pas infinies. Les pratiques préjudiciables et la mauvaise gestion des ressources notées actuellement à travers le monde menacent la durabilité du secteur de la pêche (FAO, 2016). Selon la FAO (2014), environ 90% des stocks de poissons sont pleinement exploités, voire même surexploités. La figure 1.1 montre la situation des pêches entre 1974 et 2011.

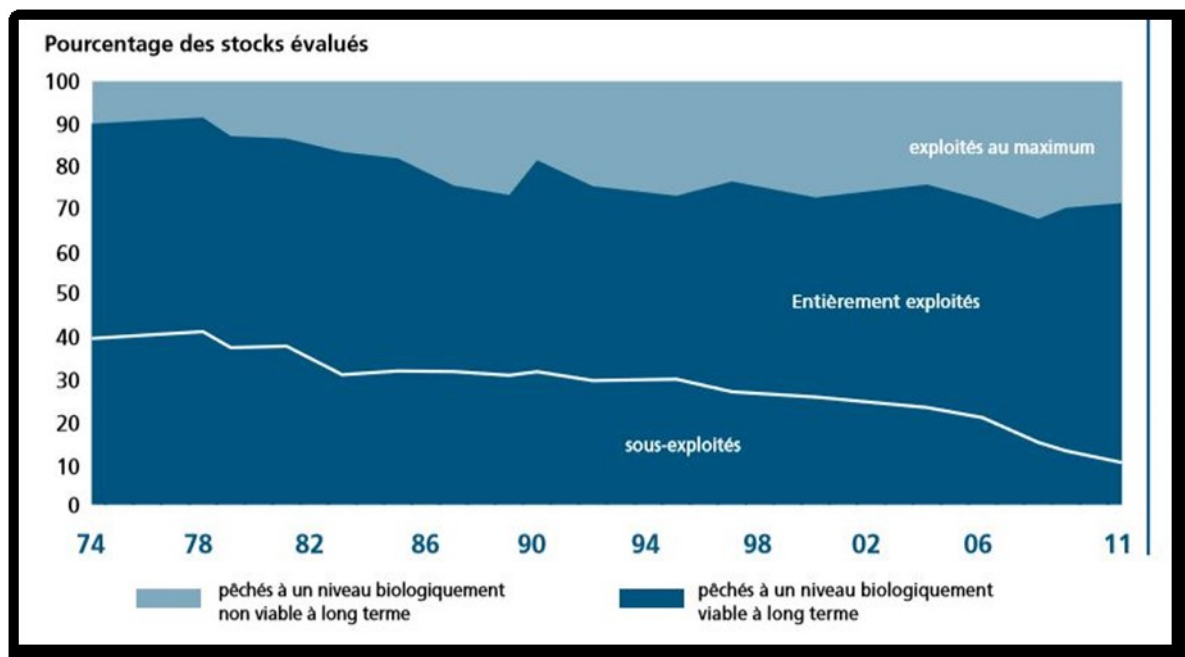


Figure 1.1 Évolution de l'état des stocks ichthyologiques marins mondiaux de 1974 à 2011
(tiré de : FAO, 2014, p. 42)

Cette situation est due à la combinaison de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance mondiale des pêcheries. Ces facteurs sont entre autres liés (i) à la demande croissante de la consommation humaine et animale des produits de la mer, (ii) à l'apparition de nouvelles technologies facilitant la production et la transformation des produits halieutiques, (iii) à la recherche de gain facile à travers la pêche INN, (iv) à l'inefficacité des méthodes de gestion notamment au niveau des pays en développement, (v) à la pollution des écosystèmes aquatiques et (vi) aux impacts des changements climatiques. (FAO, 2016) En guise d'exemple, les résultats du projet de recherche « The Sea Around Us » réalisé en 2016 par une équipe de l'Université de la Colombie Britannique, montrent que « des bateaux de l'UE, de la Chine, du Japon et de la Russie ponctionnent dans les réserves halieutiques du monde et écument les mers dans l'espoir de faire toujours plus de prises ». Les conclusions de cette étude illustrent clairement l'état précaire de nombreuses pêcheries dans le monde particulièrement dans les pays en développement.

Comme le préconise la FAO (2016), « si on veut maintenir la contribution des ressources halieutiques au bien-être nutritionnel, économique et social de la population croissante de la planète, elles doivent être gérées convenablement ». La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) sert de cadre pour la meilleure gestion des ressources marines. Sur cette base, les organisations du système des Nations Unies, notamment FAO et d'autres organisations de coopérations internationales proposent des politiques de gestion durable des ressources halieutiques et de conservation de la biodiversité marine et côtière.

- Premièrement, en 2010 la dixième Conférence des parties (COP) de la Convention sur la Diversité biologique (CDB) à Aichi (Japon) avait élaboré un plan stratégique couvrant la décennie 2011-2020. Ce plan exhorte tous les États ayant ratifié la CDB de mettre en place une stratégie de gestion durable de leurs ressources qui serait axée sur une approche écosystémique. Ladite approche prévoit l'intégration de la restriction de l'effort de pêche dans les limites ne dépassant pas la capacité de charge et ne menaçant pas la survie écologique des écosystèmes qui les supportent. Les objectifs 6 et 11 de ce plan sont spécifiques aux ressources marines et côtières (Convention sur la Diversité biologique [CDB], s. d.). Cette approche est d'ailleurs consolidée par la Convention sur les zones humides (CZH) ou Convention de Ramsar à travers son 4^e Plan stratégique 2016 – 2024, qui promeut une gestion intégrée des ressources aquatiques à l'échelle des bassins versants ou le long de la zone côtière. (Convention sur les zones humides [CZH], 2015).
- Deuxièmement, les dirigeants mondiaux confirment lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition que la pêche et l'aquaculture sont des moyens idéaux pour

progresser vers des régimes alimentaires nutritifs et sains pour la population mondiale. Les conclusions des discussions montrent que la nutrition s'accompagne d'une responsabilité croissante en ce qui concerne la gestion des ressources halieutiques. (FAO, 2014)

- Troisièmement, les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adopté 17 ODD incluant la conservation et l'exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines à des fins du Développement durable dont les cibles devront être atteintes à l'horizon 2030 (ONU, 2018b).
- Quatrièmement, les participants de la Conférence de Vigo en Espagne lors de la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption du Code de conduite pour une pêche responsable en 2015 « code », ont souligné l'importance de la gestion des pêches pour un avenir durable et proposé des orientations devant permettre l'atteinte des cibles associées à l'ODD 14 (FAO, 2015).
- Cinquièmement, la Conférence des Parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CNUCC) a noté l'importance de l'intégrité des écosystèmes incluant les océans. Elle a par cet effet proposé des mesures de lutte contre la pollution marine et côtière, la surexploitation, de restauration des services écosystémiques aquatiques et de rétablissement de la capacité productive des océans (Nations Unies, 2015).
- Sixièmement, la FAO propose des mesures de lutte contre la pêche INN à travers l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INN (FAO, 2018).
- Enfin, dans le cadre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté adopté en 2014, la FAO met en place un programme pour aider les gouvernements et les acteurs non étatiques à mettre en œuvre des initiatives destinées à renforcer les communautés d'artisans pêcheurs en améliorant leur sécurité alimentaire et leur résilience (FAO, s. d.).

Pour la mise en œuvre de ces mesures, en plus de organisations internationales citées précédemment, d'autres comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme de Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de

développement économiques (OCDE) collaborent avec les États ou groupes d'États pour renforcer la coopération, améliorer la coordination internationale et mobiliser des ressources en vue de formuler des programmes et projets en environnement et développement durable incluant le domaine marin et côtier. Également, d'autres organisations non étatiques comme l'Initiative pour la Transparence des Pêches (ITP), aident à établir une gouvernance des pêches responsables (Initiative pour la Transparence des Pêches [ITP], s. d.).

À côté de ces institutions, des organisations régionales, sous régionales et multilatérales ou bilatérales des États côtiers ouest-africains proposent des politiques de gestion durable des ressources halieutiques et de conservation de la biodiversité marine et côtière de leur ZEE. Ces politiques visent également à l'adaptation au changement climatique, à la sécurité alimentaire et à l'emploi des générations actuelles et futures de leurs communautés.

1.1.2 Pêcheries ouest-africaines

La pêche joue un rôle essentiel dans la croissance économique et l'équilibre de la balance des paiements des pays côtiers de l'Afrique. En effet, l'étude réalisée par la FAO dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) estime la valeur ajoutée en 2011 à plus de 24 milliards de \$ EU, soit 1.26% du PIB de tous les pays africains. (FAO, 2014) Cependant, la contribution du secteur de la pêche aux économies nationales des pays côtiers varie entre 2 et 6% du Produit national brut (PNB). Elle contribue également aux besoins nutritionnels des populations des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest CEDEAO qui disposent d'un faible pouvoir d'achat. La pêche maritime fournit environ 1 million d'emplois dans la sous-région ouest-africaine dont près de la moitié est occupée par les pêcheurs. La plupart de ces emplois sont rattachés au sous-secteur de la pêche artisanale. (Organisation de Coopération et de Développement Économiques [OCDE], 2018)

Malgré le rôle central qu'elle joue dans l'économie de ces pays, le secteur de la pêche reste confronté à de nombreuses difficultés. Ce sont notamment la surexploitation due d'abord par l'exploitation non contrôlée des ressources par la pêche artisanale. Ensuite, la présence de navires de la pêche industrielle, dont la plupart sont d'origine étrangère notamment de l'Union européenne (UE), de l'Asie et de la Russie. (CSRP, 2011). Certains de ces bateaux étrangers opèrent de façon illégale dans les zones ouest-africaines du fait de la faiblesse de leurs moyens de surveillance (Greenpeace, s. d.-b). Cette capacité de pêche des flottes artisanales et industrielles combinée avec les pratiques de pêche INN entraîne une dégradation des habitats fragiles et une perte de la biodiversité marine et côtière.

Dans une approche éco-régionale, les pays mettent en place des organisations, des programmes ou projets de gestion commune et transfrontalière des zones côtières et marines.

Parmi les organisations, on peut citer la Commission Sous Régional des Pêches (CSRP) qui vise à renforcer la coopération à travers des mécanismes de gouvernance durable des ressources halieutiques en vue d'améliorer la gestion durable des pêcheries dans les zones maritimes sous juridiction de ses États membres. Elle regroupe la Mauritanie, le Sénégal, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau et la Sierra Leone. La CSRP couvre une façade maritime longue de 3.500 km. Cette partie de l'Océan Atlantique (Centre-Est) fait partie des zones les plus poissonneuses du monde du fait de la présence d'une remontée d'eau le long du littoral sénégalais et de la Mauritanie. En 2011, son potentiel de production halieutique était estimé à 2 203 millions de tonnes, toutes espèces confondues. La CSRP s'appuie sur les orientations internationales pour élaborer des plans stratégiques devant favoriser l'harmonisation des politiques de pêches des pays membres, particulièrement en ce qui concerne la gestion des stocks partagés. (CSRP, s. d.).

Concernant les programmes, on note le Programme régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO). Il couvre le Cap Vert, le Liberia, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée Conakry, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone. L'objectif général de ce programme est d'augmenter de manière substantielle la totalité de la richesse générée par l'exploitation des ressources marines halieutiques de l'Afrique de l'Ouest, et d'augmenter la part de cette richesse capturée par les pays de l'Afrique de l'Ouest. Son financement est assuré en grande partie par la Banque mondiale. (Banque mondiale, s. d.)

Également, les Organisations non gouvernementales (ONG) locale et internationale comme l'Association Océanium, l'Union internationale de la Conservation de la Nature (UICN), le Westland International/Afrique (WIA), le Fond mondial pour l'environnement (WWF) ont mis en place le Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine (PRCM) en Afrique de l'Ouest (PRCM, s. d.). Conjointement au PRCM, la Fondation pour la Nature *MAVA* a mis en place un Programme de conservation de la biodiversité marine et côtier en Afrique de l'Ouest (Fondation MAVA, s. d.).

Il existe par ailleurs des projets régionaux et sous régionaux de gestion d'écosystèmes marins, de gouvernances des ressources communes et d'utilisation durable de la biodiversité marine et côtière.

D'abord, on peut noter le projet de protection du grand écosystème marin du courant des Canaries (CCLME). Il a été mis en place en 2010 pour améliorer la capacité des pays participants (Cap Vert, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Maroc, Mauritanie et Sénégal) à traiter les problèmes

relatifs aux déclin des pêcheries, aux menaces sur la biodiversité et sur la qualité de l'eau. (Satia, 2016). On note ensuite, le projet « gouvernance, politique de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté » dans l'Écorégion ouest-africaine (GoWamer) couvrant le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal cofinancés par l'UE et le PNUD. Il vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire des communautés côtières de l'écorégion. Son objectif spécifique est d'améliorer la gouvernance et de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en matière d'utilisation durable des ressources marines et côtières dans l'écorégion WAMER. (Projet UE GoWamer, s. d.)

Des problématiques de gestion, d'exploitation et de commercialisation des produits de la pêche se posent également au niveau des réunions des organisations d'intégration économique et monétaire de la sous-régionale ouest-africaine. Ce sont notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaines (UEMOA).

Les États membres de la CEDEAO conviennent de coopérer en vue de développer la pêche, dans le but d'assurer la sécurité alimentaire, l'accroissement de la production et de la productivité de la pêche et l'amélioration des conditions de travail et la création d'emplois. Ils adoptent des politiques de pêche commune notamment dans les domaines de la recherche, de la formation, de la production, de la conservation, de la transformation et de la commercialisation des produits de la pêche. Ces politiques ne sont pas souvent traduits en mesures pour les rendre opérationnelles (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest [CEDEAO], s. d.).

La Commission de l'UEMOA avait adopté un plan d'aménagement concerté des pêches et d'aquaculture au sein de l'espace. Ce plan d'aménagement concerté comportait treize programmes d'actions structurantes à court terme et d'actions d'investissements à long terme. Ce plan visait à contribuer au développement durable de la pêche et de l'aquaculture dans l'espace UEMOA, à travers une gestion concertée des ressources halieutiques. Toutefois, ce dernier ne connaît pas un succès majeur dans la mise en œuvre pour plusieurs raisons, à savoir l'insuffisance des données statistiques devant orienter les décisions. La mise en place d'une base de données a été amorcé au cours de ces dernières années. En 2014, le Conseil des ministres de l'Union a adopté deux Directives pour accompagner la mise en œuvre de ce plan. La première Directive instituait un régime commun de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches au sein de l'UEMOA (UEMOA, 2014a). Son objectif général est d'établir un régime commun des opérations de surveillance et de contrôle des activités des pêches pour lutter contre la pêche INN au sein de l'UEMOA. La seconde Directive portait sur le régime commun de gestion des ressources

halieutiques, et son objectif global est d'harmoniser les politiques de pêche des pays côtiers de la zone (UEMOA, 2014b). La CSRP et les experts nationaux travaillent actuellement pour la transposition des directives dans les textes législatifs des États membres afin de les appliquer.

Selon la FAO (2016), « les pays devront se doter d'objectifs interdépendants dans les domaines des politiques, des institutions et de la gouvernance, afin de créer un environnement favorable reposant sur une approche solide et des données probantes et tenant compte des dimensions de la durabilité des pêcheries ».

De ce fait, chaque État en ce que le concerne élaborera et mettra en œuvre des politiques et des stratégies nationales en faveur de la gestion durable des ressources halieutiques et de la conservation de la biodiversité marine et côtière sous sa juridiction.

1.1.3 Situation de la pêche au Sénégal

La pêche sénégalaise est essentiellement commerciale (Deme, s. d.). Deux formes de pêche se pratiquent au Sénégal (Fontana et Samba, 2013). Une pêche industrielle structurée qui se fait avec des bateaux (environ 100) et un sous-secteur artisanal traditionnel, dynamique (Kébé, 2008) et informel. Ce dernier compte plus 13 000 embarcations et assure plus de 80% de la production nationale (MPEM, 2016).

Des contraintes d'ordres socioéconomiques, environnementales et de gouvernance, liées à l'aménagement et au développement des pêches sénégalaises ont été identifiées.

1.2 Contraintes socio-économiques

Les contraintes socioéconomiques majeures de la pêche sénégalaise sont essentiellement liées à la rentabilité économique des unités de pêches artisanales particulièrement (Deme, s. d.), à la précarité des emplois et aux conditions difficiles de travail (Kébé, 2008), notamment pour les femmes transformatrices (Environnement Développement Action Groupe de Recherche Action [ENDA GRAF], 2013).

1.2.1 Rentabilité économique

La surcapacité des pêches a des impacts négatifs sur la rentabilité économique des activités de pêches. En effet, les politiques passées étaient plutôt axées sur les bénéfices à court terme aux dépens des aspirations à plus longue échéance (Kébé, 2008). Elles favorisaient les programmes incitatifs de soutien à la pêche artisanale (motorisation, détaxation des intrants et du carburant, etc.) (Deme, s. d.). Leur libre accès à la ressource et l'insuffisance du contrôle de l'effort de pêches ont favorisé le développement des capacités de pêches. Selon la DPM, le nombre de

pêcheurs a augmenté de 15% entre 2010 et 2013. Une autre étude de la DPM montre aussi une hausse de 38% du nombre de pirogues entre 2011 et 2014 (MPEM, 2015). La taille des pirogues et la puissance de leurs moteurs ont également augmenté. Le nombre de sorties annuelles en mer, le type de matériel de repérage de poissons et les méthodes de pêche utilisées ne cessent également d'accroître (Deme, s.d). À cela s'ajoute l'effort des bateaux de l'Union européenne (UE), des Chinois et des Russes disposant des permis d'exploitation (Brown, 2018) à travers des accords de partenariat bilatéraux. Ces efforts de pêches combinés dépassent largement les potentiels de renouvellement biologique de la plupart des espèces commerciales exploitées au Sénégal (CRODT, 2016). Cette situation réduit considérablement la rentabilité économique et l'abondance des ressources dans les zones autrefois facilement accessibles.

1.2.2. Vulnérabilité des communautés

Les mauvais rendements agricoles observés durant les années 1976 favorisent la migration d'une bonne partie de la population vers les zones côtières (PNUD, 2014). Ces migrants s'ajoutent aux nombres grandissants de la communauté côtière qui dépendent de la pêche pour leur survie. Cette présence de plus en plus de personnes dans le secteur entraîne l'augmentation de l'effort de pêche énoncé plus haut. Mais, elle engendre également la diminution des revenus générés. Chaque unité d'effort dispose d'une quantité de ressource à exploiter de plus en plus faible. Cette situation combinée avec les impacts des changements climatiques expose les communautés à la vulnérabilité (Kébé, 2008).

1.2.3. Genre (femmes transformatrices)

Les opérations de pêche sont exclusivement dédiées aux hommes tandis que la transformation est assurée dans la plupart des cas par les femmes (ENDA GRAF, 2013). La quantité de produits transformés de façon artisanale s'élevait à 42.318 tonnes en 2016. Les femmes qui assurent la presque totalité de ces activités tirent des revenus substantiels pour l'amélioration de leurs conditions de vie et celles de leur famille. Cependant, le sous-secteur de la transformation connaît beaucoup de contraintes à savoir l'accessibilité de la matière première due à la concurrence des usines de faines de poissons (France 2, s. d.). En effet, les mareyeurs et les industries notamment de farine de poissons disposent d'un pouvoir financier et matériel beaucoup plus important que les transformatrices. Les techniques rudimentaires de transformation et l'insalubrité des lieux de travail constituent également des contraintes majeures. Enfin, des problèmes de commercialisation des produits transformés se posent aussi particulièrement pour l'accès au marché monopolisé par des intermédiaires. (USAID/COMFISH, 2016)

1.2.4. Sécurité alimentaire

Les captures de la pêche artisanale sont destinées principalement à la consommation et à la transformation locales. Elles sont généralement concernées par les petites pélagiques dont la consommation annuelle représente pour la sardinelle ronde (*Sardinella aurita*), 35%, la sardinelle plate (*Sardinella maderensi*), 25% et l'ethmalose (*Ethmalose fimbriata*), 2%. En revanche, les captures provenant de la pêche industrielle sont surtout destinées à l'exportation dont 60% vers l'Europe (Projet UE GoWamer, s. d.). Le secteur de la pêche artisanale fournit donc un apport remarquable à la quête de la sécurité alimentaire. Toutefois, les autorisations de pêches accordées aux bateaux russes et chinois qui visent ces espèces pélagiques pourront compromettre l'atteinte de la sécurité alimentaire en termes d'apport de protéine animale. Notons que ces produits pêchés par ces bateaux sont le plus souvent transformés en farine animale pour l'approvisionnement de la production aquacole des pays asiatiques particulièrement (Association pour la Promotion et la Responsabilisation des Acteurs de la Pêche artisanale maritime [APRAPAM], s. d.) En outre, une quantité importante de prises accessoires de la pêche industrielle pouvant être une source importante d'alimentation de la population est rejetée en mer (Greenpeace, s. d.-b).

1.3. Contraintes environnementales

Les ressources halieutiques et la biodiversité marine sont en effet mises en danger notamment par la surpêche. La forte demande nationale et étrangère en poisson en est principalement l'origine. D'autres menaces comme la pollution et l'urbanisation et les changements climatiques exercent aussi une pression constante sur les ressources halieutiques et la biodiversité marine et côtière.

1.3.1. Surexploitation des ressources

Deux grands groupes ayant des caractéristiques bioécologiques différentes sont exploités dans la ZEE sénégalaise : ce sont les ressources pélagiques et les ressources démersales. Les ressources pélagiques regroupent les organismes migrateurs vivant à la surface. En fonction de leur distribution spatiale, ces ressources sont subdivisées en deux sous-groupes : les pélagiques hauturiers et les pélagiques côtiers. Les ressources démersales sont présentes à même le fond marin ou dans son voisinage (Thiao et Cury, 2013). Elles peuvent être côtières et profondes. Les démersales plus importantes comprennent principalement les crustacés (crevettes côtières, langoustes, crabes), la plupart des poissons dits nobles (soles, rougets, capitaines, mérours, dorades) et les céphalopodes (poules, seiches, calmars) (Fonteneau et Gascuel, s. d.). Les ressources démersales profondes sont essentiellement constituées de crevettes (gambas), de poissons (merlus, rascasse), de requins-chagrins, baudroies et langoustes roses. (CRODT, 2016) La surexploitation de certains stocks, notamment les démersaux côtiers, est déjà nettement

perceptible comme le confirment les résultats des études de recherche menées par la CRODT (2016) ou l'IRD (2013) et les différents diagnostics effectués par les pêcheurs et l'industrie de la pêche.

1.3.2. Dégradation des écosystèmes et marins et côtiers

Les types d'activités de pêche tels que le chalutage intensif de fond, réduisent la dynamique et la complexité des habitats benthiques indispensables à la vie des espèces côtières. Ces chalutiers exercent une pression jusque dans les zones réservées à la pêche artisanale. Ainsi, les habitats marins fragiles tels que les aires d'alevinage et de fraie des espèces marines sont dégradés. De nombreuses forêts à mangroves qui sont par excellence des sites de reproduction de plusieurs espèces de poissons, sont en train d'être détruites à une vitesse très inquiétante. Les microorganismes animaux et végétaux servant la base de la chaîne trophique sont affectés. En plus, l'urbanisation anarchique et le développement industriel avec leurs lots de pollution contribuent également à la dégradation des zones côtières. L'ensemble de ces pratiques amplifie les menaces qui pèsent sur la perte des habitats et la disparition de la biodiversité marine et côtière. (CSE, 2015)

1.3.3. Impacts des changements climatiques

Les résultats des études scientifiques réalisées par le CSE en 2015 montrent que les impacts des changements climatiques sur les zones côtières sont multiples. Ils ont d'abord aggravé la dégradation milieu marin et côtier déjà mise à mal par la surpêche. Par ailleurs, on constate l'augmentation de la température de l'eau de surface, des modifications de l'hydrodynamisme et des mécanismes d'enrichissement trophiques par upwelling et apports des estuaires et fleuves. Ensuite, ils ont entraîné l'élévation du niveau de la mer et provoqué l'érosion des côtes sénégalaises (USAID/COMFISH, 2016). Des infrastructures du secteur de la pêche notamment des quais et plateformes de débarquement sont affectés dans certaines zones de la Petite et de Grandes Côtes (Diouf, Diop et Ndiaye, 2016). Du point de vue biologique les corridors de migrations des petites pélagiques se sont déplacés du rivage vers l'intérieur (USAID/COMFISH, 2016). Le cycle biologique de certaines espèces démersales notamment les poulpes (*Octopus spp*) a changé. Des cycles de vents forts pouvant entraîner la disparition en mer des pêcheurs sont observés au cours de ces dernières années (CSE, 2015).

1.4. Contraintes liées à la gouvernance

Généralement, l'aménagement des pêcheries a fondamentalement deux fonctions : une fonction de conservation et celle de régulation de l'accès. La conservation préserve les capacités

productive et reproductive des stocks par la sélectivité des captures et la limitation de la capture totale. Tandis que la régulation de l'accès par sélection partage les capacités entre les exploitants en déterminant la part de chacun. (Breuil, s. d.) Des mécanismes incitatifs sont souvent utilisés dans l'application de ces méthodes d'aménagement (Deme, s. d.; Kébé, 2008).

1.4.1. Biens communs

Les ressources halieutiques sont des biens communs, c'est-à-dire une propriété « impartageable » de l'humanité. Elles sont renouvelables comme toutes les ressources naturelles. Cependant, elles peuvent être épuisées dans la mesure où à partir d'un certain rythme d'exploitation, leur disponibilité diminue et s'annule. Bien que le Code de la pêche prévoit des permis et licences, le régime d'accès à la pêche sénégalaise crée ces conditions.

1.4.2. Systèmes d'exploitation et modes de production

Les navires étrangers bénéficiant d'accords de pêche et la flotte de pêche industrielle nationale pratiquent le plus souvent la pêche au chalutage. Les pratiques de pêche artisanale varient en fonction des différentes communautés des pêcheurs du Sénégal (Lébous du Cap Vert, Guet ndariens de Saint Louis et les Niomika du Sine Saloum). Cependant, la senne tournante demeure la pratique la plus utilisée. (Fontana et Samba, 2013)

Le chalutage et la senne tournante constituent les pratiques les plus dévastatrices de l'écosystème marin et côtier du Sénégal parce qu'ils dégradent les habitats des poissons.

1.4.3. Système de gestion

Depuis 2005, la pratique de l'activité de pêche artisanale dans les eaux maritimes sous juridiction sénégalaise est assujettie à l'obtention d'un permis de pêche annuel. Le prix du permis est fonction de la grandeur de la pirogue.

En revanche, les navires industriels doivent s'acquitter des licences de pêche en fonction des espèces ciblées. Des accords ou autorisations motivés peuvent être signés par le gouvernement de façon exceptionnelle à des navires étrangers. (Journal officiel de la République du Sénégal, 2015)

Pour ce qui est de la conservation de la biodiversité marine et côtière, le décret n° 2004-1408 a créé cinq aires marines protégées en 2005. Un Comité technique chargé de la gestion des AMP a été créé en 2004 pour la mise en place à l'échelle nationale d'un réseau d'aires protégées le long du littoral sénégalais. (Journal officiel de la République du Sénégal, 2004)

Les contraintes majeures au système de gestion des ressources halieutiques sont liées à la faible capacité technique et humaine des institutions devant assurer l'exécution des missions des

services de gestion des ressources halieutiques et de la conservation de la biodiversité marine et côtière. (MPEM, 2015) De ce fait, les mesures réglementaires ne sont souvent pas appliquées.

1.4.4. Système de cogestion

Pour une responsabilisation plus accrue des acteurs de la pêche, l'État avait institué les CLPA qui regroupent les acteurs locaux (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs...) de la pêche artisanale. Un réseau national de CLPA a d'ailleurs été mis en place en 2017 pour, disons leur permettre de jouer pleinement leur rôle (Réseau des Conseils locaux de pêches artisanales, s. d.). Du point de vue réglementaire, ces conseils agissent à titre consultatif. Ils sont sous la responsabilité des autorités administratives territoriales et les services déconcentrés du MPEM assurent les fonctions d'animation et de secrétariat. Par ailleurs, on note d'autres organisations et institutions privées (GIE interprofessionnel, les Conseils locaux de pêches) qui représentent ces mêmes acteurs. Le nombre important d'organisations de représentant des pêcheurs artisanaux, rend difficile l'exercice de ses membres, d'activités de pêches durables dans le respect des règles gestion durable des ressources halieutiques et de conservation de la biodiversité marine et côtière. En comparaison avec le fonctionnement administratif des Organisations de bassins versants du Québec (Organismes de bassins versants du Québec [OBCQ], s. d.) et technique des Organisations de producteurs de Bretagne en France (Organisation de producteurs de Bretagne [OPB], s. d.), la responsabilisation des acteurs de la pêche artisanale semble inachevée.

1.5. Aquaculture

L'aquaculture constitue un des piliers de la stratégie de développement économique et social du Sénégal (Ministère de l'Économie et des Finances [MEF], s. d.). Elle représente une solution alternative à la surexploitation des stocks de poissons et à la baisse de la production de la pêche de capture (CROD, 2015). De nombreuses mesures ont prises notamment pour améliorer le cadre institutionnel et créer des agences (Agence Nationale de l'Aquaculture [ANA].) et programmes (Programme des domaines agricoles communautaire [PRODAC]) pour impulser le développement de l'aquaculture au niveau national. Cependant, la production aquacole demeure à l'état embryonnaire malgré de nombreux investissements. La production nationale de toute catégorie d'exploitation et espèces confondues est estimée à 1095 tonnes en 2014 (FAO, 2014)

Bien que l'aquaculture au Sénégal représente un secteur nouveau, tout au moins sur le plan économique, son expansion incontrôlée pourrait avoir des conséquences négatives sur l'environnement marin et côtier (FAO, 2015a). Alors, la mise en place de nouvelles dispositions pour encadrer et gérer le développement durable de l'aquaculture au Sénégal semble nécessaire.

2. PÊCHE, GOUVERNANCE ET COMMERCE INTERNATIONAL

En ce qui concerne la gouvernance internationale des océans, de nombreuses conventions et accords de partenariat sur la pêche sont mis en place pour assurer l'avenir de nos océans dans le contexte des objectifs de développement durable. Ce chapitre aborde l'analyse de la gouvernance internationale des pêcheries incluant l'utilisation, la gestion, la conservation et la commercialisation des produits halieutiques du Sénégal. Pour ce faire, les conventions, traités, accords relatifs aux ressources marines et côtières, dont le Sénégal fait partie sont présentées. Les accords de pêches multilatéraux ou bilatéraux que le Sénégal a signés avec d'autres parties sont également énoncés.

2.1. Conventions et accords internationaux

Le Sénégal a adhéré et ratifié de nombreux accords et conventions internationales de gestion durable des ressources halieutiques et de conservation de la biodiversité marine et côtière.

2.1.1. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

La convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) adoptée en 1982, communément appelé Convention de Montego Bay est l'une des toutes premières conventions de portée mondiale adoptant une approche globale. (Bonnin, Ly, Queffelec et Ngaido, 2016). Elle régit les questions liées aux droits de navigation, aux juridictions, à l'exploitation des ressources, à la protection des eaux, au règlement des litiges entre les pays ainsi qu'à la délimitation des zones économiques (CNUDM, 2018). Pour chaque état côtier, la CNUDM définit les lignes de base et des eaux intérieures. Elle y établit également les eaux territoriales pouvant atteindre 12 miles marins, la zone contiguë et la zone économique exclusive (ZEE) allant jusqu'à 200 miles marins. Depuis 1996, le Sénégal l'a ratifiée et a mis en place un droit interne permettant de la mettre en œuvre (Bonnin et al., 2016). Effectivement pour ce qui est de la mise en œuvre, plusieurs méthodes d'aménagement des pêcheries sont susceptibles d'être appliquées. Les unes visent à la conservation de la capacité productive et reproductive des stocks. Les autres se focalisent sur la répartition de ces capacités entre les exploitants, c'est-à-dire à la régulation de l'accès individuel aux ressources halieutiques. (Breuil, s. d.)

Au Sénégal, comme la plupart des pays en développement, les enjeux liés à l'établissement du volume total admissible de captures (TAC), fondés sur des données scientifiques visant à maintenir ou à rétablir les stocks à des niveaux qui permettent de soutenir le rendement maximal soutenable (RMS) sont toujours présents. De ce fait, la problématique de l'aménagement des

pêcheries quant à l'application effective des mesures de conservation et de régulation de l'accès à la ressource à l'intérieur même de sa ZEE se pose.

2.1.2. Accords des Nations Unies sur les pêcheries

À des fins d'application des dispositions de la CNUDM sur les activités de la pêche au-delà des zones sous juridiction des États côtiers, d'autres accords ont été adoptés.

D'abord, l'Accord des Nations unies sur les stocks de poissons chevauchants et les stocks de poissons grands migrants. Il vise la conservation et la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives. Ces espèces sont visées par la pêche en haute mer qui reste très peu réglementée (Sala et al., 2018). Selon la FAO (2016), un poisson sur cinq pêché dans le monde chaque année proviendrait de la pêche INN réalisée tant dans les ZEE qu'en haute-mer, ce qui constitue une perte financière pour beaucoup de pays côtiers notamment ceux en développement. Au Sénégal, ce manque à gagner annuel est évalué à 300 millions de dollars US en 2012, l'équivalent de 2% du PIB du pays (USAID/COMFISH, 2016).

Ensuite, l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port adopté en 2016, demeure le premier accord international contraignant à cibler spécifiquement la pêche INN. Cette disposition s'applique aux bateaux de pêche qui cherchent à entrer dans un port désigné d'un État différent de leur État de pavillon (FAO, 2018). De nombreux pays comme le Sénégal y ont adhéré. En revanche certains pays tel que la Chine ne sont pas favorables à sa mise en place. Cet accord vise particulièrement à empêcher les bateaux étrangers se livrant à des activités de pêche INN de débarquer leurs prises et de les commercialiser sur les marchés internationaux. Les études de reconstitution des données de captures réalisées par l'équipe de « Sea Around » de l'Université de la Colombie Britannique au Sénégal montrent que la valeur de ces prises (figure 2.1) ne cesse d'augmenter au cours de ces dernières années (Belhabib, Koutob, Sall, Lam et Pauly, 2014)

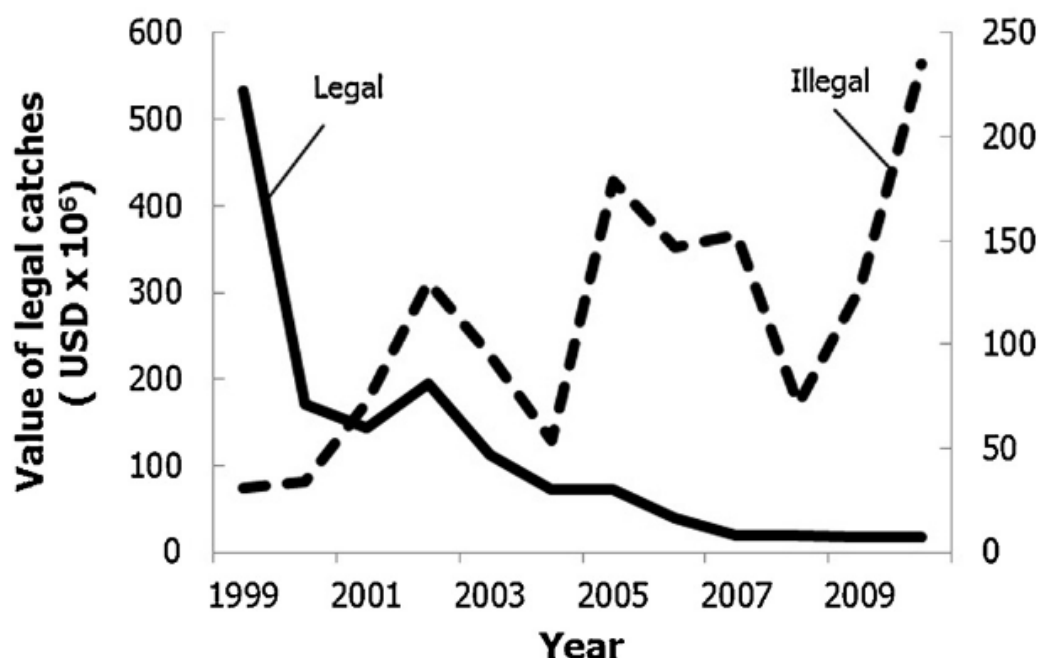


Figure 2.1 Analyse comparée de l'évolution de la valeur des captures de pêche légale et illégale de 1999 à 2010 (tiré de : Belhabib, et al 2014, p. 7)

2.1.3. Accords de conservation de la biodiversité

Des accords et conventions internationales relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine des ZEE et celles situées en dehors des juridictions nationales ont été également mis en place par la communauté internationale.

Convention sur la diversité biologique

La convention sur la diversité biologique (CDB) de 1993 et particulièrement les objectifs 6, 10 et 11 d'Aichi du Plan stratégique pour la diversité biologique prévoit des actions spécifiques à la conservation de la biodiversité marine et côtière et de protection des habitats naturels fragiles (Convention sur la diversité biologique [CDB], s. d.). Un processus mis en place a permis l'identification des zones marines d'importance écologique ou biologique (ZIEB) pour lesquelles de mesures spécifiques devront être prises pour les sauvegarder. Notons qu'un nombre important de ces ZIEB se trouve dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale d'où la nécessité de mettre en place des initiatives pour leur meilleure gestion (Institut international pour le développement durable [IIDD], 2016) . Des critères devant permettre de remplir les conditions ont été en cours de révision lors de la 22^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de

fournir des avis scientifiques techniques et technologiques (SBSTTA 22^e) qui s'est tenue en juillet 2018 à Montréal.

Au Sénégal, de nombreuses actions par rapport à la biodiversité côtière et marine ont été prises dans le cadre de sa stratégie et de son plan d'action national pour la biodiversité (SPANB). Ces actions sont particulièrement la mise en place d'un réseau de 16 AMP et aires communautaires couvrant une superficie de 244 750 ha. La création de nouvelles AMP pourrait mener à l'atteinte de l'objectif 11 d'Aichi, c'est à dire 10% de l'espace marin et côtier est protégé (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable [MEDD], 2014). D'autres actions comme la création des zones à accès réglementé (ZAR) des zones de pêche protégée (ZPP), et d'immersion des récifs artificiels (ZIRA) ont été entreprises pour la préservation et l'utilisation durable des ressources halieutiques (Ministère de la Pêche et de l'économie maritime [MPEM], 2016). Le repos biologique, la promotion des modes de cueillette durable, le principe de cogestion, le rachat de navires semi industriels pour leur retrait de l'activité de pêche et l'idée de limitation de l'accès à la mer, les activités de restauration des écosystèmes de mangroves, le renforcement des bonnes pratiques d'exploitation des ressources halieutiques sont également autant d'actions mis en place pour contribuer à la réduction des pressions sur les ressources marines et côtières. En outre des plans de gestion d'espèces prioritaires (ethmalose, mérrou blanc, crevette, sardinelles, poulpe) ont été élaborés et certains sont en cours de mise en œuvre. (MPEM, 2016) Le développement de l'ostréiculture durable a contribué à la réduction de la pression sur l'écosystème de mangrove également (MEDD, 2014)

Accord sur la biodiversité marine au-delà de la juridiction des nations

L'espace situé au-delà de 200 milles des côtes est très peu réglementé. Pour combler les lacunes de gouvernance, un nouveau cadre institutionnel et juridique international pour la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine de ces zones représentant plus de 60% de la surface des océans est en cours de mise en place. (Sala et al., 2018)

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution historique ouvrant officiellement des négociations autour d'un traité sur la biodiversité en haute-mer. Une conclusion des négociations devant aboutir à un accord international est prévue en 2019. (Journal de l'environnement, 2018) L'application de cet accord permettra de renforcer la coopération pour la conservation, la gestion, l'exploitation durable et le développement des pêches mondiales. Il visera également la prévention et l'élimination de la pêche INN, de même que la sécurité alimentaire, des pays en développement, notamment, les petits États insulaires. (ONU, 2018a)

2.2. Accords bilatéraux de pêche

La coopération internationale en matière de pêche est régie par la CNUDM de 1982. Cette convention stipule que les autorisations d'accès à l'excédent de pêche à un pays tiers doivent être accordées uniquement pour compléter l'écart entre le TAC et le niveau de l'effort de pêche national. Donc, pour signer des accords bilatéraux de pêche, il va falloir avoir un volume excédentaire. Souvent, les pays en développement comme le Sénégal ne respectent pas ces dispositions de la CNDM, parce qu'ils ne disposent pas de capacité de recherche pour évaluer les TAC. (Gagern et van den Bergh, 2013) Pourtant, selon le Bureau des échanges extérieurs, des accords bilatéraux entraînent l'exportation d'une bonne quantité des prises vers l'UE (Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie ,[ANSD], 2015). Comme le montre la figure 2.2, cette dernière est le premier partenaire commercial du Sénégal du point de vue valeur économique.

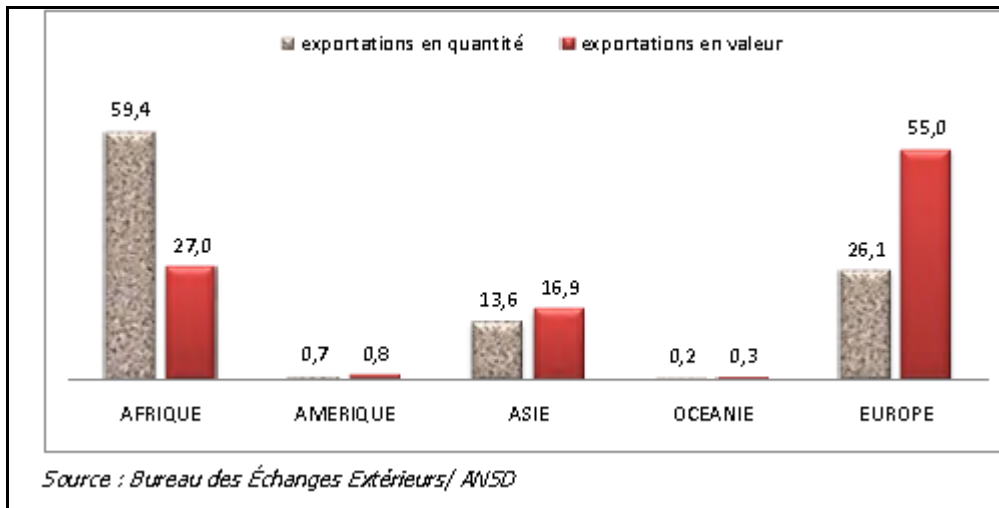


Figure 2.2 Exportations en quantité et en valeur des produits de la pêche en 2012 selon la destination (tiré de : ANDS, 2015, p. 12)

2.2.1. Accords avec l'Union européenne (UE)

L'étude réalisée par Roux et Noel montre que jusqu'aux années 1980, les eaux froides et tempérées de l'Atlantique Nord concentraient plus de la moitié des captures du globe (Le Roux et Noël, 2007). La politique commune de pêche (PCP) de l'UE favorisant l'augmentation de la production halieutique a engendré la raréfaction de la majorité des espèces vivant dans cette zone (Greenpeace, 2015). Cette situation a entraîné un transfert progressif des activités de pêches européennes vers les pays côtiers d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à travers des accords de partenariat de pêche. Pour le cas du Sénégal, l'accord remonte à 1979. (Organisation

des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2003). Depuis lors, il est souvent renouvelé à la fin de chaque période de mise en œuvre. En 2006, malgré les enjeux financiers, les accords de pêche avec l'UE ont été annulés. De nouvelles stratégies de conservation des ressources halieutiques notamment démersales encourageant des mesures de gestion spécifiques aux bateaux européens ont été adoptées. (Kébé, 2008). Cependant, des dizaines de navires-usines étrangers ont acquis de nouvelles licences au cours de la même période (Guillotreau, Proutière-Maulion et Vallée, 2011). Après huit ans de suspension, de nouveaux accords de partenariat visant le développement de l'industrie sénégalaise de la pêche et de la recherche scientifique ont été signés en avril 2014 entre le Sénégal et l'UE. Des clauses relatives au suivi contrôle et obligation de déclaration des captures ont été intégrées dans le contrat (MPPEM, 2016). Cet accord de 5 ans vise notamment à la mise en place d'un système performant de collecte de données des espèces migratrices (thons) et de plans d'aménagement de pêcheries démersales profondes (merlus, crevettes profondes). Le contrat prévoit un paiement d'une compensation financière globale de près de 14 millions d'euros en contrepartie de l'opération des 38 bateaux de l'UE dans la ZEE sénégalaise durant les 5 prochaines années à venir. (Union européenne, 2016)

Le Groupement des Armateurs et Industriels de la Pêche au Sénégal (GAIPS) avait dénoncé l'accord particulièrement parce qu'elle n'a pas été associée aux négociations. Ces pêcheurs industriels sénégalais s'indignaient du fait qu'ils se sont vu refuser ces permis de pêche au thon. L'Union patronale des mareyeurs exportateurs du Sénégal (UPAMES) pour sa part a dénoncé le « manque d'information et de transparence » dont le ministère en charge de la pêche a fait montre tout au long de ce processus ayant abouti à la signature de l'accord. (Centre international pour le commerce et le développement durable [ICTSD], 2014)

2.2.2. Accord avec le Japon

Le Sénégal et le Japon ont conclu un accord de pêche signé en 1991. Cet accord concernait la pêche thonière. Jusqu'en 2004, les licences accordées concernaient essentiellement les thoniers palangriers et les thoniers senneurs. Les nouvelles négociations en cours ne permettent pas pour l'instant de relancer l'Accord de partenariat. Toutefois, une présence de sociétés privées japonaises visant particulièrement les mollusques est notée. (MPPEM, 2017)

2.2.3. Accords avec la Fédération de Russie

Les accords de partenariats signés entre le Sénégal et des pays étrangers concernaient le plus souvent les espèces hauturières et des zones profondes. Mais ces dernières années, des autorisations exceptionnelles de pêche aux petits pélagiques sont accordées notamment aux chalutiers russes. Ces accords ont été renouvelés malgré les recommandations de réduire l'effort

de pêche sur ces petits pélagiques (pleinement exploitées), issus des études du groupe de travail FAO/COPACE. De plus ces pêcheries de petits pélagiques contribuent à la sécurité alimentaire de la population (MPEM, s. d.).

2.2.4. Accords avec la Chine

Selon Greenpeace, l'épuisement des ressources halieutiques chinoises dû à la surpêche pendant des décennies a entraîné l'expansion de la flotte chinoise de pêche lointaine vers les pays de l'Afrique de l'Ouest. Du fait de l'incapacité de mettre en place un système de contrôle et de surveillance efficace, ces chalutiers opèrent le plus souvent en clandestinité dans la zone ouest-africaine (Brown, 2018; Greenpeace, 2015).

Des accords de partenariats privés aboutissant à la création de sociétés mixtes notamment permettent entre autres de régulariser les opérations de pêche industrielle étrangère dans les eaux sénégalaises (Greenpeace, 2015) . L'État accorde également une concession d'exploitation exclusive à une Organisation de Gestion de la Pêcherie (OGP) sur la base d'un cahier des charges en contrepartie du paiement d'une redevance annuelle. La Mise en œuvre du plan d'aménagement de pêcheries de crevettes profondes et celui de la pêcherie de poulpe s'inscrivent dans cette dynamique. (Bonnin et al., 2016; Brown, 2018)

2.2.5. Avec les pays de la sous-région

Parallèlement aux droits d'accès à la ressource accordés aux pays étrangers, la pêche artisanale sénégalaise a besoin de quotas de pêche dans les pays voisins pour assurer son activité. L'accès aux eaux des pays limitrophes (Mauritanie, Guinée-Bissau) qui était jusque-là relativement libre, est maintenant soumis à une réglementation et/ou contingentement (Fontana et Samba, 2013). Selon Belhabib et al, les pêcheurs migrants sénégalais prélèvent la plupart de leurs prises en Mauritanie (48%), suivie de la Guinée Bissau (33%), de la Gambie (19%) et de la Guinée (<1%). De ce fait, le gouvernement du Sénégal a signé quatre accords de pêche avec les pays de la sous-région notamment la Cap-Vert, la Gambie, la Mauritanie et la Guinée Bissau. (Belhabib et al., 2014)

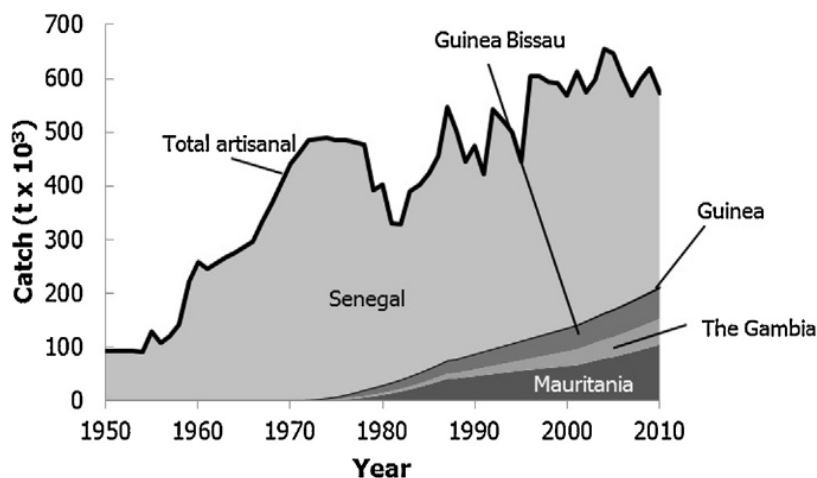


Figure 2.3 Captures artisanales reconstituées débarquées au Sénégal à l'origine de la prise des pêcheurs migrants, 1950-2010 (tiré de : Belhabid et al, 2014, p. 6)

Mauritanie : Le premier accord remonte à 1991. Il faisait l'objet de renouvellement tous les ans en début de saison de pêche de la zone nord. Cependant ces dernières années, le nombre et les quantités de débarquements ne cessent de baisser. Également, la Mauritanie a exigé le débarquement de 15% du quota pour l'approvisionnement de son marché intérieur. Ce qui engendre des arraisonnements des pirogues des pêcheurs sénégalais entraînant des problèmes de sécurité récurrents.

Guinée Bissau : Au-delà de l'accord de pêche signé avec la Guinée Bissau en 1978, une Agence de Gestion et de Coopération (AGC) de la zone commune a été mise en place 1993. En ce qui concerne le domaine de la pêche, les conditions d'application rencontrent des difficultés du fait que seule la réglementation Bissau guinéenne est en vigueur. La pêche industrielle et artisanale sénégalaise est victime de tracasseries douanières au cours des opérations de pêche dans la zone commune.

Cap Vert : La coopération en matière de pêche entre la République du Cap-Vert et le Sénégal est organisée par une convention de 1985 et par ses protocoles d'application. Le protocole d'application signé à Mindelo en 2004 prévoit qu'un comité paritaire se réunira chaque année alternativement au Cap Vert et au Sénégal pour fixer les possibilités de pêche que les deux parties s'alloueront annuellement. (Bonnin et al., 2016)

Gambie : La concession réciproque des droits de pêche entre la Gambie et le Sénégal est organisée par la Convention de 2008. Le protocole d'application de cette convention reconduit annuellement ne limite pas l'exercice de la pêche artisanale. En effet, les pêcheurs artisanaux des deux États peuvent exercer leurs activités dans les mêmes conditions que les nationaux à la seule

condition qu'ils soient régulièrement installés. En ce qui concerne la pêche industrielle, en 2008 les deux États avaient convenu de s'allouer réciproquement des possibilités de pêche industrielle en tonnes de jauge brute variant selon l'activité et notamment, à titre d'exemple, 1000 tonnes de jauge brute pour les chalutiers crevettiers. (Bonnin et al., 2016)

2.3. Accords commerciaux et leurs impacts

Des cadres importants régissant le commerce international des produits de la pêche ont été mis en place par l'OMC. En effet, les négociations sur les subventions à la pêche dans le cadre de l'OMC ont été lancées en 2001 à la Conférence ministérielle de Doha, avec pour mandat de "clarifier et améliorer" les disciplines de l'OMC existantes sur les subventions à la pêche. Ce mandat a été développé en 2005 à la Conférence ministérielle de Hong Kong, y compris avec une invitation à interdire certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche.

Plus récemment, à la Conférence ministérielle (CM11) de Buenos Aires (Argentine) qui s'est tenue en 2017, les ministres ont convenu d'un programme de travail pour conclure les négociations, en vue d'adopter, à la Conférence ministérielle de 2019, un accord sur les subventions à la pêche qui puisse donner effet à la cible 14.6 de l'Objectif du développement durable (FAO, 2015a).

2.3.1. Subvention à la pêche

Les accords de pêches entre les Sénégal et les pays du nord ont des impacts positifs sur les recettes publiques, les exportations et l'emploi (Sala et al., 2018). Cependant, ces accords ont des incidents négatifs sur les ressources (démersales côtières, profondes et des petits pélagiques), des écosystèmes et de l'approvisionnement du marché national (Biagiotti, Jacquet, Pachauri et Tubiana, 2011). Ces accords de pêche ont été dus en grande partie aux subventions qui visent au déploiement des leurs efforts de pêches vers les zones pêches lointaines

Selon la FAO (2012), la tendance générale est de croire que les subventions à la pêche ont favorisé et stimulent encore un développement excessif des capacités des flottes de pêche. Elles constituent un sujet de discussion crucial dans la pêche durable (Stephen et Manleen, 2016). Les subventions sont pratiquées à la fois au niveau national comme à l'international. (CNUDM, 2018)

Le montant global des subventions accordées au secteur de la pêche est estimé à 35 milliards d'euros. Cette somme représente entre 30 et 40% des recettes brutes totales de la pêche maritime mondiale. (Schuhbauer, Chuenpagdee, Cheung, Greer et Sumaila, 2017) Les flottes de l'UE, de pays asiatiques et de la Russie qui opèrent en dehors de leurs ZEE reçoivent une grande partie de cette somme qui augmente la capacité de pêche à grande échelle. Ces flottes sont présentes dans

les pays du sud comme le Sénégal. (Sala et al., 2018) De ce fait, les subventions accordées contribuent directement à la surpêche et à la pêche INN dans certaines mesures (Schuhbauer et al., 2017; Stephen et Manleen, 2016). Donc, elles sont préjudiciables pour la pêche artisanale à petite échelle des pays en développement dont les capacités de résilience sont souvent limitées. Pourtant, cette pêche artisanale représente une composante intégrale de la cohésion sociale pour ces pays en développement (Gagern et van den Bergh, 2013).

Pour appuyer le développement de la pêche artisanale à petite échelle, des pays en développement comme le Sénégal accordent des subventions au secteur de la pêche. (Fontana et Samba, 2013) Ces subventions se traduisent par un ensemble de mesures assignées aux différents opérateurs économiques de la filière notamment les pêcheurs artisans, les armateurs industriels et les entreprises de traitement (Kébé, 2008). Pour les pêcheurs artisanaux et les armateurs industriels, elles se résument aux détaxes du carburant et du matériel de pêche. Quant aux entreprises de traitements, les subventions représentent des exonérations, de taxes ou d'autres avantages fiscaux.

Notons qu'à l'échelle globale, il y a un déséquilibre entre les subventions distribuées, le secteur des pêcheries à grande échelle et celle de pêcheries artisanales à petite échelle. Cette dernière ne recevait en 2009 que 16% des subventions ou quatre fois moins que celles reçues par le secteur des pêcheries à grande échelle. (Schuhbauer et al., 2017). De plus ces accords de pêche étrangers engendrent des conflits entre catégories de pêche (Le Roux et Noël, 2007).

2.3.2. Conflits de pêche

La raréfaction de la ressource et la concurrence ont exacerbé les conflits tant au niveau de la pêche artisanale, qu'entre la pêche industrielle et la pêche artisanale (Seck, 2014).

Selon, les auteurs Gagern et Van den Bergh (2013), les pêches artisanales à petite échelle sont difficiles à gérer lorsque des navires étrangers débarquent et atterrissent sur tout le littoral des pays en développement. Cette situation entraîne une concurrence effrénée pour l'accès aux ressources et aux zones de pêches (Belhabib, Greer et Pauly, 2018). Par exemple, il est interdit aux navires étrangers de pêcher dans une zone allant de 6 à 7 milles ou de 12 à 15 milles de la côte selon la catégorie de navires (Bonnin et al., 2016). Mais, ces restrictions ne sont pas souvent respectées. Ce qui favorise des conflits entre la pêche artisanale et industrielle. Ces conflits ont tendance à s'aggraver depuis que la pêche artisanale s'est développée (Fontana et Samba, 2013) et que certains stocks démersaux côtiers se sont drastiquement réduits (DuBois et Zografos, 2012). De nombreuses conséquences en découlent. Parmi les plus importantes sont les destructions des engins de pêche et parfois les accidents parfois occasionnant la vie humaine (Brown, 2018; DuBois et Zografos, 2012).

Par ailleurs, les pêcheurs artisanaux sénégalais voient leurs aires de pêche traditionnelles se réduire du fait de l'augmentation du nombre de pirogues (Fontana et Samba, 2013). Cela entraîne une compétition rude entre eux. Cette compétition devenant de plus en plus importante combinée avec l'utilisation des méthodes pêche complètement différentes (engins actifs vs engins passifs) engendrent des conflits entre pêcheurs artisanaux (Sidibé, 2013). Il y a à également, le fait que les pêcheurs allochtones ne respectent pas certaines initiatives locales de gestion des pêches (Seck, 2014). Ces initiatives non respectées sont relatives particulièrement à l'utilisation de certaines techniques de pêche prohibées et aux incursions dans les zones communautaires protégées (Niasse, 2015).

3. POLITIQUES DE PÊCHES DURABLES SÉNÉGALAISES

Afin de bien comprendre les politiques de pêches actuelles au Sénégal et de les analyser depuis une perspective du développement durable, il est nécessaire d'abord de faire l'historique de ces orientations et leurs mises en œuvre. Ensuite, l'analyse est approfondie en identifiant la place donnée à la pêche dans les documents stratégiques nationaux, régionaux et internationaux ayant trait au développement durable, à la conservation de la biodiversité côtière et marine, à la lutte contre la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et aux impacts des changements climatiques. Enfin, cette section présente les interrelations pertinentes entre les cibles de l'ODD14 et les autres ODD.

3.1. Bref historique des orientations de politiques de pêches durables au Sénégal

L'importance économique et sociale de la pêche au Sénégal a conféré à ce secteur, une place primordiale dans les politiques macroéconomiques nationales. De ce fait, depuis l'indépendance, les gouvernements successifs proposent des orientations qui guident les prises de décisions de gestion durable de la pêche et de l'aquaculture. Cette sous-section présente les différentes phases qui ont marqué ces politiques réalisées à travers des plans quinquennaux, plan directeur et lettre de politique sectorielle.

3.1.1. Politiques et programmes de pêches post indépendance (1960 à 1980)

À l'instar des pays nouvellement indépendants en 1960, le Sénégal avait formulé ces premières orientations politiques de développement incluant l'agriculture, l'élevage, les ressources forestières et halieutiques. Au niveau national, cinq plans quinquennaux de développement économique et social ont été élaborés et mis en œuvre dans un contexte politique plus ou moins instable après l'indépendance jusqu'aux années 1980. Ces politiques productivistes mises en place par les socialistes visaient principalement à construire l'économie de l'État nouvellement indépendant. (Deme, s. d.). Ces interventions politiques ont débuté avant l'indépendance. On a tout d'abord noté les projets de motorisation des pirogues et l'introduction d'embarcations semi-industrielles (cordiers) durant les années 1950. La senne tournante coulissante a été introduite avec le concours de la FAO par la suite dans les années 1960 et 1970. Plus tard, ces politiques volontaristes de développement des activités de la pêche artisanale et industrielle basées sur une approche dite « top down » héritée du système colonialiste français se sont poursuivies à travers des plans directeurs des pêches (Fontana et Weber, 1982). Elles ont facilité des investissements publics et privés importants à terre et en mer. Ces investissements sont entre autres la création de la Société nationale des conserveries du Sénégal devant absorber la production thonière, l'incitation à un développement de flotte industrielle étrangère particulièrement. La pêche a ainsi

connu une croissance forte et rapide durant ces années (Fontana et Samba, 2013). L'augmentation de la production halieutique a entraîné l'apparition d'autres défis notamment la commercialisation. De ce fait, d'importants projets visant l'amélioration de la commercialisation ont été prévus dans les plans quinquennaux des années suivantes. Ce sont entre autres le projet Centre d'aide à la pêche artisanale Sénégalaise avec l'aide du Canada et le projet de chaîne de froid permettant la mise en place de cinq complexes frigorifiques dans les régions intérieures du Sénégal en 1975. D'autres projets d'amélioration de la transformation artisanale ont été mis en œuvre avec la collaboration des institutions comme l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) dans les régions côtières. Sur le plan juridique, l'activité de pêche maritime dans la ZEE sénégalaise était régie par le tout premier code de 1976 qui reconnaissait le droit traditionnel.

3.1.2. Politiques, programmes et projets de pêches de 1980 à 2000

La pêche est un secteur stratégique dont l'importance a été reconnue dès 1980 par la création d'un Secrétariat d'État à la pêche maritime. La Direction de l'Océanographie et des Pêches Maritimes (DOPM), a été par la suite mise en place pour coordonner tous les programmes de développement de la pêche au Sénégal (Fontana et Samba, 2013). Le Centre de Recherches océanographiques de Dakar Thiaroye (CRODT), la structure de surveillance des pêches (PSPS) et d'autres institutions étrangères ont accompagné la DOPM dans la mise en œuvre des programmes et projets de développement de la pêche. D'autres institutions nationales ont également été mises en place. Les plus importantes sont l'Institut de technologie alimentaire (ITA), la Caisse d'encouragement à la pêche et à ses industries annexes (CEPIA) et le Centre d'assistance, de vulgarisation et d'expérimentation pour la pêche artisanale des pirogues (CAEP). Ainsi, de nombreux projets et programmes ont été réalisés pour le développement de la pêche à l'intérieur de pays. D'abord le centre Missirah mis en place en 1989 grâce à l'aide japonaise. La pêche artisanale continue à se développer de Dakar vers Saint Louis au nord grâce aux programmes d'assistance tels que l'aménagement des quais de débarquement, les sites de transformation et la mise en place de crédits à l'équipement des professionnels à travers des financements de la Banque africaine de développement (BAD) entre 1988 et 1995. Aussi, de 1987 à 1992, la pêche maritime s'est développée dans la région de Ziguinchor avec l'aide du Fonds européen de développement (FED) et la Caisse centrale de coopération. Le projet est devenu entre 1995 et 1998, le projet pêche artisanale en Casamance (PROPAC). (Deme et Kébé, 2000) Pendant ces périodes, des programmes de formation des professionnels, l'octroi de crédits et la réalisation d'infrastructures de base pour promouvoir le développement de la pêche sont implantés sur l'ensemble des régions côtières du pays. Ces programmes et projets ont été le plus souvent financés par des

bailleurs de fonds à travers l'Aide publique au développement (APD) et exécutés par la FAO en étroite collaboration avec les services techniques du Ministère des Pêches.

Une flotte nationale artisanale et industrielle a été également progressivement mise en place ainsi que de fortes capacités de transformation industrielle. Cet engagement de l'État a ensuite connu un net ralentissement du fait des politiques d'ajustement structurel des années 1990 dont l'une des conséquences a été la raréfaction des appuis directs en financement public et le renchérissement des coûts de production subséquents à la dévaluation du franc CFA en 1994. Des mutations socioéconomiques marquées par le transfert de neuf domaines de compétences incluant l'environnement et la gestion des ressources naturelles aux collectivités locales ont été notées en 1996, mais la pêche est demeuré une compétence de l'administration centrale (Bonnin et al., 2016). Les conditions biologiques, socio-économiques, politiques et technologiques qui gouvernent les activités de pêche ont rapidement évolué. D'où la nécessité d'une certaine flexibilité de la part des décideurs dans le cadre de la gestion et de l'aménagement des pêches maritimes. Conscient des limites de croissance objective de la pêche maritime et du potentiel hydrographique du pays, le Gouvernement a décidé de mettre en place des conditions nouvelles, des politiques et stratégies de développement durable de la pêche continentale en vue d'une impulsion vigoureuse. Ce qui a entraîné l'éclatement de la DOPM en plusieurs autres directions. Ce sont notamment la Direction des pêches maritimes (DPM), la Direction de la protection et de la surveillance des pêches (DPSP) et la Direction de la Pêche continentale et de l'Aquaculture (DPCA) en 2000 (MÉM, 2015)

Du point de vue juridique, une volonté claire de la part du législateur de nationaliser les ressources a été notée à partir de 1986 (Bonnin et al., 2016). Le Code de 1976 a été remplacé par celui de 1987. Cependant, le caractère de patrimoine national des ressources halieutique demeurait. Ainsi, ce nouveau code stipule que « le droit de pêche dans les eaux maritimes sous juridiction sénégalaise appartient à l'État qui peut en autoriser l'exercice par des personnes physiques ou morales de nationalité sénégalaise ou étrangère ». Le Code de 1998 remplaçant celui de 1987 reprenait ces dispositifs et tentait de combler les lacunes et les insuffisances. Mais, selon Seck, on note une absence de reconnaissance des droits traditionnels de la pêche (pêche de subsistance) tel qu'ils ont été prévus dans les codes de 1976 et 1987. Ainsi les conditions d'accès à la ressource ont été posées et les conseils locaux de pêche artisanale (CLPA) devant promouvoir la « cogestion » ont été institués. Le Conseil National Consultatif des Pêches Maritimes (CNCMP) visant la gestion paritaire et transparente du secteur a été également formellement mis en place.

Concernant l'activité de pêche continentale, elle est régie par la loi N° 63 – 40 du 10 juin 1963 réglementant la pêche dans les eaux continentales et le décret N° 65 – 506 de la 19/07/1965 portant application de la loi. L'inadaptation de la loi sur la pêche continentale par rapport au contexte d'alors a motivé l'engagement d'un processus de révision. Pour faciliter la mise en œuvre de ces orientations politiques, plusieurs modifications ont été apportées sur les textes réglementaires. Bien que le code de la pêche maritime de 1998 aurait soumis l'exercice de la pêche artisanale qu'à une simple déclaration préalable, la pression exercée subséquemment sur la ressource avait nécessité la régulation de l'accès par des arrêtés ministériels. Des approches de gestion participative ont été promues pour mettre en œuvre l'arrêté portant sur les permis de pêche artisanale. Cependant, la mesure n'est pas totalement appliquée à toutes les unités de pêche artisanale du fait des réticences de certains pêcheurs (Ba, Sy et Ndiaye, 2015)

Malgré tous les investissements menés combinés avec les modifications de l'arsenal juridico-institutionnel, les problèmes de soutenabilité des stocks de poisson, de conservation de la biodiversité marine et côtière ainsi que de mauvaises conditions de vie des communautés traditionnelles de pêcheurs et transformateurs ont demeuré.

Pour inverser cette tendance, le Ministère chargé des pêches s'est engagé dans le processus de réforme du système de gestion des finances publiques axé sur les résultats, à travers un Cadre de Dépense sectoriel à Moyen Terme (CDSMT).

3.1.3. Politiques, programmes et projets de pêches de 2000 à 2015

L'année 2000 a été marquée par le changement du régime socialiste à celui du libéralisme. Ces gouvernements successifs ont été conscients de la situation du secteur de la pêche dont les principales contraintes ont été évoquées au chapitre 1. Cette prise de conscience s'était traduite par l'organisation en 2000, de larges concertations nationales sur la pêche et l'aquaculture pour revisiter la stratégie de développement du secteur appliquée au cours des deux dernières décennies. À cette période, un programme des moyens d'existence durables dans la pêche (PMED) en Afrique de cinq années, financé par le Royaume-Uni et exécuté par la FAO a démarré en janvier 2000. Son objectif principal était de contribuer à la réduction de la pauvreté en améliorant les moyens d'existence des communautés de pêche. Le gouvernement de l'époque a fait un bilan de mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur de la pêche en 2004 par l'ensemble des acteurs de la pêche et de l'aquaculture. Il s'en était suivi l'élaboration en 2005 d'un plan d'actions de développement de la pêche continentale et de l'aquaculture visant principalement à contribuer à la sécurité alimentaire des populations non côtières et à l'amélioration des revenus des populations riveraines des plans d'eau. Cette volonté de l'État du

Sénégal de promouvoir le développement durable de l'Aquaculture s'était illustrée pour la création de l'Agence pour la Promotion de l'Aquaculture (APA) en 2006. Durant cette année, un Conseil interministériel sur la pêche continentale et l'Aquaculture s'était tenu également pour réfléchir sur des stratégies devant permettre l'augmentation de la production aquacole conformément aux programmes spéciaux de Sécurité alimentaire et de Lutte contre la Pauvreté. Ce Conseil interministériel avait validé le Plan national de Développement de l'Aquaculture (PNDA) qui vise à impulser et à vulgariser l'aquaculture, avec le double objectif, d'une part, de lutter contre la pauvreté, et d'autre part, de satisfaire la demande nationale en produits halieutiques. (MÉM, 2015) Par ailleurs, parmi les cinq secteurs de l'économie nationale à haut potentiel économique choisis pour soutenir la stratégie nationale de croissance accélérée (SCA), la grappe des produits de la mer et de l'aquaculture figurait en bonne place (Ministère de l'Économie et des Finances [MEF], s. d.). Pour suivre cette dynamique, des objectifs stratégiques clairs ont été planifiés dans la Lettre de Politique sectorielle des Pêches et de l'Aquaculture (LPSPA) adoptée en 2008. Ce sont (i) la gestion durable et la restauration des ressources halieutiques et de leurs habitats (ii) la satisfaction de la demande nationale (iii) la valorisation optimale des ressources (iv) la qualification des professionnels du secteur et (v) le financement des activités. Pour la réalisation de la LPSPA, des projets et programmes ont été élaborés et exécutés. Les programmes et projets de gestion intégrée des ressources marines et côtières, ont proposé des initiatives de cogestion.

Ainsi, des arrêtés ministériels de reconnaissance des initiatives de cogestion locale ont été mise en place entre l'État et les conseils locaux des pêches qui sont des organisations privées des acteurs. Ces initiatives se sont poursuivies dans le cadre du Programme de gestion durable des ressources halieutiques (GDRH) devenu plus tard le Programme régional de pêche en Afrique de l'Ouest (PRAO). (Banque mondiale, s. d.) Également, des partenaires financiers et techniques notamment l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), l'Union européenne (UE), la Coopération Japonaise (JICA) entre autres ont soutenu des initiatives de réduction des efforts de pêche (gel de licence, d'immatriculation...), d'aménagement durable des ressources halieutique, de réhabilitation des habitats et de conservation de la biodiversité marine et côtière à travers les AMP, les zones de pêches protégées et les récifs artificiels et la certification d'espèces à haute valeur ajoutée (MPem, 2015). Les principaux programmes et projets identifiés figurent sur l'annexe 3.

3.1.4. Lettre de politique sectorielle de pêche et de l'aquaculture 2015-2023

Les résultats du bilan de mise en œuvre de la LPS/PA de 2008 à 2015 ont montré que les objectifs assignés n'ont pas été atteints. La principale raison était le faible niveau d'engagement des

autorités quant aux activités et réformes nécessaires pour poser les bases d'une gestion responsable et durable des ressources halieutiques, Quant à l'aquaculture, elle restait encore à l'état embryonnaire malgré les importantes ressources financières mobilisées par l'État et les partenaires financiers. Sur la base des enseignements du bilan diagnostic et des nouveaux défis posés actuellement au développement du secteur, une nouvelle Lettre de Politique sectorielle de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (LPSDPA) couvrant la période 2016 – 2023 a été élaboré Les objectifs sont principalement de (i) gérer durablement les ressources halieutiques et restaurer les habitats (ii) développer l'aquaculture et (iii) promouvoir la valorisation de la production halieutique.

Les résultats attendus de la mise en œuvre des axes stratégiques sont (i) la mise en place d'un nouvel organigramme reflétant les priorités actuelles de la politique sectorielle en matière d'aménagement des pêches et de développement (ii) la dotation en moyens humains, matériels et logiques des administrations sectorielles centrales et régionales, (iii) la révision des mandats et le transfert de compétences en matière de la gestion des ressources halieutiques aux organes de concertation et (iv) la mise en place des instances de pilotage et de suivi-évaluation de la LPSDPA au niveau central et régional.

Des guides d'entrevues conçus et administrés aux agents de l'administration du secteur de la pêche et de l'environnement et aux professionnels, permettent d'analyser les forces et faiblesses de la politique de pêches durables au Sénégal. Le tableau ci-dessous résume les résultats obtenus.

Tableau 3.1 : Perception des experts et professionnels sur la LPSDPA

Domaine LPSDPA	Forces	Faiblesses
Pollution marine	Dispose d'un axe stratégique de restauration des écosystèmes marins et des plans d'eau douce	Pas mention directe aux phénomènes et différents types de pollutions
Protection de 10% des zones marines et côtières	Dispose d'un programme gestion des ressources halieutiques et restauration des habitats à travers l'érection des AMPs	Fonctionnalité de ces AMPs reste à revoir et à améliorer.
Résilience des écosystèmes marins et côtiers	Incitation à l'élaboration de Plan d'action national d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture face aux changements climatiques.	Insuffisance de mécanisme de financement de projet relatif au renforcement de la résilience des communautés fac aux Changements climatiques.
Restauration de la productivité des océans	Engagements des acteurs locaux et leurs volontés mettre en place des actions de restauration des habitats	Insuffisance de moyens techniques, financiers et même juridique pour mettre en place de telles actions
Interdiction des subventions à la pêche	Moyen possible de contrôler les effectifs de pêche	Difficile de supprimer les subventions accordées aux pêcheurs artisanaux
La pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Incitation à l'élaboration de Plan d'action national de lutte contre la pêche INN	Absence de financement sur certaines activités et contraintes institutionnelles dans des réformes de Plan d'action national de lutte contre la pêche INN
Gestion durable des pêches	Objectifs spécifiques 1 de la LPSDPA est « Gérer durablement les ressources halieutiques et restaurer les habitats »	Faiblesse d'actions concrètes dans la mise en œuvre des politiques de gestion durable des ressources halieutiques notamment la maîtrise de l'effort de pêche et le suivi des captures
Aquaculture	Présence de zones potentielles pour le développement de l'aquaculture	Faible investissement
Connaissances scientifiques, capacités de recherche	Le potentiel de connaissances existe avec des données depuis ORSTOM, le CRODT, l'IRD	Insuffisance de la prise en compte des connaissances scientifiques dans la prise de décision politique

3.2. Cadres et politiques de développement durable

La République du Sénégal a affiché très tôt sa volonté de considérer l'environnement et la gestion des ressources naturelles comme une composante essentielle de sa politique de développement (Ministère de l'Environnement et du Développement durable [MEDD], 2015). Pour cette raison, elle a intégré depuis 2000, différentes orientations internationales dans ses divers documents de planification du développement économique et social (Dramé, 2015). Cette sous-section fait l'état de la situation de ces principaux objectifs des politiques de développement y compris les cibles et

les indicateurs ayant trait à l'environnement marin et côtier et à la gestion durable des ressources halieutiques.

3.2.1. Objectifs de développement durable au Sénégal

Au cours des dernières décennies, les questions liées à l'environnement et au développement durable ont été placées au centre des préoccupations de la Communauté internationale. En conséquence, le Sénégal a ratifié les trois Conventions issues de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) de Rio 1992 puis a participé aux Sommets sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 à New-York et à Rio + 20 où l'agenda 2030 et les ODD ont été adoptés (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable [MEDD], 2015).

Les gouvernements successifs ont toujours veillé à ce que les orientations discutées et validées soient prises en compte dans les objectifs de développement durable définis dans les documents de planification stratégique nationale. Le ministère de l'environnement et celui chargé de la pêche sont responsables de la mise en œuvre des activités relatives à l'environnement marin et côtier, planifiées dans les documents sectoriels.

3.2.2. Cadre national de planification du développement durable

La figure 3.2 montre la chronologie des principaux documents de planification stratégiques mis en place depuis les années 2000 (Initiative Prospective Agricole et Rurale [IPAR], 2016). D'abord, le DRSP I définissait la politique et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté pour la période 2003 – 2005. Il s'en suivait ensuite le DRSP II couvrant la période 2006 – 2010 où les OMD seront véritablement alignés dans les politiques nationales et sectorielles de développement. Ensuite, le Document de politique économique et sociale (DPES) initialement prévu pour la période 2011-2015 avait laissé la place à la Stratégie nationale de Développement Économique et social (SNDES) 2013-2017. Ce dernier avait pris en compte entre autres la problématique de l'économie verte et le développement intégré de l'économie rurale. En fin, 2014, le Sénégal a adopté le Plan Sénégal Émergent (PSE). Ce dernier constitue actuellement le cadre de référence de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme. Notons que ces documents ne sont pas souvent réalisés dans les délais prévus. Par exemple, le DPES a été exécuté entre 2011-2012 et la SNDES, seulement en 2013 (Dramé, 2015). Le SNDES a été exécuté juste une année après son adoption.



Figure 3.2 Principaux documents de planification stratégique mis en place depuis 2000 (tiré de : IPAR, 2016, p. 10)

Le ministère de l'Économie et des Finances s'est chargé de la formulation et de la coordination de la mise en œuvre et du suivi de ces orientations à travers d'abord le Comité national de Pilotage (CNP) des OMD et ensuite de l'Unité de Coordination et de Suivi des Politiques économiques (UCSPE) de la Direction de la planification.

D'autres documents dédiés exclusivement à l'environnement, au développement durable ou au changement climatique ont également été élaborés. Ce sont entre autres le plan national de l'environnement (PNE), le plan d'action décennal sur les Modes de production et de consommations durables (MPCD), le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) et la Stratégie nationale du développement durable (SNDD). Au niveau des lignes d'actions, la Lettre de Politique sectorielle de l'Environnement et des Ressources naturelles et la Lettre de la politique sectorielle des pêches et de l'environnement et la Stratégie nationale pour les Aires marines protégées du Sénégal (SNAMPS) ont été élaborés, et mises en œuvre par les ministères respectifs (Ministère de l'Environnement et du Développement durable [MEDD]), 2014).

3.2.3. OMD et ODD au Sénégal

Le Sommet du Millénaire en 2000 s'est conclu avec la déclaration des huit OMD visant à éradiquer la pauvreté et promouvoir la croissance économique dans l'ensemble des pays en développement. Ces OMD cherchaient également à l'amélioration de la gouvernance économique; par la mise en place d'une architecture de gestion des projets et programmes efficaces, capable de réussir leur exécution au bénéfice des populations. (Ministère de l'Économie et des Finances [MEF], s. d.). Après la période prédéfinie pour la mise en œuvre des OMD, une évaluation des performances a été faite au regard des indicateurs. Les résultats de l'analyse combinée avec des consultations nationales impliquant l'ensemble des parties prenantes (Association internationale des maires francophones [AMF], 2017) ont permis à la formulation de la vision « Le Monde que nous voulons » qui sous-tend l'agenda de développement post 2015 et les ODD (Nations Unies, Commission Économique pour l'Afrique, 2016). Ces ODD prennent en compte, de manière intégrée, les dimensions éthique, culturelle, sociale, économique,

environnementale et celles liées à la gouvernance du développement, leurs interrelations, les aspects liés à des sociétés pacifiques et des institutions efficaces, ainsi que les moyens de mise en œuvre (Anctil et Diaz, 2016). Le tableau 3.2 ci-dessous présente de façon comparée les caractéristiques des OMD et des ODD. Comme les OMD, les cibles et les indicateurs restent globaux, mais les pays peuvent choisir et adapter ceux des ODD selon leur situation.

Tableau 3.2 Différentes caractéristiques entre OMD et ODD (Inspiré de : Anctil et Diaz, 2016)

Caractéristiques	OMD	ODD
Dimensions/sphère	Sociale et gouvernance (Pauvreté et santé)	Sociale, environnementale, économique et gouvernance
Méthode	Formulés par des experts	Large processus de consultation
Pays concerné	Pays en développement	Tous les pays
Cibles et indicateurs	Globaux	Spécifiques au pays

OMD : Rappelons que le Sénégal faisait partie des 8 pays sélectionnés par le Secrétaire général des Nations Unies pour suivre la mise en œuvre des OMD.

Le DRSP II couvrant la période 2006 – 2010 avait permis d’aligner véritablement ces OMD dans les politiques nationales et sectorielles de développement. Ils ont été intégrés dans les politiques de développement et internalisés dans les programmes d’investissement à travers le DSRP II (MEF, 2018). Les actions se déclinaient en projets et programmes regroupés dans le Budget Consolidé d’Investissement (BCI) et dont les montants ont témoigné des efforts du gouvernement pour l’atteinte de ces objectifs. Conformément à la nomenclature du BCI, les sous-secteurs sont répartis en fonction des OMD (Ministère de l’Économie et des Finances [MEFP], s. d.) :

- Pour l’atteinte de l’Objectif 1, d’éliminer l’extrême pauvreté et la faim, le gouvernement a misé sur les secteurs de l’agriculture, l’élevage, la pêche, les mines, les industrie, l’artisanat, l’énergie, l’emploi, le commerce, le tourisme, l’hydraulique agricole et la mobilité rurale,
- Pour l’objectif 2 devant assurer l’éducation primaire pour tous, un Programme décennal de l’éducation et de la formation (PDEF) a été mis en place.
- Quant à l’objectif 3 de promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes, la réalisation s’est faite à travers des programmes et des projets de développement social.
- En ce qui concerne les objectifs 4, 5 et 6, respectivement de réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans, d’améliorer la santé maternelle, et de combattre le

VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, des programmes de renforcement de la nutrition, d'amélioration de la santé maternelle infantile et de lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies ont été formulés et réalisés.

- Concernant l'objectif 7 d'assurer un environnement durable, des programmes et des projets de gestion eaux et forêt, d'énergie classique et renouvelable, d'habitat, d'urbanisme, d'hydraulique et d'assainissement ont été mis en œuvre.
- L'objectif 8 s'est réalisé par la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement de technologie de l'information et de la communication à travers la mise à niveau des entreprises, de la coopération décentralisée et de l'intégration régionale.

La mise en œuvre de ces OMD s'est faite à travers des axes stratégiques définis par la DSRP I et bonifiés dans la DSPR II (AIMF, 2017). Ces axes sont (i) la création de richesses pour une croissance pro-pauvre, (ii) l'accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base (iii) la protection sociale, prévention et gestion des risques et catastrophes et (iv) la bonne gouvernance et développement décentralisé participatif. (Ministère de l'Économie et des Finances [MEF], s. d.; MEFP, s. d.)

Après 15 années d'exécution, les revues annuelles de la politique économique et sociale ainsi que les rapports de suivi des OMD ont montré des résultats positifs notamment en ce qui concerne l'éducation au primaire, l'accès à l'eau potable et l'assainissement. Cependant, les informations relatives à la gestion des ressources halieutiques et à la conservation de la biodiversité marine et côtière sont faiblement documentées (Association internationale des maires francophones [AMF], 2017).

Le Sénégal a été parmi les 50 pays sélectionnés par les Nations Unies pour mener des consultations devant réfléchir sur les perspectives du post 2015. Le bilan diagnostic des OMD réalisés a fourni des éléments d'importance devant permettre la définition des cibles et indicateurs des ODD. Il devrait également permettre à la définition des éléments de localisation des ODD notamment pour l'environnement marin côtier pour une plus grande efficacité de leur mise en œuvre et leur suivi.

ODD : L'adoption d'un nouveau cadre de référence pour le développement économique et social dénommé Plan Sénégal Émergent (PSE) et la réforme de la politique en matière de gouvernance locale consacrée par l'Acte III de la Décentralisation a coïncidé avec la fin des OMD et l'apparition des ODD. Selon la Direction de la planification du MEF, les 17 ODD sont dans une parfaite cohérence verticale avec le PSE et s'emboîtent absolument avec les 3 grandes orientations dudit plan pour atteindre l'émergence :

L'axe 1 : « Transformation structurelle de l'économie et croissance », vise la création durable de riches et l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes. Cet Axe 1 intègre bien les ODD 1, ODD 2, ODD7, ODD8, ODD9 ; soit 5 ODD au total.

L'axe 2 : « Capital humain, Protection sociale et Développement durable », se propose d'améliorer considérablement l'offre et la demande de services sociaux et la couverture sociale. Cet Axe 2 intègre les ODD 3, ODD 4, ODD5, ODD6, ODD11, ODD12, ODD13, ODD14, ODD15 ; soit 9 ODD au total.

L'axe 3 : « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » vise la promotion de la bonne gouvernance, du développement local, de la paix, de la sécurité et de l'intégration africaine. Cet Axe 3 intègre les ODD 10, ODD16 et ODD17 ; soit 3 ODD au total.

3.2.4. Cibles de l'ODD 14 et politiques de pêche et de l'environnement

Le Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) est responsable de la définition et de la mise en œuvre des cibles au niveau national. Cependant, la définition des cibles et des indicateurs nationaux doit se faire en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes, particulièrement les directions techniques du Ministère responsable de la pêche et de l'aquaculture.

Les données statistiques de qualités demeurent indispensables dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de politiques de développement (Initiative Prospective Agricole et Rurale [IPAR], 2016). Pour rappel, lors de la mise en œuvre des ODD, les indicateurs de l'Environnement durable particulièrement ceux relatifs à la gestion des ressources halieutiques et à la conservation de la biodiversité marine et côtière demeurent les plus faiblement renseignés (Ministère de l'économie, des Finances et du Plan [MEFP], 2017).

Un processus de consultations régionales conduit par le MEDD en Juin 2015, auprès de différentes parties prenantes des 14 régions a permis de faire une priorisation des ODD. L'ODD 6 sur l'eau et l'assainissement, l'ODD 15 sur les écosystèmes terrestres, l'ODD 1 sur la pauvreté, l'ODD 2 sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'ODD 13 sur le changement climatique, l'ODD 7 sur l'énergie et l'ODD 4 sur l'éducation de qualité sont considérés comme hautement prioritaires. (IPAR, 2016)

Aussi, les résultats d'un récent travail de priorisation des ODD au niveau national montrent que l'ODD 14 n'est pas une priorité pour l'État du Sénégal (Riffon et Kouraichi, 2016).

Les résultats de ces études montrent que la priorisation des cibles des ODD ne doit pas être l'affaire d'un seul secteur, mais plutôt de l'ensemble des secteurs. Selon l'Institut de recherche pour le développement (IRD) « pour atteindre les ODD, tous les acteurs privés et publics doivent

être mobilisés, y compris les chercheurs » (B & L évolution, 2018). Donc, la réalisation de la priorisation des ODD demande la participation active de toutes les parties prenantes. Le cadre de suivi des politiques publiques et des indicateurs des ODD montrent que la capacité de suivre l'ODD au Sénégal est 40%. (Association internationale des maires francophones [AMF], 2017)

Les informations tirées du Rapport de la Revue nationale volontaire présenté au Forum politique de haut niveau pour le développement durable (Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 2018) a permis de compléter le tableau 3.3. Ces informations montrent la situation du Sénégal quant à l'ODD 14, ses cibles et les indicateurs de suivis.

Tableau 3.3 Analyse de la situation du Sénégal au regard des cibles et des indicateurs de l'ODD14

Cibles	Indicateurs	Situations
14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments	Indicateur du potentiel d'eutrophisation côtière (ICEP) et densité des débris de plastiques flottant en surface des océans	La LPS de l'environnement prévoit des mesures de lutte contre les pollutions et des nuisances. Mais des informations sur le niveau de pollution des écosystèmes marins et côtiers provenant essentiellement des rejets d'eaux usées, de pluies et résiduelles des industries ne sont pas disponibles (Kane, 2014, DEEC, 2012).
14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans	Proportion de zones économiques exclusives nationales gérées à l'aide d'approches écosystémiques (AE)	Des projets de plantation de mangroves et de filaos dans des sites pilotes de la zone côtière ont été exécutés par le MEDD. Les actions en termes de conservation des ressources marines et côtières ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour les AMP. Le MPEM a mené également dans le cadre des projets de la LPSPA des actions de réhabilitation des habitats marins. Ces programmes et projets sont souvent réalisés sans une réelle application de l'approche écosystème des pêcheries n'est pas appliqué. Les autres secteurs ne sont pas activement impliqués dans l'exécution.
14.3 Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux	Acidité moyenne des mers (pH) mesurée à plusieurs points de prélèvement représentatifs	Aucune information disponible sur cet indicateur
14.4 D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche INN et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques,	Proportion de stocks de poissons dont le niveau est biologiquement viable.	Les sanctions ont été alourdies dans le nouveau code de la pêche maritime 2015 (loi n°2015-18 du 13 juillet 2015) et son décret d'application. En outre, un plan national de lutte contre la pêche INN a été élaboré et mis en œuvre. La surveillance participative a été codifiée, les stations de surveillance côtières ainsi que les moyens navals de la marine nationale renforcées en équipement Vessel Monitoring System (VMS) et système d'identification automatique (AIS). Des plans d'aménagements des pêcheries de crevettes profondes, côtières et de sardinelles ont été élaborés et mis en œuvre. Le CRODT a mis en place des plans de recherche pour les espèces dites prioritaires

14.5 D'ici à 2020, préserver au moins 10 pour cent des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles	Surface des aires marines protégées, en proportion de la surface totale	Par rapport à la ZEE, le taux de couverture nationale du pays en aires marines protégées a passé de 1,79% en 2015 à 1,9% en 2017. Cette surface marine protégée est loin d'atteindre les 10% des zones côtières et marines recommandés. Pour des raisons de moyens financiers, humains et matériels, des problèmes de fonctionnalité se posent au niveau de la plupart de ces aires protégées.
14.6 D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche INN et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux PeD et aux PMA doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'OMC	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée	Le nouveau Code de la pêche maritime durcit les amendes des infractions de l'industrielle notamment en ce qui concerne la pêche INN. Un plan national de lutte contre la pêche INN a été élaboré et mis en œuvre. La surveillance participative, le renforcement des moyens de détection, de communication de certaines stations côtières de surveillance des pêches. Néanmoins, le carburant marin est toujours subventionné. Un programme de subvention des moteurs a été mis en place les pêcheurs 2,308 milliards de francs CFA, octroyé aux pêcheurs artisans pour l'acquisition de 2 079 moteurs. Des bateaux étrangers subventionnés opèrent dans la ZEE. Les industries de traitements de poissons le plus souvent étrangers bénéficient des exorations.
14.7 D'ici à 2030, faire bénéficier plus largement les petits États insulaires en développement (PEID) et les PMA des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme	Proportion du PIB correspondant aux activités de pêche viables dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et tous les pays	Le nouveau code de la pêche maritime protège la pêche artisanale. Toutefois, les accords signés et les autorisations accordés réduisent l'accès à certaines pêcheries. Les armateurs européens, qui ont une licence de pêche dans le cadre de l'accord, versent chaque année un montant forfaitaire annuel, sur un compte du trésor public, destiné au paiement des primes aux observateurs, agents de l'État. La compensation financière perçue par le Sénégal dans le cadre de l'accord de partenariat est d'environ 14 millions d'euros sur 5 ans

Tableau 3.3 Analyse de la situation du Sénégal au regard des cibles et des indicateurs de l'ODD14 (Suite)

Cibles	Indicateurs	Situations
14.a Approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les moyens de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des PÉID et des PMA	Proportion du budget total de la recherche allouée à la recherche sur les techniques marines	Pas d'informations sur cet indicateur. Mais on note que le budget alloué à la recherche semble très faible. De ce fait, seules les espèces prioritaires sont dotées de plans de recherches. Les programmes et projets assurent le plus souvent les actions de recherche ponctuelle menées par le CRODT
14.b Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés	Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs	Le code protège le secteur de la pêche artisanale. Des initiatives reconnaissant les droits d'accès aux petits pêcheurs sont en place dans certaines zones, mais souvent la réglementation n'est pas respectée
14.c Améliorer la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources en application des dispositions du droit international, énoncées dans la CNUDM, qui fournit le cadre juridique requis pour la conservation et l'utilisation durable des océans et de leurs ressources, comme il est rappelé au paragraphe 158 de « L'avenir que nous voulons »	Nombre de pays progressant dans la ratification, l'acceptation et la mise en œuvre, au moyen de cadres juridiques, opérationnels et institutionnels, des instruments relatifs aux océans visant à donner effet aux dispositions du droit international énoncées dans la CNUDM qui concernent la conservation et de l'utilisation durable des océans et de leurs ressources	Pour plus d'efficacité dans la gestion durable de la pêche, le Sénégal s'est engagé à l'Initiative de Transparence de l'Industrie de la pêche (FiTI). Mais les dispositions de conservation notamment en ce qui concerne les TAC et les RMS ne sont pas souvent considérées dans les prises de décisions d'allocation des ressources aux navires étrangers

3.2.5. Interrelation entre ODD 14 et les autres ODD

Bien que séparés lors de leur création, force est de reconnaître que la mise en œuvre simultanée des ODD engendre des interrelations qui peuvent affecter positivement ou négativement l'atteinte des cibles respectifs (Ntona et Morgera, 2018). De ce fait, une bonne analyse scientifique permet de mieux comprendre les interrelations favorables et les synergies d'actions possibles entre l'ODD 14 et les autres ODD (Institut de recherche pour le développement [IRD], 2017). Cette sous-section présente comment la régénération et la gestion pérenne de la rente halieutique et le développement de l'aquaculture pourront renforcer la contribution du secteur de la pêche à la sécurité alimentaire et à la création de richesses et d'emplois décents.

Pêche durable et pauvreté : ODD 1 et ODD 14

La dégradation des stocks de poissons exploités et le renchérissement des coûts d'exploitation ont fortement réduit les revenus des communautés de pêche côtières qui dépendent directement ou indirectement des activités de pêche. En effet, les captures deviennent de plus en plus faibles. Ce qui occasionne des coûts de sortie élevés, liés à la hausse du prix du carburant ces dernières années. (Union européenne, 2012) Aussi, des problèmes se posent dans la chaîne d'approvisionnement des entreprises de traitement, des sites de transformation ou autres unités de production. Toute la filière pêche ressent cette situation. De nombreuses entreprises d'exportation font faillites et les emplois indirects ont vu également leurs effectifs réduire. Les pertes d'emplois qui en découlent sont consécutives à la diminution des revenus des communautés de pêcheurs. (Ntona et Morgera, 2018). La transformation artisanale remplit également des fonctions de régulation socioéconomique et de lutte contre l'appauvrissement des populations notamment les plus défavorisées (Union européenne, 2012).

Pêche durable et sécurité alimentaire : ODD 2 et l'ODD 14

En raison du déclin de l'agriculture et de l'élevage, pourvoyeurs traditionnels de protéines végétales et animales, la pêche constitue une composante essentielle de la politique de l'État en matière de sécurité alimentaire (Union européenne, 2012). Les petits pélagiques débarqués particulièrement par la pêche artisanale contribuent en grande partie à la sécurité alimentaire et à la nutrition de population sénégalaise. (Ba et al., 2017) La baisse de la production notée au cours de ces dernières années peut avoir des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire. Toutefois, le développement d'une aquaculture responsable peut résorber l'écart de production. Aussi, la réduction des pertes post captures par l'augmentation des infrastructures de conservation du poisson frais dans les zones côtières, mais aussi dans les localités de l'intérieur du pays peut contribuer à la sécurité alimentaire (Union européenne, 2012).

Pêche durable et genre : ODD 5 et ODD 14

Les hommes sont présents dans presque tous les maillons de la production halieutique. Cependant, les femmes représentant une proportion importante des travailleurs interviennent principalement dans les activités de collecte et d'exploitation des coquillages au niveau des zones peu profondes. Elles assurent également la presque totalité des activités de transformation artisanale des produits de la pêche. Leur contribution dans le secteur est importante, mais les données disponibles ne permettent pas de la mesurer. Elles rencontrent de nombreuses difficultés dans leurs activités, parmi lesquelles, le manque de moyens financiers et matériels. Pour la disponibilité du produit, elles sont souvent concurrencées par les usines de production de farines de poissons destinées à l'industrie aquacole asiatique notamment. Toutefois, elles tirent des revenus substantiels leur permettant d'assurer une certaine autonomie financière. Ces revenus leur permettent de participer pleinement au développement économique et social de la famille incluant la scolarisation des enfants. Du point de vue de la gouvernance, le contexte actuel promeut la parité, qui est favorable au développement social et économique des femmes. Cependant, elles sont souvent sous-représentées dans les instances de gouvernance. (MPEM, 2015)

Pêche durable et énergie: ODD 7 et ODD 14

En plus du carburants marins, les acteurs de la pêche utilisent de l'électricité pour la conservation de la chaîne de froid. Beaucoup de complexes frigorifiques mis en place et gérés sous concession par les GIE Interprofessionnels des pêches sont fermés pour des raisons souvent liées au coût élevé de l'énergie. Du combustible de biomasse est généralement utilisé dans les activités de transformation artisanale des produits. Une déforestation notamment des forêts de mangroves s'ensuit. La disparition de la mangrove contribue à la salinisation des terres agricoles. (MEDD, 2014)

Pêche durable, travail décente et croissance économique : ODD 8 et ODD 14

La pêche génère directement ou indirectement un nombre important d'emplois au Sénégal. Du fait de la raréfaction des ressources, le nombre d'emplois directs est en diminution. Il est passé de 64 328 emplois en 1997 à 57 524 en 2005 soit une baisse de 6 804 emplois (Camara, 2006). Par ailleurs, la régulation de l'accès peut effectivement réduire davantage des emplois à court terme. La création d'activités génératrices de revenus (AGR) est une réponse à de potentielles mesures de réduction des efforts de pêches. Les AGRs peuvent être pourvoyeuses d'emplois beaucoup plus décents que ceux du secteur de la pêche. (Union européenne, 2012) Il est important de noter que les industries agroalimentaires de traitement des produits dédiés à l'exportation ainsi que les bateaux industriels sont de grands employeurs. Ils génèrent aussi beaucoup de revenus à l'État à

travers les taxes des industries agroalimentaires et de redevance des licences industrielles. Les problèmes liés à la non disponibilité des ressources ont entraîné ces dernières années la fermeture de beaucoup de ces compagnies occasionnant ainsi la perte massive d'emplois (MPPEM, 2015).

Pêche durable et modèles de production durable : ODD 12 et l'ODD 14

Les modes de production halieutiques actuels agissent sur les habitats et les conditions de vie de espèces marines et côtières sénégalaises (Belhabib et al., 2018). Les techniques de pêche artisanales comme industrielles les plus fréquemment utilisées (chalutage et senne tournante) sont néfastes pour les écosystèmes naturels (Kébé, 2008).

Mise à part de l'augmentation de la taille des pirogues et des filets ces dernières années, les pêcheurs artisanaux utilisent de plus en plus des équipements modernes (GPS, sondeurs...) pour traquer les ressources en mer. À ces modèles de production s'ajoutent, les procédés de valorisation des produits de petites tailles (juvéniles) et les circuits de commercialisation de ces produits transformés. Ces produits transformés sont la farine de poisson destinée au marché asiatique pour l'aquaculture et les petits poissons salés et fumés destinés au marché ouest africain pour la consommation humaine.

Pêche durable et changement climatique : ODD 13 et ODD 14

Au Sénégal, les risques liés aux changements climatiques amplifient les problèmes de pêche durable (Ndiaye et al., s. d.). D'abord, on note que l'érosion côtière due à la montée du niveau des eaux affectant ainsi certaines infrastructures (quais de débarquement, sites de transformation...) de soutien à la pêche. Ensuite, les variations des paramètres climatiques notamment la température et la vitesse des vents qui peuvent modifier les cycles biogéochimiques ainsi que de migration des espèces (USAID COMFISH, 2015). Par exemple les études réalisées dans le cadre du projet USAID COMFISH montrent un déplacement du rivage vers le large du corridor de migration des sardinelles. Les phénomènes extrêmes, particulièrement les tempêtes et les vents violents posent des problèmes d'insécurité en mer pour les pêcheurs artisanaux (Diouf et al., 2016).

4. SÉLECTION ET ANALYSE DE QUATRE CAS DE PROJETS

L'objectif de ce quatrième chapitre est de présenter les éléments méthodologiques nécessaires à la compréhension de l'analyse de la mise en œuvre des politiques de pêche au regard des cibles de l'ODD14. D'abord, une sélection d'études de cas de projets ou de programmes a été réalisée. Quatre cas d'études ont été identifiés et choisis en fonction des axes stratégiques de la LPSDPA en cours d'exécution. Chacun des cas de projet ou de programme de pêche choisi à l'aide de l'annexe 1 est décrit et analysé en fonction des cibles de l'ODD 14. Ensuite, à la lumière des informations disponibles, les projets et programmes retenus sont analysés par rapport aux critères de sélection et présentés dans l'annexe 2. Ces critères d'analyse tirés des cibles de l'ODD 14 sont classés suivant les dimensions du DD et discutés par rapport aux principes de l'approche de gestion écosystémique des pêcheries.

4.1. Cadre d'analyse de mises en œuvre des politiques de pêches

L'analyse des documents de mises en œuvre des politiques de pêche permet d'identifier les principaux projets et programmes de pêche résumés dans l'annexe 3.

4.1.1. Sélection d'études de cas

La recherche documentaire sur l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources marines et côtières sénégalaises a permis d'élaborer la liste non exhaustive des principaux projets et programmes exécutés principalement au cours des 20 dernières années et de les présenter dans l'annexe 3. Ces projets et programmes portaient essentiellement sur (i) l'augmentation de la production, (ii) la gestion durable des ressources et la restauration des habitats dégradés, (iii) la valorisation de la production halieutique, (iv) l'amélioration de la qualité des produits notamment destinés à l'exportation, (v) la satisfaction de la demande nationale en produits halieutiques (vi) la mise en valeur des fonds marins, (vii) la modernisation de la marine marchande, (viii) l'appui institutionnel et (ix) le renforcement de capacités des agents de pêche et des acteurs locaux (Ministère de la Pêche et de l'économie maritime (MPEM), 2015). D'autres projets relatifs à la pisciculture, la mytiliculture, l'ostréiculture, la crevetticulture et l'algoculture réalisés par l'Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA) en collaboration avec la FAO notamment, ont été également identifiés, mais non pris en compte dans l'analyse du fait de la non disponibilité d'informations. Chacun de ces projets et programmes réalisés récemment ou en cours de réalisation sélectionné a fait l'objet d'analyse en fonction des critères liés aux cibles de l'ODD 14 par rapport au contexte du Sénégal. Comme indiqué à l'annexe 1 ces critères répondent également aux orientations des axes stratégiques de la LPSDPA 2016-2025. Ils sont précisément relatifs (i) à

la gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats, (ii) au développement de l'aquaculture, (iii) à la valorisation de la production halieutique. (Ministère de la Pêche et de l'économie maritime (MPEM), 2016).

Les enjeux comme la sécurité alimentaire, les changements climatiques, l'approche de cogestion dans la mise en œuvre des projets ou programmes ainsi que la communication et la participation active des parties prenantes et institutions ont été rajoutés dans la liste des critères d'analyse. L'échelle de cotation et la valeur d'appréciation variant de 1 à 3 selon le projet ou le programme répond peu ou pas, moyennement, ou entièrement au critère ont permis de classer les projets et programmes qui répondent plus favorablement aux critères de sélection énumérés plus haut. Les projets choisis en fonction de leurs performances et de la diversification des sources de financement sont présentés dans le tableau 4.1.

Tableau 4.1 Étude de cas de projet ou de programmes retenue

Études de cas	Projets
1	Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal (USAID/COMFISH PENCOO GEJ)
2	Aménagement durable des pêcheries du Sénégal (ADuPeS)
3	Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest PRAO-Sénégal
4	Promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur (PROCOVAL)

4.1.2. Grille d'analyse des études de cas

L'analyse a pris en compte plusieurs critères de comparaison présentés dans la grille d'analyse en annexe 2. Notons que l'échelle de notation des critères utilisée reste la même. Ces critères ayant trait aux cibles de l'ODD 14 discutés à travers les différents chapitres de la présente étude ont été choisis et classés en fonction des quatre dimensions du développement durable : l'environnement, le social, l'économie et la gouvernance. Ainsi, pour la dimension environnementale quatre critères ont été utilisés dans la comparaison : Ce sont la pollution marine et côtière, la gestion durable des pêcheries, la conservation des zones marines et côtières fragiles et le rétablissement des stocks de poissons. Quant à la dimension sociale, quatre critères (la pauvreté, l'équité, le genre, la sécurité alimentaire) sont également retenus. Pour ce qui est de la dimension économique, quatre critères ont été retenus. Ces critères sont relatifs à la facilitation de l'accès aux marchés de petits producteurs, au bannissement des subventions à la pêche, à l'appui à la participation des acteurs aux négociations de l'OMC portant sur les produits de la pêche, et à

l'augmentation de la valeur ajoutée dans l'exploitation des ressources à travers la certification écologique. Enfin, concernant la dimension liée à la gouvernance, quatre critères ont été également considérés. Ces critères ont trait à l'amélioration des connaissances scientifiques des pêcheries, à la participation des acteurs dans la définition des politiques de pêche, à la mise en place des mesures de protection des petits producteurs et l'application des dispositions du droit international comme la promotion des réformes de lutter contre la pêche INN.

4.2. Caractérisation des études de cas

L'étape d'intégration des cibles de l'ODD 14 dans la formulation et la planification des projets et programmes n'a pas été considérée dans l'analyse. Seul le niveau d'intégration des cibles de l'ODD dans la mise en œuvre présentée à l'annexe 2 est analysé. Les résultats qui ont découlé de l'exercice permettent de les décrire de façon comparée en fonction des dimensions du DD. Les informations sont tirées des rapports techniques des études de cas de projets à savoir : (Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime [MPEM], (2016), Ministère de la pêche et de l'Économie maritime [MPEM], (2017), Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime [MPEM], (2017) et USAID/COMFISH, (2016))

4.2.1. Étude de cas 1 : Projet Gestion concertée pour une Pêche durable au Sénégal

La Coopération américaine élargie a étendu ses interventions aux domaines de la gestion des ressources halieutiques et de la conservation de la biodiversité marine et côtière. À travers ce projet, elle contribue à rendre le secteur de la pêche au Sénégal plus durable et à améliorer considérablement la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et de la croissance économique, ainsi que la résilience au changement climatique.

Description du Projet USAID COMFISH

Le projet Gestion concertée pour une Pêche durable au Sénégal (Projet USAID/COMFISH) est réalisé sous le financement de l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID) à hauteur de 10 020 700 \$ US- pour une période cinq ans. Le projet a débuté ses activités en 2011, et connaît actuellement une extension de deux ans pour la consolidation des acquis. L'objectif du projet est d'appuyer le Gouvernement du Sénégal dans sa tentative de réformer le secteur de la pêche tel que mentionné dans la Lettre de Politique sectorielle de la Pêche et de l'Aquaculture, en renforçant les conditions préalables nécessaires à l'amélioration de la gouvernance et en promouvant l'utilisation d'outils et d'approches efficaces. Ces outils s'adressent à la fois aux aspects environnementaux, sociaux, économiques et de gouvernance. Le projet couvre les régions côtières de Thiès, Dakar, Fatick, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor et axe son

intervention spécifiquement sur la gestion durable des pêcheries de petits pélagiques (sardinelles et ethmalose). Les acteurs de la pêche artisanale incluant les pêcheurs, mareyeurs et transformateurs constituent les principaux bénéficiaires. Le Projet vise à l'atteinte des trois principaux résultats suivants :

- les capacités des acteurs et des institutions sont renforcées à tous les niveaux pour la mise en œuvre d'une approche écosystémique et de cogestion visant une pêche durable et prenant en compte l'impact des changements climatiques dans le secteur de la pêche,
- les stratégies, les politiques et les bonnes pratiques en matière de gouvernance sont identifiées, testées, évaluées et appliquées pour renforcer la résilience des écosystèmes face aux menaces sur la conservation de la biodiversité et aux risques climatiques,
- l'augmentation des bénéfices sociaux et économiques en faveur des communautés de pêcheurs artisans encourage la poursuite des efforts en faveur d'une pêche durable.

Analyse de la durabilité du projet

La réalisation du projet USAID COMFISH se fait par des étapes combinées de renforcement de capacités visant aux changements de comportements des acteurs, à l'identification et à la mise en œuvre simultanées des actions annuellement.

L'ensemble de ces actions est analysé au regard des cibles de l'ODD 14 en se référant aux quatre dimensions environnementale, sociale, économique et de gouvernance.

Dimension environnementale : des activités de gestion durable des pêcheries de petits pélagiques ont été mises en place à travers des plans locaux de gestion (PLG) de sardinelles et d'ethmalose des zones ciblées (USAID/COMFISH, 2016). Les connaissances scientifiques sur la biologie et l'écologie ainsi que les conditions physiques des habitats des espèces ciblées sont améliorées. Des mesures de gestion liées à l'accès à la ressource, aux zones et engins de pêches, aux maillages des filets et aux tailles minima des espèces ont été proposées (USAID COMFISH, 2015) Certaines activités de restauration des écosystèmes et de préservation des zones côtières fragiles sont réalisées. Il s'agit notamment la conception et l'immersion des récifs artificiels lors des périodes du repos biologique et l'appui au comité de gestion des AMP pour le rétablissement des stocks dans la zone du projet. Un dispositif d'alerte et de transmission d'informations météorologiques contribuant à la réduction des disparitions en mer lors des phénomènes extrêmes a été également mis en place en collaboration avec l'Agence Nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie (ANACIM) et la DPSP. D'autres mesures d'adaptation et d'atténuation aux CC qui demandent des investissements lourds ont été proposées. (USAID/COMFISH, 2016)

Dimension sociale : pour ce qui est de la sécurisation des emplois, des mesures de structuration et de spécialisation des acteurs par filière et par métier ont été proposées. En ce qui concerne l'amélioration de la contribution des sardinelles à la sécurité alimentaire, des mesures permettant la disponibilité des produits sur les marchés locaux à des prix abordables pour les franges vulnérables de la population ont été identifiées. Pour l'aspect genre, plusieurs actions ont été menées pour renforcer les capacités techniques et financières des femmes transformatrices dans les zones ciblées du projet. Ainsi, les revenus tirés de leurs activités économiques permettent d'améliorer leurs conditions d'existence. (USAID/COMFISH, 2016)

Dimension économique : le projet a réalisé des activités de valorisation artisanale de la production halieutique par la mise en place d'une unité moderne de transformation pour les femmes transformatrices de Cayar. Cette action vise à l'amélioration des techniques de traitement et de conservation des produits transformés. Ce qui permet d'augmenter la valeur ajoutée et de faciliter l'accès aux marchés local et de la sous-région ouest-africaine. Les femmes transformatrices des autres zones ont aussi bénéficié des équipements et des formations pour améliorer notamment la salubrité des aires de transformation artisanale des produits et leur système de gestion financière des revenus tirés des activités. De ces faits, les chaînes de valeur des produits transformés sont ainsi développées. (USAID/COMFISH, 2016)

Gouvernance : le projet a appuyé plusieurs actions favorisant le dialogue politique entre les ministères de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) et celui de la pêche et de l'Économie maritime (MPEM). Des actions visant à promouvoir les réformes de lutte contre la pêche INN ont été posées en montrant la perte due à ce fléau. Par ailleurs, des activités d'amélioration des connaissances scientifiques des pêcheries appuyant la gestion durable des espèces ciblées ont été réalisées en collaboration avec les institutions de recherches et de formation notamment le CRODT, l'Institut universitaire de pêche et d'aquaculture (IUPA) et l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN). À travers des accords de partenariat, d'autres institutions comme le CSE ont également participé à l'amélioration des connaissances scientifiques. La gouvernance locale de pêcheries est améliorée à travers la redynamisation des Conseils Locaux de Pêche artisanale (CLPA) de la zone couverte par le projet. (USAID/COMFISH, 2016)

4.2.2. Étude de cas 2 : Projet d'aménagement durable des pêcheries du Sénégal

Ce projet fait partie de nombreux projets financés dans le cadre des accords de partenariat (nouvelles politiques de pêche commune) entre l'UE et les pays du sud.

Description du projet ADuPeS

Le projet d'Aménagement durable des pêcheries du Sénégal (ADuPeS) est le fruit d'un partenariat entre l'UE et l'État du Sénégal. Le projet a duré 4 ans, soit de septembre 2012 à septembre 2016. Le coût global du projet est de 5 822 211.88 \$ US dont 4 657 805 \$ US de l'Union européenne et 1 164 406.87 \$ UD de contrepartie de l'État. Les principaux bénéficiaires sont les exploitants industriels des pêcheries de la crevette profonde et artisanale des pêcheries de poulpe. Globalement le projet vise à accroître la contribution des pêcheries démersales sénégalaises à la croissance économique durable. La contribution se fait par la mise en place (i) d'un dispositif de collecte de données pour le suivi de la situation des ressources halieutiques et de la performance des pêcheries en vue de répondre aux besoins d'élaboration et de mise en œuvre de plans d'aménagement de pêcheries de crevettes profondes et de poulpe et (ii) un système de régulation de l'accès aux dites pêcheries à travers l'instauration de droits de pêche exclusifs et l'ajustement des redevances d'accès. (Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime [MPEM], 2017)

Analyse de la durabilité du projet

Les activités du projet ADuPeS réalisées sont analysées en fonction des cibles de l'ODD14 en se référant aux quatre dimensions du développement durable.

Dimension environnementale : un cadre d'évaluation des stocks regroupant la recherche, l'Administration des pêches et la profession est mis en place. Ce cadre constitue également une plateforme de renforcement des capacités des chercheurs, des techniciens des pêches et des acteurs professionnels. Les résultats issus des campagnes d'évaluation directes et indirectes combinés aux concertations entre les différentes parties prenantes ont permis de développer un plan d'aménagement de la pêcherie de poulpe. Des mesures d'accès aux ressources et de conservations fixées permettent le rétablissement des stocks de la pêcherie de poulpe. Les données sur la pêcherie de crevette sont régulièrement collectées à travers des campagnes scientifiques démersales profondes. Un dispositif de collecte de données coordonné par le CRODT, s'est mis en place avec la mobilisation d'enquêteurs auprès des armements crevettiers profonds et des industries de traitement. Ces données ont permis le développement d'un modèle de dynamique des populations adapté à l'espèce ciblée. Les résultats ont permis de faire annuellement une proposition de TAC au niveau du RMS pour cette pêcherie. Ils permettent également de déterminer les différents points de références biologiques pour cette pêcherie (Biomasse au RMS, effort au RMS). Ces activités promeuvent l'application des dispositions de la

CNUDM et concourent à l'amélioration des connaissances sur les stocks en vue de leur préservation et de leur gestion durable. (Bonnin et al., 2016)

Dimension sociale : l'action sociale du projet semblait directement se limiter au renforcement des compétences des experts nationaux dans ce domaine. Les expertises acquises valorisent les statuts sociaux des chercheurs et agents du ministère ayant participé aux travaux et renforcent leurs positions professionnelles.

Dimension économique : l'application informatique d'évaluation automatique des rentes halieutiques des pêcheries mises en place permet d'apprécier la contribution réelle du secteur à l'économie nationale. Elle permet également de créer un cadre tripartite d'échanges d'information sur les performances économiques des pêcheries entre l'administration, la recherche et les professionnels. Les mécanismes durables de collecte des informations économiques sur les ressources ciblées et les autres ressources démersales côtières renforcent l'encadrement de la pêche commerciale industrielle.

Dimension gouvernance : pour faciliter la gouvernance, le projet a appuyé la mise en place de nouveaux organes comme la Commission d'Appui à l'Aménagement des Pêcheries du Sénégal (CNAAP) pour le suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'aménagement. Il a également réalisé un travail de diagnostic de l'observatoire économique des pêches (OEPS) et fait des propositions de sa redynamisation. Par ailleurs, un groupe de travail constitué de chercheurs, d'agents du ministère, des professionnels organisés en Coopérative sénégalaise des Exploitants de Crevettes profondes (COSECPRO), a été également mis en place. La COSECPRO détient par un accord de concession les droits d'exploitation et de gestion des pêcheries de crevettes profondes (Ministère de la pêche et de l'économie maritime, 2015). Un système d'information (SI) de la pêcherie de crevettes profondes alimenté par le journal de pêche électronique a été développé. Également, une application pour la gestion des entreprises exportatrices des produits de la pêche est réalisée en vue de faciliter les missions de la DITP. L'ensemble de ces mesures mises en œuvre améliorent les connaissances des pêcheries et leur système de gouvernance.

4.2.3. Étude de cas 3 : Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO)

La Banque mondiale (BM) a soutenu les initiatives sénégalaises de gestion des ressources halieutiques. D'abord à travers le Programme de gestion intégrée des ressources marines et côtières (GIRMaC) sous la responsabilité technique du MEDD et ensuite le Programme Gestion durable des ressources halieutiques (GDRH). Les activités du Programme GDRH se sont

poursuivies à travers le PRAO. Notons qu'à la différence des autres bailleurs, les fonds alloués par la BM sont remboursables.

Description du projet PRAO

Le Programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest a été conçu pour aider neuf pays de la sous-région à faire face aux contraintes de gouvernance durable des pêcheries. Au niveau régional, le programme vise à accroître de façon durable la richesse générée par l'exploitation des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest et à renforcer la part de la richesse captée par les pays et les opérateurs de la région. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, un projet est développé au niveau de chaque pays avec des orientations plus ou moins spécifiques. Pour le cas du Sénégal, l'objectif de la Phase 1 du PRAO-Sénégal était de renforcer la capacité du Sénégal en matière de gouvernance et de gestion des pêcheries cibles, de réduire la pêche illégale et d'augmenter la valeur ajoutée localement. Il a été financé par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale pour un coût global de 11 982 106 \$ UC pour une durée de cinq ans. Le projet couvrait les régions côtières de Thiès, Dakar, Fatick, Ziguinchor. De façon spécifique, il vise à (i) l'amélioration de la bonne gouvernance et la gestion durable des pêcheries (ii) à la réduction de la pêche illégale et (iii) l'augmentation de la contribution des ressources halieutiques aux économies locales.

Analyse de la durabilité du projet PRAO

Les activités exécutées dans la cadre du projet PRAO sont analysées au regard des cibles de l'ODD14 en se référant aux quatre dimensions du DD.

Dimension environnementale : des études scientifiques préalablement réalisées dans la cadre du projet gestion durable des ressources halieutiques côtières (GDRH) ont permis d'identifier les zones marines côtières d'importance écologique dont les habitats sont dégradés. Des activités de réhabilitation des habitats ont été proposées à travers les actions de conception et d'immersion de récifs artificiels (ZIRA). Des mesures de gestion ont été également proposées pour le rétablissement des stocks dans les zones de nurseries qui faisaient le plus souvent l'objet de pêche intensive. Ce sont des zones de pêches protégées. L'État valide les règles adoptées au niveau local en vue de lutter contre la pêche INN dans ces espaces protégés. (Cazalet 2007) On note que les unités de pêche artisanale qui commettent des infractions dans ces aires de cogestion ont baissé par rapport au nombre d'unités inspectées.

Dimension sociale : les autorités coutumières réglementent, contrôlent et garantissent l'accès et l'utilisation des espaces dénommés Droits d'usage territoriaux dans les pêcheries (DUTP) à travers une entité socio-économique légale. (Cazalet, 2007) Ce modèle du TURF permet

d'augmenter les bénéfices à travers une optimisation de la gestion, et le partage des bénéfices entre exploitants (pêcheurs et ensemble des acteurs dans les filières de valorisation). Ainsi l'équité entre les exploitants autochtones et allochtones est respectée. (Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) au Sénégal, 2016)

Dimension économique : le rétablissement des stocks halieutiques notamment dans les DUTP permet d'accroître durablement la récolte et améliorer le rendement de la pêche du fait de l'augmentation de la taille des poissons. Des actions de valorisation et des pratiques commerciales ont été également promues. Le tout contribue à l'accroissement des revenus des acteurs.

Dimension gouvernance : le projet a appuyé le développement et l'adoption d'outils de cogestion des pêcheries. Ce sont notamment les zones de pêche protégée ZPP et les ZIRA avec des Droits d'usage Territoriaux des pêcheries (DUTP). Ces DUTP constituent une forme de reconnaissance des droits ancestraux. Il a également appuyé l'immatriculation des pirogues artisanales et la mise en place d'un registre national des unités de pêche à l'image de celui des bateaux industriels. Ce registre renseignant les caractéristiques des unités de pêches est en conformité avec les exigences du Plan national de lutte contre la pêche INN tel que recommandé par la FAO. Ce registre couplé au mécanisme d'allocation des permis de pêche permet de bâtir les fondements d'un système de gestion durable des pêcheries artisanales.

4.2.4. Étude de cas 4 : Promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur (PROCOVAL)

La PROCOVAL est une suite du projet de Cogestion des pêcheries artisanales au Sénégal (COGEPAS) qui visait au renforcement des capacités d'organisation et de formation des leaders des professionnels dans le domaine de la pêche artisanale.

Description du projet PROCOVAL

Le Projet de promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur est entièrement financé par l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA) à hauteur de 4 171 548 \$ US. Il couvrait exclusivement la région Thiès, plus particulièrement le département de Mbour. L'objectif de ce projet pilote était de mettre en place un schéma directeur (M/P) et un plan d'action (A/P) de développement de la chaîne de valeur pour les produits de la pêche de ce département. Les actions spécifiques réalisées étaient relatives à l'amélioration de la conservation des produits à bord, à l'aménagement de quais de pêches conformément aux normes sanitaires et

techniques, à l'appui à la diversification des marchés et à la promotion de la cogestion des espèces ciblées par le projet.

Analyse de la durabilité du projet

L'exécution du projet s'est réalisée principalement en trois étapes : une première étape pour étude et l'élaboration d'actions, une deuxième pour leurs mises en œuvre et une dernière pour l'évaluation et la capitalisation des expériences. Le projet s'activait au développement de la chaîne de valeur des produits de la zone ciblée. Cette chaîne comprend les étapes de capture, de traitement à bord, de débarquement, de transport, de traitement à l'usine et de l'exportation vers le marché étranger. L'analyse des activités réalisées se fait pour chacune de ces étapes au regard des dimensions du développement durable.

Dimension environnementale : des travaux d'amélioration des connaissances scientifiques sur les pêcheries ciblées incluant les zones, les pratiques et les périodes de pêche ont été réalisées. Ces informations obtenues et comparées avec le système japonais montrent de grandes différences. Contrairement au Japon, les pêcheries sénégalaises ne sont pas séparées en zones. Plusieurs villages pêchaient dans la même zone. La durée de pêche varie en fonction du type d'engin utilisé. Les conditions de traitement à bord sont également déterminées par le type de pêche. Quels qu'en soient l'origine du pêcheur et la zone de pêche, les produits pêchés, destinés au marché de l'UE, principalement l'Espagne, l'Italie et la France doivent être débarqués dans les sites de débarquement agréés. Des opportunités d'exportations de nouvelles espèces vers les marchés des pays asiatiques se développent au cours de ces dernières années.

L'ensemble de ces informations servaient à mettre en place un système de gestion durable de ces pêcheries le long de la chaîne de valeur.

Dimension sociale : les études réalisées par le projet montrent que la plupart des pêcheurs ne disposent pas assez de moyens financiers pour un système adéquat de traitement à bord de produit. Références

Dimension économique : les activités du projet mises en œuvre visaient entre autres à faciliter l'accès aux marchés étrangers des pêcheurs artisanaux de la zone ciblée. Pour cela, des activités d'amélioration de la qualité des produits notamment par le traitement à bord ont été soutenues. Il est intéressant de noter que les prix d'achat payés aux mareyeurs sont généralement fixés par l'usine compte tenu des prix de revient et du bénéfice à réaliser. De la même façon, les mareyeurs fixent les prix d'achat payés aux pêcheurs en fonction de l'offre de l'usine et du bénéfice à réaliser. Ainsi, les prix d'achat des produits sont déterminés en aval de la chaîne de distribution.

Les pêcheurs, qui se situent en amont de la chaîne, n'ont pas beaucoup de pouvoir de décision à ce niveau. Le projet travaille pour la répartition de la valeur ajoutée du produit le long de la chaîne de valeur. De ce fait, une étude de faisabilité portant sur les référentiels d'une certification écologique des pêcheries est réalisée. Elle a proposé des recommandations à la mise en place d'un label sénégalais pour la valorisation des produits halieutiques.

Gouvernance : le PROCOVAL considère le label comme un outil de promotion directe ou indirecte de la cogestion. Le label facilite ainsi indirectement la cogestion en suscitant une motivation économique. À travers un label, les acteurs peuvent participer à la définition et à la mise en œuvre des politiques de pêche.

4.3. Discussions

L'analyse des quatre études de cas montre que les caractéristiques intrinsèques des projets semblent identiques. Cependant, l'approche de mise en œuvre est différente d'un projet à l'autre. Il est important de signaler que les informations utilisées sont en grandes parties tirées des documents des projets analysés.

4.3.1. Études de cas de projets et cibles nationales de l'ODD 14

Dans un premier temps, les études de priorisation sur les ODD faites au niveau national par les autorités locales sous l'appui de l'Institut de francophonie pour le développement durable (IFDD) (Riffon et Kouraichi, 2016) et ensuite par le MEFP (2018) montrent que l'ODD 14 ne figure pas sur la liste des ODD prioritaires. De plus, les études réalisées sur l'état de la situation du secteur de la pêche révèlent que les contraintes majeures citées dans les chapitres précédents demeurent presque les mêmes durant ces cinquante dernières années (Ndiaye, s. d.). Tenant compte de ces faits, on peut supposer un manque de volonté politique vis-à-vis de la durabilité des activités du secteur de la pêche.

Il est important de signaler que dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des ODD, la revue nationale volontaire (MEFP, 2018), basée sur les orientations du PSE et de la LPSDPA 2016-2023 priorise uniquement les cibles de l'ODD 14 suivantes :

- d'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience
- d'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche et mettre un terme à la surpêche et à la pêche illicite
- d'ici à 2020, accentuer la préservation des zones marines et côtières
- d'ici 2030, garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés.

L'analyse montre que les activités des études de cas des projets couvrent les objectifs de la LPSPDA et contribuent à l'atteinte de ces cibles. Elles visent entre autres à l'atteinte de la cible 14.4 liée à la mise en place des plans de gestion des pêcheries. Le projet USAID COMFISH a travaillé avec les CLPA dans l'élaboration des plans locaux des pêcheries de petits pélagiques. Pour ceux qui sont des espèces démersales profondes, le projet ADuPeS a responsabilisé les professionnels du sous-secteur de la pêche industrielle représenté par la COSECPRO dans la mise en pratique d'un outil de gouvernance internationale basé sur l'accord de concession de droit d'accès à la ressource de crevettes profondes. Il a également travaillé avec l'ensemble des parties prenantes des pêcheries de poulpe pour la mise en place d'un cadre de concertation et de gestion dynamique intégrant la recherche participative. Ce projet financé par l'UE rentre dans le cadre des nouvelles politiques communes de pêche (PCP) visant à contribuer à la gestion durable et à la mise en place de mécanismes de suivi de pêcheries. Le projet PRAO quant à lui a mis en place le plan de gestion de la pêcherie de crevette côtière. Dans le but d'atteindre la cible 14.6, il a également aidé à mettre en place une base de données à travers des campagnes d'enregistrement et d'immatriculation des pirogues visant sur le long terme à la maîtrise de la capacité de pêche artisanale particulièrement. Le projet PROCOVAL s'est accentué au développement de chaîne de valeur de l'ensemble des espèces commerciales de la zone bien circonscrite à travers des pistes proposées pour la certification écologique. Celle-ci peut aider à une meilleure répartition de la rente le long de la chaîne de valeur de l'espèce considérée et à garantir aux petits pêcheurs l'accès aux marchés d'où la cible 14. b.

Pour résumer, on peut dire que l'ensemble de ces interventions concourt à l'amélioration du système de gouvernance, à la lutte contre la pêche INN, à la conservation des écosystèmes marins et côtiers et à l'autonomisation et la capacitation des acteurs.

Par ailleurs, certaines activités de ces projets interagissent avec d'autres cibles de l'Agenda 2030 et contribuent à l'atteinte des cibles de :

- l'ODD 1 sur la lutte contre la pauvreté dans les zones côtières en proposant de mesures de reconversion notamment dans les activités génératrices de revenus (AGRs),
- l'ODD 2 relative à la sécurité alimentaire de la population nationale en rendant les produits transformés disponibles à l'intérieur du pays avec des prix accessibles,
- l'ODD 5 lié au genre par l'autonomisation des femmes transformatrices de produits artisanaux,
- l'ODD 8 portant sur la croissance économique à travers le développement des AGRs, et d'appui à l'internalisation de la rente halieutique,

- l'ODD 13 pour des mesures d'adaptation aux impacts des changements climatiques particulièrement en donnant des alertes sur les phénomènes extrêmes à l'origine des pertes humaines et matérielles de la pêche artisanale.

Parallèlement à ces mesures mises en place, d'autres mesures prises au niveau national peuvent compromettre l'atteinte des cibles de l'ODD 14. Ces mesures sont d'une part la prolifération des usines de production de farine de poissons qui est une problématique majeure pouvant d'une part plomber les mesures relatives à la sécurité alimentaire. Ces usines entrent en compétition sur la matière première notamment les sardinelles avec les femmes transformatrices et leur posent des problèmes d'approvisionnement. Notons que la demande en consommation humaine nationale en poisson ainsi que celle étrangère ne cesse de croître.

D'autre part, les subventions accordées à la pêche, estimées en 2015 au niveau mondial à plus de 35 milliards de \$ US par an, sont aussi un facteur majeur qui contribue à la surpêche et à la surcapacité (Ndiaye et al., s. d.). Au Sénégal ces subventions évaluées à 3 550 253 \$ US par an sont entre autres relatives aux moteurs hors-bord des pirogues et aux carburants marins vendus sous douane (Kébé, 2008). Au niveau international, même si la Chine tente de contenir ses bateaux qui appauvrissent illégalement les stocks de poissons en Afrique de l'Ouest en éliminant les subventions accordées (Greenpeace, s. d.-a), un nombre important de bateaux étrangers notamment de l'UE continuent à opérer dans les ZEE sénégalaises (Brown, 2018). Contrairement à l'atteinte de la cible 14.6 d'ici à 2020, les subventions contribuent à la surcapacité et à la surpêche et favorisent la pêche INN. Puisque, la pêche artisanale et celle industrielle nationale ont la capacité d'exploiter les pêcheries ciblées dans les accords d'exploitation avec les pays du nord, ces mesures ne permettent pas non plus à l'atteinte de la cible 14.7 qui vise à mieux faire bénéficier le Sénégal des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches.

4.3.2. Mise en œuvre des projets et approches écosystémiques des pêcheries

L'analyse de la mise en œuvre se fait d'abord au niveau des études de cas. Dans le cadre de la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable « le Code », la FAO a préconisé l'approche écosystémique des pêcheries (AEP) comme instrument de gestion intégrée des politiques de pêche (FAO, 2010). La CBD a également affirmé dans l'objectif 6 d'Aichi, l'importance de l'application des approches fondées sur les écosystèmes (CBD, 2018) Selon les experts de Pêches et Océans Canada, « l'approche écosystémique exige que les décisions de gestion des pêches tiennent compte des conséquences de la pêche non seulement sur les espèces ciblées, mais aussi sur les espèces non ciblées, les habitats benthiques et les écosystèmes dont ces

espèces font partie » (Gouvernement du Canada, 2009). Cette approche a été définie lors du Sommet de Reykjavik en 2002 comme une démarche ayant pour objet « de planifier, de valoriser et de gérer les pêches, en tenant compte de la multiplicité des aspirations et des besoins sociaux actuels et sans remettre en cause les avantages que les générations futures doivent pouvoir tirer de l'ensemble des biens et services issus des écosystèmes marins » (Agrocampus Rennes, s. d.; FAO, 2010) Par ailleurs, plusieurs services écosystémiques marins ont été mis en évidence d'une part dans les cibles de l'ODD 14 ou d'autre part dans les interrelations entre l'ODD 14 et les autres ODD (Diz, Morgera et Wilson, 2017).

Pour qu'il y ait une application effective de l'AEP, l'exécution des activités et la gestion du projet doivent être sous la responsabilité d'une équipe autonome, pluridisciplinaire et techniquement non rattachée à un ministère ou une direction donnée. Certaines unités de mise en œuvre des projets ont rempli plus ou moins ces conditions. En effet, l'équipe USAID COMFISH, mise en place par l'Université de Rhode Island (URI) est chargée de la coordination et la mise en œuvre des activités du projet à travers un accord avec USAID. D'autres partenaires gouvernementaux, du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions de recherche, et de formation et plusieurs autres structures de gestion durable des ressources halieutiques et conservation de la biodiversité marine et côtière sont associées comme partenaires de mise en œuvre du projet. Cette équipe remplissait les conditions de base pour la mise en œuvre des activités du projet par AEP. Toutefois, la participation conjointe et active de toutes les parties prenantes n'est pas totalement effective dans la formulation et la mise en œuvre des activités. Dans l'application de l'AEP, la collaboration de toutes les personnes qui peuvent influencer durablement les activités est nécessaire, particulièrement dans la planification, la budgétisation et la mise en œuvre conjointe des activités (Sidibé, 2013).

Les unités de mise en œuvre des projets ADuPeS, PRAO et PROCOVAL présentent un certain nombre de similitudes. Leur unité respective d'exécution semble loger au MPEM. Mis à part la participation de la Cellule d'étude et de planification (CEP), de la Direction des Industries de transformation des produits de la Pêche (DITP) ou autres organisations professionnelles impliquées dans la mise en œuvre des activités à travers des points focaux, des homologues ou des représentants, c'est la DPM qui en assure la supervision technique. Cet état des faits pourrait être une entrave quant à l'application de l'AEP. En outre, les directions techniques des autres ministères comme le MEDD, le MEFP, le Ministère de l'Énergie et celui du Tourisme ne sont pas impliqués ni dans la planification ni dans l'exécution des activités. En revanche, il est intéressant de signaler que l'ADuPeS a associé les services du MEFP dans l'étude de la contribution de la

rente du secteur de la pêche dans l'économie nationale et dans la définition d'un cadre global pour l'harmonisation des données statistiques nationales. Cette action importante est en parfaite adéquation avec la proposition d'un modèle nationale d'écosystème des données (IPAR, 2016).

Il est pertinent de noter que certaines activités des cas d'études se chevauchent sur le terrain et que les bénéficiaires ciblés sont identiques. Du fait de leurs activités, les projets mis en œuvre ont contribué à la baisse des infractions enregistrées au cours des dernières années. (Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) au Sénégal, 2016). Ainsi, chaque projet peut réclamer la paternité de résultats globaux enregistrés au niveau national. Ces résultats sont relatifs (i) à la formation des professionnels du sous-secteur de la pêche artisanale dans diverses thématiques, (ii) au respect de la réglementation particulièrement en payant le permis de pêche, (iii) à l'amélioration de connaissance scientifique, (iv) à l'appui au fonctionnement des organes de gouvernance locale, (v) à la surveillance participative, (vi) au repos biologique, (vii) à la sensibilisation sur la sécurité des pêcheurs et à l'application des bonnes pratiques de pêche et de conservation de la biodiversité marine et côtière. Pour une meilleure coordination des interventions, un cadre de concertation regroupant les partenaires techniques et financiers comme l'UE, l'USAID, la JICA, les organismes du système des Nations Unies basées à Dakar et la Banque mondiale est mis en place pour une meilleure synergie des projets et programmes de pêche. Cette action est à mesure de contribuer à l'atteinte de l'ODD 17 visant à renforcer les partenariats pour la réalisation des objectifs d'une part en mutualisant les efforts et d'autre part en rendant plus efficace et efficiente l'APD qui assure en grande partie, le financement des projets et programmes de gestion durable des pêches.

4.3.3. Cohérence des politiques et développement durable

La mise en œuvre des politiques publiques demande une certaine cohérence et une adéquation entre le secteur de la pêche et les autres secteurs de développement socioéconomique. Notons que le littoral sénégalais, en plus du secteur de la pêche, présente de forts enjeux sociaux et économiques liés à l'industrie, au tourisme, à l'énergie et à l'habitat. De ce fait, le littoral subit de multiples agressions (dégradation des écosystèmes de mangrove, pollution marine) liées à un développement croissant d'activités socio-économiques. Parmi ces projets, on peut noter l'installation de la centrale de charbon à Bargny, la construction du port à Ndayene-Yenne et l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel découverts tout dernièrement sur la ZEE sénégalaise. Bien que très importants pour le développement socioéconomique, ces projets présentent des menaces quant à l'atteinte des cibles de l'ODD 14 ayant trait à la pollution marine (14.1) et à la garantie aux petits pêcheurs de l'accès aux ressources marines (cible 14. b).

Dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable tenu en juillet 2018, la session a été dédiée au suivi et à l'évaluation de six objectifs : Eau propre et assainissement (6), Énergie propre et d'un coût abordable (7), Villes et communautés durables (11), Consommation et production responsables (12), Vie terrestre (15) et Partenariats pour la réalisation des objectifs (17). Les travaux portant sur les liens critiques entre ces ODD réalisés dans ce cadre par l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE) montrent combien il est important d'analyser la cohérence des politiques en vue de parvenir à une société durable. Cette cohérence politique doit s'établir entre les secteurs, les acteurs, les différents niveaux de gouvernance et les délais. (Organisation de Coopération et de Développement économiques [OCDE], 2018)

La considération spécifique des interactions entre l'ODD 14 et les autres ODD doit se refléter dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement (Bennett et Satterfield, 2018), des projets énergétiques (Taoufiqi et TV5, 2018), de transport maritime (Faye, 2018; Rassoul, 2018) ou d'exploitation des ressources pétrolières et gazières (Réseau sur les politiques de pêche en Afrique de l'Ouest [REPAO], s. d.).

Par ailleurs, l'objectif 11 d'Aichi prévoit de conserver d'ici à 2020, au moins 10% des zones marines et côtières, y compris les zones particulièrement importantes pour la diversité biologique (Polidoro et al., 2017). Au Sénégal, les zones marines et côtières incluant les zones d'importance écologique conservées sont en dessous de 2% de la ZEE (Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan [MEFP], 2018). Des problèmes majeurs de cohérence dans la politique de conservation des zones marines et côtières sont également notés (Bonnin et al., 2016). Ces problèmes sont liés d'une part aux conflits de compétence notés entre le MEDD et le MPEM sur les mécanismes et stratégies de conservation des écosystèmes marins et côtiers et de gestion durable des ressources halieutiques. D'autre part, un manque de moyen financier et technique constitue une entrave pour l'atteinte de la cible 14.5 portant sur la préservation d'au moins 10% des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles. La synergie d'action dans les politiques publiques de développement durable tel que planifiée dans le PSE n'est pas réellement perceptible.

Finalement, il est important de souligner que malgré l'obtention de résultats encourageants (ou positifs) dans certaines problématiques du secteur de la pêche, l'aquaculture semble être faiblement prise en compte dans les orientations de planification et de mise en œuvre des programmes et des projets de pêche.

5. RECOMMANDATIONS

À partir de l'analyse des politiques publiques de la pêche sénégalaise réalisée dans les chapitres précédents, incluant les études de cas et les avis d'experts, des recommandations permettant l'intégration des cibles de l'ODD 14 dans lesdites politiques proposées sont formulées en direction des différentes parties prenantes agissant au niveau national, régional et international.

Au niveau national, le gouvernement sénégalais demeure garant de la formulation des politiques de pêche et de leur mise en œuvre. Cependant, une diversité de parties prenantes est impliquée tant dans la formulation que dans la mise en œuvre. Ces partenaires sont principalement les professionnels, les agents de l'administration centrale ou déconcentrée des pêches, la société civile, incluant les organisations non gouvernementales locales, régionales ou internationales. Pour chacune d'entre elles, des recommandations sont formulées en vue de promouvoir l'intégration des cibles de l'ODD 14 dans les politiques de pêches.

5.1. Recommandations à l'intention des professionnels

Les analyses réalisées montrent une relation complexe entre acteurs de la pêche artisanale et de la pêche industrielle nationale ou étrangère. Cette complexité se traduit par des conflits dans les opérations de pêche. La concurrence dans la recherche effrénée de ressources accentue ces conflits, perturbant ainsi les actions des professionnels en vue de l'atteinte des cibles de l'ODD14.

5.1.1. Restructurer et formaliser les cadres de concertation des professionnels de la pêche artisanale et industrielle

Bien que, les groupes des professionnels ont des intérêts divergents. Cependant, la mise en commun de leurs efforts est nécessaire pour favoriser leur participation à la définition des politiques de gestion durable des ressources halieutiques.

5.1.2. Favoriser la participation des professionnels dans la définition des politiques nationales de pêche

Ces dernières années, un partage de responsabilité entre les pouvoirs publics et tous les acteurs de la pêche est promu. Dans cette dynamique, il a été institué les CLPA pour une meilleure responsabilisation des acteurs de la pêche artisanale. Néanmoins, ces organes n'offrent pas toutes les possibilités aux acteurs d'agir de façon autonome dans la gestion et la conservation des ressources halieutiques. Une meilleure réorganisation des professionnels permettrait d'avoir plus de reconnaissance afin de participer activement à la formulation des politiques nationales à travers le CNCPM et de la Commission d'attribution des licences de pêche. Elle leur permettrait

également de participer aux négociations de l'OMC et aux sessions des organisations intergouvernementales comme la CEDEAO ou la Commission de l'Union africaine (UA) et celle de l'UE, dès lors qu'ils deviennent de véritables parties prenantes dans la définition des politiques. Ces derniers pourront promouvoir l'application des règles de pêches durables et de lutte contre la pêche INN. Ils contribueront en outre à la collecte de données scientifiques des pêcheries pour soutenir le suivi des stocks.

5.2. Recommandations à l'intention du Gouvernement

Le Sénégal continue d'appuyer le développement du secteur de la pêche à travers des subventions et des exonérations des taxes. Cependant, ces soutiens contribuent à l'augmentation des capacités de pêches et donc à l'effondrement des stocks exploités. Il est souhaitable pour atteindre les cibles de ODD 14, que cette politique de subvention soit réduite voire supprimer.

5.2.1. Réorienter les subventions vers des actions de pêches durables

Les subventions devront être orientées vers des actions qui ne contribuent pas à la surcapacité ou à la surpêche. Par exemple les communautés des pêcheurs artisanaux à petite échelle dépendant des pêcheries devront être appuyées afin qu'elles mettent en place un mode d'exploitation assurant la durabilité des pêcheries. Il est possible par l'établissement de certification écologique des produits sur le marché étranger et le développement de chaînes de valeur des produits de la pêche pouvant faciliter l'accroissement de la compétitivité des produits transformés, notamment sur le marché africain.

5.2.2. Améliorer les connaissances scientifiques des pêcheries

La recherche halieutique au Sénégal est sous la responsabilité du CRODT, un département de l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA). Des efforts sont consentis pour améliorer les connaissances scientifiques. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour déterminer les TAC des espèces exploitées, compte tenu des caractéristiques biologiques. Pour ces raisons, des moyens financiers doivent être accordés à la recherche en vue d'améliorer les connaissances scientifiques et mettre en place des plans de gestion des espèces.

5.2.3. Accorder plus d'importance au secteur de la pêche

D'après les études de priorisation et d'évaluation de la mise en œuvre des ODD nationaux, l'ODD 14 semble être un domaine non prioritaire malgré le rôle important qu'il joue dans la vie socioéconomique de la société sénégalaise. De ce point de vue, le secteur doit davantage être intégré dans les documents de planification nationale de gestion de la zone côtière. Ainsi, la mise

en œuvre de certains projets ou programmes de développement prendrait en compte des impacts potentiels négatifs sur le secteur de la pêche notamment la pollution marine. Cette dernière peut affecter la santé et la productivité de la ZEE. Les agents des ministères doivent travailler davantage en synergie dans la formulation des indicateurs en lien avec les cibles de l'ODD 14 et veiller au suivi des activités conduites.

5.2.4. Restructurer et renforcer le système de collecte et de traitement des données statistiques de pêche

Le CRODT comme la DPM dispose d'un système de collecte de données. La collecte et la publication des données statistiques nationales sont assurées soit par l'Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie (ANSD) avec la Direction de la Prévision et des Études Économiques (DPEE). De ce fait, le renforcement des bureaux nationaux de statistiques pour produire, compiler et rapporter les données pour faire le suivi des cibles et des indicateurs nationaux des ODD et en particulier l'ODD 14 est nécessaire. Une sensibilisation sur l'importance des statistiques dans la planification nationale, régionale et locale est aussi importante. Une ligne budgétaire dédiée à la production statistique au ministère chargé de la pêche pour assurer la production et la mise à disposition des données fiables des services statistiques nationaux est recommandée.

5.2.5. Établir une plateforme de suivi des cibles et des indicateurs de l'ODD 14

Une plateforme regroupant tous les services techniques de la pêche, de l'environnement et d'autres secteurs du domaine marin et côtier semble nécessaire. Cette plateforme doit être élargie aux acteurs locaux et à la société civile, aux élus locaux et aux chercheurs.

5.2.6. Partager les informations par souci de transparence dans la gestion

Un manque d'information et de transparence notoire entoure les processus de signature d'accords de pêche entre le Sénégal et les pays tiers, d'une part. D'autre part, les professionnels de la pêche, à travers leurs organisations et les acteurs de la société civile ne sont que faiblement associés à la prise de décision et à la gestion des fonds qui en découlent. La mise en place d'un cadre formel regroupant toutes les parties prenantes s'avère nécessaire pour assurer les missions de planification, de suivi et d'évaluation des projets et programmes financés par les partenaires techniques et financiers. Cet organe de coordination aidera également à établir des règles, permettant d'assurer la pertinence des mesures de gestion et d'obtenir les compromis dans les propositions.

5.3. Recommandations à l'intention de la communauté internationale

La communauté internationale considérée comme un partenaire appuie la mise en œuvre des lettres de politiques sectorielles à travers les financements de projets ou programmes structurants de développement des pêches. Ces financements sont présentés le plus souvent sous la forme d'APD. La communauté internationale peut par différentes façons aider à l'atteinte des cibles de l'ODD 14 notamment en agissant en amont pour mettre un terme à la surpêche due aux subventions et la pêche INN d'origine étrangère.

5.3.1. Éliminer les subventions pouvant accroître la surpêche et la pêche INN

Grâce aux subventions des États ou de comité d'États, de nombreux bateaux étrangers opèrent dans les eaux sous juridiction sénégalaise. Les activités de ces navires ont des conséquences néfastes sur les écosystèmes du fait de leurs pratiques de pêche destructrices et de pêche INN. Pour toutes ces raisons, ces États ou organisations d'États doivent supprimer les subventions allouées aux navires de pêche opérant dans la ZEE du Sénégal. Il s'agit de suivre les pas de la Chine qui a récemment couper la subvention pour ses trois bateaux récidivistes. Ils doivent d'autre part réorienter les subventions vers des activités qui encouragent la conservation et la gestion des ressources halieutiques. Ainsi, l'objectif 3 d'Aichi, visant l'élimination et la suppression au minimum des subventions néfastes envers la diversité biologique soit atteint d'ici 2020. De ce fait, la communauté doit appuyer la mise en œuvre de ces mesures d'élimination et de réduction progressive des incitations y compris les subventions néfastes pour la biodiversité marine.

5.3.2. Garantir le suivi des bonnes initiatives mises en place

À travers des projets et programmes financés, de nombreuses initiatives sont mises en place. Mais souvent, ces initiatives s'arrêtent avec la fin des activités des projets ou programmes. Il est important de créer un fonds pour garantir le suivi des initiatives.

5.4. Recommandations à l'intention de la société civile

La société civile joue un rôle important dans la conscientisation des communautés de pêcheurs en vue de promouvoir la démocratie dans la gouvernance locale et la lutte contre la pauvreté. Elle rend disponibles les informations pour aider à la prise de décision.

5.4.1. Faire des études indépendantes quant au suivi sur la mise en œuvre des cibles et indicateurs de l'ODD 14

Les résultats des études d'analyse des politiques réalisées montrent que l'ODD n'est pas prioritaire au niveau national. Or, les services des écosystèmes aquatiques semblent très importants dans la vie socioéconomique pour une part importante de la population sénégalaise.

De ce fait, la société civile doit davantage aider à informer sur la situation réelle et fournir des rapports indépendants quant au suivi des cibles et indicateurs de l'ODD 14.

CONCLUSION

Le présent essai a permis d'analyser les politiques du secteur de la pêche et de l'aquaculture appliquées depuis l'indépendance du Sénégal. L'analyse de ces politiques s'est faite au regard de l'ODD 14, relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources marines.

D'abord, les contraintes majeures au développement de la pêche et de l'aquaculture du Sénégal dans le contexte sous régional et international ont été présentées. Ces dernières ont permis d'identifier les défis auxquels le secteur fait face pour s'inscrire dans la dynamique du développement durable. La surexploitation des ressources halieutiques et ses impacts sur l'environnement marin, l'insuffisance des moyens pour le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches et la faiblesse du système de gestion fondé sur des informations scientifiques solides, suffisantes et à jour, figurent parmi les défis les plus importants.

Ensuite, les outils mis en place pour la gouvernance internationale des océans et des mers qui sont entre autres des conventions et des accords auxquels le Sénégal fait partie, ont été évoqués.

Une brève exposition de l'historique des politiques de pêche durable au Sénégal depuis son indépendance, combinée avec l'analyse des études de cas de projets a permis de noter les forces et faiblesses dans la mise en œuvre des politiques de pêche. Par ailleurs, la situation du secteur de la pêche a été décrite au regard des cibles et indicateurs de l'ODD 14. Les interrelations entre l'ODD 14 et les autres ODD sont également passées en revues. On constate que le Sénégal considère que la politique du secteur de la pêche et de l'aquaculture 2016 -2023 est en cohérence avec les objectifs de développement durable. Cependant, les interrelations entre ODD (énergie, travail décent et croissance économique...) consécutives à la mise en œuvre des politiques publiques montrent une incohérence quant à l'atteinte des cibles de l'ODD 14.

Afin d'atteindre ces cibles, il serait convenable d'une part d'œuvrer à une intégration des politiques publiques axées sur l'utilisation et la gestion durables des ressources de la zone côtière. D'autre part, il est nécessaire de promouvoir la cohérence de politiques publiques, l'implication, et la coordination de tous les services gouvernementaux, les partenaires techniques et financiers, la société civile, incluant les groupes vulnérables et les professionnels de tous les secteurs concernés par le développement économique et social.

Finalement, la production des données statistiques fiables et de qualités est nécessaire pour assurer une bonne intégration des cibles de l'ODD 14 dans les politiques de pêche et suivre ses progrès à travers ces indicateurs nationaux. Toutes les parties prenantes devront avoir accès à cette information pour la planification aux niveaux national, régional et local.

RÉFÉRENCES

- Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie [ANSD]. (2015). Situation économique et sociale du Sénégal 2012 : Secteur de la pêche. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 15.
- Agrocampus Rennes. (s. d.). Approche Écosystémique des Pêches Repères et objectifs. Les publications du Pôle halieutique, 2. Repéré à <http://halieutique.agrocampus-ouest.fr/pdf/1027.pdf>
- Ancitil, F. et Diaz, L. (2016). Développement durable: Enjeux et trajectoires. Presses de l'Université Laval., 174.
- Association internationale des maires francophones [AMF]. (2017). Plaidoyer des autorités locales en faveur de la localisation des objectifs de développement durable, Sénégal. Repéré à http://www.aimf.asso.fr/IMG/pdf/senegal_-_etude_odd.pdf
- Association pour la Promotion et la Responsabilisation des Acteurs de la Pêche Artisanale Maritime [APRAPAM]. (s. d.). Farine de poisson | Pêche artisanale responsable Sénégal. Repéré à <https://www.aprapam.org/senegal/farine-de-poisson/>
- B & L évolution. (2018, 19 janvier). La contribution de la recherche pour atteindre les ODD. B&L évolution - le blog. Repéré à <http://www.bl-evolution.com/blog/contribution-de-recherche-atteindre-odd/5876>
- Ba, A., Schmidt, J., Dème, M., Lancker, K., Chaboud, C., Cury, P., Brehmer, P. (2017). Profitability and economic drivers of small pelagic fisheries in West Africa: A twenty year perspective. *Marine Policy*, 76, 152-158. doi:10.1016/j.marpol.2016.11.008
- Ba, B., Sy, A. et Ndiaye, K. R. (2015). Assistance pour le bilan et l'actualisation de la Politique Sectorielle des Pêches du Sénégal. FAO/TCP/SEN/3501.
- Banque mondiale. (s. d.). Projets : West Africa Regional Fisheries Program | La Banque Mondiale. Repéré 26 août 2018, à <http://projects.banquemondiale.org/P106063/west-africa-regional-fisheries-program?lang=fr>
- Belhabib, D., Greer, K. et Pauly, D. (2018). Trends in Industrial and Artisanal Catch Per Effort in West African Fisheries. *Conservation Letters*, 11(1). doi:10.1111/conl.12360
- Belhabib, D., Koutob, V., Sall, A., Lam, V. W. Y. et Pauly, D. (2014). Fisheries catch misreporting and its implications: The case of Senegal. *Fisheries Research*, 151, 1-11. doi:10.1016/j.fishres.2013.12.006
- Bennett, N. J. et Satterfield, T. (2018). Environmental governance: A practical framework to guide design, evaluation, and analysis. *Conservation Letters*, e12600. doi:10.1111/conl.12600
- Biagiotti, I., Jacquet, P., Pachauri, R. . et Tubiana, L. (2011). Dossier océans: la nouvelle frontière. Paris : A. Colin.
- Bonnin, M., Ly, I., Queffelec, B. et Ngaido, M. (2016). Droit de l'environnement marin et côtier au Sénégal, 279.
- Breuil, C. (s. d.). Document de support a la formation sur la gouvernance des pêches maritimes dans la sous-région AOA-OI, 35.
- Brown, K. G. (2018). L'Afrique dépouillée de ses poissons. *Monde diplomatique*.
- Camara, M. M. B., Quensièrre, J. et Kane, A. (s. d.). Quelle gestion des pêches artisanales en Afrique de l'Ouest ? Étude de la complexité de l'espace halieutique en zone littorale sénégalaise, 339. Repéré à http://www.rampao.org/IMG/pdf/quelle_gestion_des_peches_artisanales_en_afrique_de_l_ouest_etude_de_la_complexite_de_l_espace_halieutique_en_zone_littorale_senegalaise-2.pdf
- Cazalet, B. (2007). Les droits d'usage territoriaux, de la reconnaissance formelle à la garantie juridique. Le cas des aires marines protégées ouest-africaines, Territorial rights of use,

- from formal recognition to legal guarantee. The case of marine protected areas in West Africa. *Mondes en développement*, (138), 61-76. doi:10.3917/med.138.0061
- Centre de recherche océanographie [CRODT]. (2016). Évaluation des principaux stocks démersaux exploités au Sénégal (n° Groupe de travail N°2). Aménagement Durable des Pêches au Sénégal (ADUPES). Repéré à http://www.ceppeche.sn/document/CRODT/Rapport_GT2_ADuPeS_VF.pdf
- Centre de suivi écologique [CSE]. (2015). Rapport sur l'état de l'environnement au Sénégal. Repéré à <https://www.cse.sn/index.php/fr/publications/suivi-de-l-etat-sur-l-environnement/rapports-sur-l-etat-de-l-environnement/send/27-rapports-sur-l-etat-de-l-environnement/88-rapport-sur-l-etat-de-l-environnement-edition-2015>
- Centre international pour le commerce et le développement durable [ICTSD]. (2014). Le Sénégal et l'UE signent un accord de pêche |. Repéré 2 septembre 2018, à <https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/le-s%C3%A9n%C3%A9gal-et-l%E2%80%99ue-signent-un-accord-de-p%C3%Aache>
- CNUDM. (2018). Signature de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer | Perspective monde. Repéré 7 juillet 2018, à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1103>
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest[CEDEAO]. (s. d.). La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest: Faire de l'agriculture le levier de l'intégration régionale. Repéré à https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/01_ComCEDEAO.pdf
- Convention sur la diversité biologique [CDB]. (s. d.). Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi: Vivre en harmonie avec la nature. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf>
- Convention sur les zones humides. (2015). Le quatrième Plan stratégique de Ramsar 2016-2024 | Ramsar. Repéré 26 août 2018, à <https://www.ramsar.org/fr/document/le-quatrieme-plan-strategique-de-ramsar-2016-2024>
- CSRP. (s. d.). Spcsrp | Commission Sous-Régionale des Pêches |. Repéré 26 août 2018, à <http://www.spcsrp.org/fr>
- Deme, M. (s. d.). Les effets du soutien financier de l'Etat à la pêche artisanale : le cas du Sénégal. Centre de recherche océanographique. Repéré à http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_6/colloques2/36794.pdf
- Deme, M. et Kébé, M. (2000). REVUE SECTORIELLE DE LA PECHE AU SENEGAL : ASPECTS SOCIO-ECONOMIQUES, 46.
- Diouf, P. S., Diop, N. et Ndiaye, H. (2016). Plan national d'adaptation du secteur de la pêche et de l'aquaculture face au changement climatique horizon 2035, 172.
- Diz, D., Morgera, E. et Wilson, M. (2017). Marine policy special issue: SDG synergies for sustainable fisheries and poverty alleviation. *Marine Policy*. doi:10.1016/j.marpol.2017.08.020
- Dramé, B. (2015). Enseignements tirés des OMD et transition vers les ODD: Atelier sur les approches intégrées pour la planification et la mise en œuvre du développement durable (n° Présentation). Repéré à <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/15271Drame,%20Senegal%20OMD-ODD%2020150527.pdf>
- DuBois, C. et Zografos, C. (2012). Conflicts at sea between artisanal and industrial fishers: Inter-sectoral interactions and dispute resolution in Senegal. *Marine Policy*, 36(6), 1211-1220. doi:10.1016/j.marpol.2012.03.007
- Environnement Développement Action Groupe de Recherche Action [ENDA GRAF]. (2013). La situation des femmes transformatrices des produits halieutiques et leur contribution socioéconomique au Sénégal. Enda Graf Sahel. Repéré à <file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/Etude%20socioeconomique%20transformation%20artisanale%20FN.pdf>

- FAO. (2010). Gestion des Pêches 2, L'approche Écosystémique Food & Agriculture Org.
- FAO. (2014). Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Repéré 26 août 2018, à <http://www.fao.org/about/meetings/icn2/fr/>
- FAO. (2015a). Des indicateurs de mesure pour suivre la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, 40.
- FAO. (2015b). FAO - Nouvelles: Le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable fête ses 20 ans. Repéré 26 août 2018, à <http://www.fao.org/news/story/fr/item/335943/icode/>
- FAO. (2016). La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2016: contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de tous. Rome (I) : FAO.
- FAO. (2018). Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du Port (PSMA) | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Repéré 8 juillet 2018, à <http://www.fao.org/port-state-measures/fr/>
- FAO. (s. d.). Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. Repéré à <http://www.fao.org/cofi/42016-0bc248e12facab0ffa01bfaced87c7e23.pdf>
- Faye, A. (2018, 24 juin). LE PORT DE NDAYANE. Poponguine Info. Repéré à <https://www.poponguine.info/le-port-de-ndayane/>
- Fondation MAVA. (s. d.). AO6-Conservier les herbiers marins en Afrique de l'Ouest - Fondation MAVA. Repéré 26 août 2018, à <http://mava-foundation.org/fr/oaps/conservier-les-herbiers-marins-en-afrique-de-louest/>
- Fontana, A. et Samba, A. (2013). Artisans de la mer: une histoire de la pêche maritime sénégalaise.
- Fontana, A. et Weber, J. (1982). Aperçu de la situation de pêche maritime sénégalais en 1982.
- Fonteneau, A. et Gascuel, D. (s. d.). La problématique de l'évaluation des ressources halieutiques disponibles à la pêche artisanale: nécessité d'une approche intégrée. Repéré à <http://halieutique.agrocampus-ouest.fr/pdf/3600.pdf>
- France 2. (s. d.). Vidéo : Les usines de farine de poissons menacent les eaux sénégalaises. L'essentiel de l'actualité au Sénégal. Repéré 2 septembre 2018, à https://www.lesentiel.sn/Video-Les-usines-de-farine-de-poissons-menacent-les-eaux-senegalaises_a2601.html
- Gagern, A. et van den Bergh, J. (2013). A critical review of fishing agreements with tropical developing countries. *Marine Policy*, 38, 375-386. doi:10.1016/j.marpol.2012.06.016
- Gouvernement du Canada, P. et O. C. (2009, 29 mars). Les principes d'une gestion écosystémique des pêches. Repéré 5 août 2018, à <http://www.dfo-mpo.gc.ca/reports-rapports/regs/sff-cpd/ecosys-back-fiche-fra.htm>
- Greenpeace. (2015). Les pêcheries africaines, un paradis perdu ? Enquête sur les pratiques de pêche illégale par les entreprises chinoises en Afrique de l'ouest (Rapport d'enquête).
- Greenpeace. (s. d.-a). La Chine suspend les subventions et retire la licence à des compagnies impliquées dans des activités de pêche illégale en Afrique de l'Ouest | Greenpeace Afrique. Repéré 28 août 2018, à <http://www.greenpeace.org/afrique/fr/Presse/La-Chine-suspend-les-subventions-et-retire-la-licence-a-des-compagnies-impliquees-dans-des-activites-de-peche-illegale-en-Afrique-de-lOuest/>
- Greenpeace. (s. d.-b). Les prises accessoires : un des côtés sombres de la pêche industrielle par les chalutiers-usines étrangers. Greenpeace Afrique. Repéré 9 septembre 2018, à <http://www.greenpeace.org/afrique/fr/Actualities/Blogs-de-Greenpeace-Afrique/les-prises-accessoires-un-des-cts-sombres-de-blog/39492/>
- Grun, L. (2017). Les pêcheurs sénégalais coincés entre la faim et l'exil. *Equal Times*. Repéré 2 septembre 2018, à <https://www.equaltimes.org/les-pecheurs-senegalais-coince>

- Guillotreau, P., Proutière-Maulion, G. et Vallée, T. (2011). Que faut-il attendre des nouveaux accords de pêche UE-ACP ? : L'exemple du Sénégal. *Revue Tiers Monde*, 206(2), 177. doi:10.3917/rtm.206.0177
- Initiative pour la Transparence des Pêches. (s. d.). A propos de l'Initiative | FiTI. Repéré à <http://fisheriestransparency.org/fr/about-the-initiative>
- Initiative Prospective Agricole et Rurale [IPAR]. (2016). Évaluation des capacités de suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Sénégal. Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Repéré à https://ipar.sn/IMG/pdf/senegal_-_data_ecosystem_mapping_country_report_finale_aout_2016_vf.pdf
- Institut de recherche pour le développement [IRD]. (2017). Comprendre les interactions entre ODD. Repéré 3 septembre 2018, à [https://www.ird.fr/toute-l-actualite/actualites-institutionnelles/comprendre-les-interactions-entre-odd/\(language\)/fre-FR](https://www.ird.fr/toute-l-actualite/actualites-institutionnelles/comprendre-les-interactions-entre-odd/(language)/fre-FR)
- Institut international pour le développement durable [IIDD]. (2016). Rapport du ENB | PrepCom 2 de la BADJN | 26 août - 9 septembre 2016 | New York, US | IISD Reporting Services. Repéré 2 septembre 2018, à <http://enb.iisd.org/vol25/enb25108f.html>
- Journal de l'environnement. (2018). Biodiversité en haute-mer: l'ONU se jette à l'eau - Journal de l'environnement. Repéré 15 juillet 2018, à <http://www.journaldelenvironnement.net/article/biodiversite-en-haute-mer-l-onu-se-jette-a-l-eau,89224>
- Journal officiel de la république du Sénégal. (2004). DECRET n° 2004-1408 du 4 novembre 2004 portant création d'Aires Marines Protégées. Repéré 28 août 2018, à <http://www.jo.gouv.sn/spip.php?article6753>
- Journal officiel de la république du Sénégal. (2015). Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la Pêche maritime.
- Kébé, M. (2008). Le secteur des pêches au Sénégal : Tendances, enjeux et orientations politiques, 26. Repéré à https://www.oceandocs.org/bitstream/handle/1834/4586/Rapport_peche_FKF_VF.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Le Roux, S. et Noël, J. (2007). Mondialisation et conflits autour des ressources halieutiques. *Écologie & politique*, 34(1), 69. doi:10.3917/ecopo.034.0069
- Mbaye, M. D. L., Loum, M. D. et Bah, O. (2017). Résultats généraux des pêches maritimes 2016, 132.
- Ministère de la pêche et de l'économie maritime. (2015). Convention de concession des droits de pêche et de gestion de la pêcherie de crevettes profondes au Sénégal (Convention). Cellule d'étude et de planification.
- Ministère de la Pêche et de l'économie maritime (MPEM). (2015). Assistance pour le bilan et l'actualisation de la Politique Sectorielle des Pêches du Sénégal. Dakar-Sénégal : Cellule d'études et de planification, Projet FAO : TCP/SEN/3501.
- Ministère de la Pêche et de l'Économie maritime (MPEM). (2016). Lettre de politique sectorielle de développement de la pêche et de l'aquaculture (LPSDPA) 2016 – 2023. Ministère de la pêche et de l'économie maritime.
- Ministère de la Pêche et de l'économie maritime [MPEM]. (2016). Projet régional des pêches en Afrique de l'Ouest PRAO-Sénégal: Rapport de Mission d'évaluation. Repéré à http://pubdocs.worldbank.org/en/2921455902107680/pdf/20160020010WAR1moire0Version010021_3.pdf
- Ministère de la pêche et de l'économie maritime [MPEM]. (2017a). Aménagement durable des pêcheries du Sénégal: Bilan d'exécution technique et financière, 28. Repéré à <http://www.ceppeche.sn/Adupes/projet.php>
- Ministère de la Pêche et de l'économie maritime [MPEM]. (2017). Promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur: Rapport final.

- Ministère de la pêche et de l'économie maritime [MPEM]. (2017b). Rapport de Revue Sectorielle.
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. (2018). Objectifs de développement durable: Revue nationale volontaire.
- Ministère de l'économie, des Finances et du Plan [MEFP]. (2017). Le Sénégal à l'horizon 2030 : Analyse de scénarii de progrès vers les ODD. Repéré à <http://www.plandev.sn/publications.html?...analyse...progres-vers-les-odd>
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan [MEFP]. (2017). Programme triennal d'investissements publics. Repéré à <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Sen169728.pdf>
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan [MEFP]. (2018). Revue nationale volontaire sur les ODD (n° Rapport final).
- Ministère de l'Économie et des Finances [MEF]. (s. d.). Document de Stratégie pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté 2006-2010. Repéré à http://www.dpee.sn/IMG/pdf/119_75_DSRP_II.pdf
- Ministère de l'Économie et des Finances et PNUD. (s. d.). Rapport de suivi des OMD 2000-2012. Repéré à http://www.sn.undp.org/content/senegal/fr/home/library/democratic_governance/rapport-de-suivi-des-omd-2000-2012.html
- Ministère de l'Économie maritime, et des Transports maritimes, de la Pêche et de la Pisciculture [METMPP]. (2008). Lettre de Politique Sectorielle des Pêches et de l'Aquaculture. Repéré à http://www.ntiposoft.com/domaine_200/pdf/lettre_de_politique_sectorielle.pdf
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable [MEDD]. (2014). CBD Rapport Senegal.pdf. République du Sénégal. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/world/sn/sn-nr-05-fr.pdf>
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable [MEDD]. (2014). Mise en œuvre de la Convention internationale sur la biodiversité (n° Cinquième). Ministère de l'environnement et du développement durable. Repéré à <https://www.cbd.int/doc/world/sn/sn-nr-05-fr.pdf>
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable [MEDD]. (2015). Stratégie Nationale de Développement Durable.
- MPEM. (s. d.). Plan de redressement du secteur de la pêche maritime (PRSPM): Mise en place de systèmes de droits d'accès aux ressources de la zone économique exclusive sénégalaise (n° Rapport du groupe de travail Phase 1).
- Nations Unies. (2015). Accord de Paris. Repéré à https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf
- Nations Unies, Commission Économique pour l'Afrique. (2016). Des Objectifs du Millénaire pour le Développement aux Objectifs de Développement Durable en Afrique de l'Ouest : les leçons apprises. Repéré à <https://repository.uneca.org/handle/10855/23979>
- Ndiaye, P. G. (s. d.). La cohérence des politiques dans les secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest, 12.
- Ndiaye, P. G., Kebe, M., Ndiaye, B. L. D., Mbaye, A., Lefevre, F. G., Sambou, C. Ndao, J. (s. d.). Gestion des risques induits par le changement climatique dans la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest, 95. Repéré à <http://www.repao.org/actualites-a-la-une.html>
- Niasse, L. (2015). Crise de la pêche artisanale au Sénégal - Centre de Réflexion, d'Information et Solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Repéré 24 juillet 2018, à <http://www.crisla.org/spip.php?article259>
- Ntona, M. et Morgera, E. (2018). Connecting SDG 14 with the other Sustainable Development Goals through marine spatial planning. Marine Policy, 93, 214-222. doi:10.1016/j.marpol.2017.06.020
- ONU. (2018a). Droit de la mer: l'Assemblée insiste sur la pleine application de « la Voie à suivre de Samoa » pour la viabilité de la pêche dans les petits États insulaires en développement

- | Couverture des réunions & communiqués de presse. Repéré 9 juillet 2018, à <https://www.un.org/press/fr/2014/ag11599.doc.htm>
- ONU. (2018b). Objectif de Développement Durable -. Développement durable. Repéré à <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/oceans/>
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques [OCDE]. (2018). Coherent approaches to achieving sustainable societies | READ online. OECD iLibrary. Repéré 19 août 2018, à https://read.oecd-ilibrary.org/development/policy-coherence-for-sustainable-development-2018/coherent-approaches-to-achieving-sustainable-societies_9789264301061-4-en
- Organisation de producteurs de Bretagne [OPB]. (s. d.). Qui sommes-nous ? Les Pêcheurs de Bretagne. Repéré à <http://www.pecheursdebretagne.eu/qui-sommes-nous/>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (dir.). (2003). Rapport et documentation de l'atelier de réflexion sur la gestion des capacités de pêche en Afrique de l'Ouest: Saly Portudal, Sénégal, 25-28 septembre 2001. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]. (2014). La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2014 : Possibilités et défis. Place of publication not identified : Food & Agriculture Org.
- Organismes de bassins versants du Québec [OBCQ]. (s. d.). Que sont les OBV du Québec ? Regroupement des organismes de bassins versants du Québec. Repéré 8 septembre 2018, à <https://robvq.qc.ca/obv>
- Polidoro, B. A., Ralph, G. M., Strongin, K., Harvey, M., Carpenter, K. E., Arnold, R., ... Williams, A. (2017). The status of marine biodiversity in the Eastern Central Atlantic (West and Central Africa). *Aquatic Conservation: Marine and Freshwater Ecosystems*, 27(5), 1021-1034. doi:10.1002/aqc.2744
- PRCM. (s. d.). A propos du PRCM | Partenariat Régional pour la conservation. Repéré 26 août 2018, à [/fr/propos-du-prcm](http://fr/propos-du-prcm)
- Projet régional des pêches en Afrique de l'ouest (PRAO) au Sénégal. (2016). FAO working for SDG 14, 36.
- Projet UE GoWamer. (s. d.). Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Ecorégion WAMER (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone et Cap-Vert. Repéré 26 août 2018, à <http://www.gowamer.org/>
- Rassoul, E. (2018). Port de Ndayane-Yenne : les populations disent NON. Au Sénégal, le cœur du Sénégal. Repéré 2 septembre 2018, à <http://www.au-senegal.com/port-de-ndayane-yenne-les-populations-disent-non,15350.html>
- Réseau des Conseils locaux de pêches artisanales. (s. d.). CLPA SENEGAL : Réfléchir ensemble pour mieux agir ! Repéré 2 septembre 2018, à http://www.clpa.sn/clpa.php?page=clpa_bonne_page2_menu&id_mot=3
- Réseau sur les politiques de pêche en Afrique de l'Ouest [REPAO]. (s. d.). Exploitation du pétrole et du gaz offshore et gestion durable des ressources halieutiques et de l'environnement marin en Afrique de l'Ouest. Repéré 2 septembre 2018, à <http://repao.org/actualites-a-la-une/45-exploitation-du-petrole-et-du-gaz-offshore-et-gestion-durable-des-ressources-halieutiques-et-de-l-environnement-marin-en-afrique-de-l-ouest.html>
- Riffon, O. et Kouraichi, S.-H. (2016). Grille de priorisation des objectifs de développement durable (GPC-ODD).
- Sala, E., Mayorga, J., Costello, C., Kroodsma, D., Palomares, M. L. D., Pauly, D., ... Zeller, D. (2018). The economics of fishing the high seas. *SCIENCE ADVANCES*, 14.
- Satia, B. P. (2016). An overview of the large marine ecosystem programs at work in Africa today. *Environmental Development*, 17, 11-19. doi:10.1016/j.envdev.2015.06.007

- Schuhbauer, A., Chuenpagdee, R., Cheung, W. W. L., Greer, K. et Sumaila, U. R. (2017). How subsidies affect the economic viability of small-scale fisheries. *Marine Policy*, 82, 114-121. doi:10.1016/j.marpol.2017.05.013
- Seck, A. (2014). Les pêcheurs migrants de guet-ndar (Saint-Louis du Sénégal) : analyse d'une territorialité diverse entre espaces de conflits et espaces de gestion., 356.
- Sidibé, I. (2013). A coastal territory in the political, economical and religious area of senegal. The case of Ouakam Bay (Dakar). *Espace-Populations-Societes*, (1-2), 159-176.
- Stephen, F. et Manleen, D. (2016). L'OMC et les subventions à la pêche : implications pour l'Afrique | International Centre for Trade and Sustainable Development. Repéré 22 juillet 2018, à <https://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/1%E2%80%99omc-et-les-subventions-%C3%A0-la-p%C3%AAche-implications-pour-1%E2%80%99afrique>
- Taoufiqi, I. et TV5. (2018). Bargny : l'émergence à tout prix ? Repéré 2 septembre 2018, à <https://information.tv5monde.com/afrique/bargny-l-emergence-tout-prix-249614>
- Thiao, D. et Cury, P. (2013). Effondrement du mérrou au Sénégal : gestion inefficace de la pêche artisanale. Institut de recherche pour le développement. Repéré à <https://www.ird.fr/la-mediatheque/fiches-d-actualite-scientifique/422-effondrement-du-merou-au-senegal-gestion-inefficace-de-la-peche-artisanale>
- UEMOA. (2014a). Directive instituant un régime commun de suivi, de contrôle et de surveillance des pêches au sein de l'UEMOA. Repéré à http://www.uemoa.int/sites/default/files/bibliotheque/communiqu%C3%A9_de_presse_du_28_juin_2014.pdf
- UEMOA. (2014b). Directive portant régime commun de gestion durable des ressources halieutiques dans les États membres de l'UEMOA. Repéré à http://www.uemoa.int/sites/default/files/bibliotheque/communiqu%C3%A9_de_presse_du_25_septembre_2014.pdf
- Union Européenne. (2012). Gouvernance, politiques de gestion des ressources marines et réduction de la pauvreté dans l'Écorégion WAMER. Projet GoWamer.
- Union Européenne. (2016). Le Sénégal et l'UE - Commission européenne. EEAS. Repéré 22 juillet 2018, à [https://eeas.europa.eu/delegations/senegal_fr/1734/Le Sénégal et l'UE](https://eeas.europa.eu/delegations/senegal_fr/1734/Le_S%C3%A9n%C3%A9gal_et_l%27UE)
- USAID COMFISH. (2015). Contribution au plan d'aménagement des pêcheries de petits pélagiques au Sénégal (Plan local de gestion). Direction des pêches maritimes.
- USAID/COMFISH. (2016). Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal (Rapport Annuel).

BIBLIOGRAPHIE

Décret du 10 juin 1990 fixant les modalités d'application de la Loi portant Code de la pêche maritime.

Loi n° 98 – 32 du 14 avril 1998 portant Code de la pêche maritime.

Décret portant organisation et fonctionnement de la commission spéciale de restructuration du secteur des pêches.

Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015 portant Code de la pêche maritime,

Le Code de 1998 remplaçant celui de 1987

La Loi N° 63 – 40 du 10 juin 1963

Le décret N° 65 – 506 de la 19/07/1965

ANNEXE 1 : GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS

Critères	Sous critères	USAID COMFISH	BM PRAO	JICA PROCOVAL	UE ADuPeS	UE/PNUD GoWamer	BM GDRH
Gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats marins et côtiers	Régulation de l'accès aux ressources	2	3	2	3	2	3
	Mise en place de PAG	3	2	1	3	2	3
	Restauration des écosystèmes	2	3	2	1	1	2
Développement de l'aquaculture	Améliorations conditions d'investissements privés	0	0	1	0	1	0
	Renforcement des compétences	0	0	0	0	2	0
	Infrastructure de soutien	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la production halieutique	Développement de la chaîne de valeur	1	1	3	1	1	1
	Restructuration de l'industrie de transformation	0	1	1	1	0	0
	Appui à la transformation artisanale	3	1	2	0	0	3
Sécurité alimentaire	Disponibilité du produit	1	0	0	0	1	1
	Revenu/prix du produit	1	0	0	0	0	1
Changement climatique	Mesures d'adaptation	2	0	0	0	0	2
	Mesures d'atténuation	0	0	0	0	0	0
Approche de mise œuvre	Connaissances scientifiques	2	2	2	2	2	2
	Communication	2	2	2	2	2	2
	Participation des parties prenantes au processus	2	3	2	2	2	2
Total		21	18	16	15	16	18

Côte	Valeur
1	Projet/programme répond peu ou pas au critère.
2	Projet/programme répond moyennement au critère.
3	Projet/programme répond presque qu'entièrement ou entièrement au critère.

ANNEXE 2 : GRILLE D'ANALYSE DES ÉTUDES DE CAS

Dimensions	Critères	USAID COMFISH	ADuPeS	PRAO	PROCOVAL
Environnement	Pollution marine et côtière	0	0	0	0
	Gestion durable des pêcheries	3	3	3	3
	Conservation des zones marines et côtières fragiles	3	2	2	2
	Rétablissement des stocks de poissons	2	3	3	2
Sociale	Pauvreté	2	1	3	2
	Iniquités	2	2	2	3
	Genre	3	0	2	1
	Sécurité / insécurité alimentaire	3	2	3	2
Économique	Facilitation de l'accès aux marchés de petits producteurs	3	1	2	3
	Bannissement des subventions à la pêche	0	0	0	0
	Appui la participation aux négociations de l'OMC sur produits de la pêche	0	0	0	0
	Augmentation de la valeur ajoutée dans l'exploitation des ressources	2	2	2	3
Gouvernance	Amélioration des connaissances scientifiques des pêcheries	2	3	2	2
	Participation des acteurs dans la définition des politiques de pêche	2	3	3	3
	Mise en place de mesures de protections des petits producteurs	3	1	3	3
	Promotion de l'application des dispositions du droit international	2	3	2	2
	Reconnaissance de droits ancestraux/ des locaux	2	1	2	2
Total		34	27	34	33

Côte	Valeur
1	Projet/programme répond peu ou pas au critère.
2	Projet/programme répond moyennement au critère.
3	Projet/programme répond presque qu'entièrement ou entièrement au critère.

ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS/PROGRAMMES DE PÊCHES (NON EXAUSTIVE)

N°	Intitulé du projet	Objectif général	Bailleur (Agence d'exécution)	Zone d'intervention	Période d'exécution
1	Renforcement des capacités de la pêche artisanale à Saint-Louis et à Lompoul	Améliorer et moderniser les conditions d'exercice des activités liées à la pêche artisanale à Saint-Louis et à Lompoul	JICA (DPM/MP)	Saint-Louis et Lompoul	2004
	Récifs artificiels	Restaurer les habitats marins et côtiers dégradés	OCFA-Japon (OFCA-DPM/CRODT Pêcheurs de Bargny)		
3	Étude de l'évaluation et de la gestion des ressources halieutiques du Sénégal	Développement durable de la pêche	JICA (DPM/CRODT/AOFIC)	ZEE et villages de pêcheurs du littoral sénégalais	2003-2006
4	Gestion Intégrée des Ressources marines et Côtières (GIRMac)	Promouvoir le développement durable du secteur de la pêche. Préserver les écosystèmes et les processus écologiques importants. Maintenir la biodiversité.	Banque Mondiale/WWF	ZEE et zone côtière Sénégal	Élaboration juillet 2004 Exécution 5 ans
5	Programme marin pour l'Afrique de l'Ouest du WWF	Conservation de la biodiversité marine et les processus écologiques et les habitats marins et côtiers. Gestion durable et utilisation équitable des ressources marines	WWF WAMER (Western Africa Marine Ecoregion)	Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Cap-Vert	2002-2005
6	Appui à la création et à la gestion des AMP	Soutenir la création d'AMP	WWF, UICN, WETLANDS, FIBA	Afrique de l'Ouest	2004.2008
7	Renforcement les capacités de AMP en Afrique de l'Ouest (Réseau RAMO)	Garantir sur le long terme les fonctions des AMP par le renforcement des capacités de gestion participative	WWF, UICN, WETLANDS, FIBA	Afrique de l'Ouest	2004.2008
8	Appui à la surveillance maritime de la zone côtière d'Afrique de l'Ouest	Appuyer le fonctionnement des AMP	WWF, UICN, WETLANDS, FIBA	Afrique de l'Ouest	2004.2008
9	Gestion durable des stocks partagés de courbines et de mullets de Mauritanie et du	Rendre durable la pêche au mullet et à la courbine pour la sécurité alimentaire des populations locales des AMP et des	WWF, UICN, WETLANDS, FIBA	Afrique de l'Ouest	2004.2008

	Sénégal	économies de la RIM et du Sénégal			
10	Programme d'appui à la Pêche artisanale (PAPA SUD)	Développement durable de la pêche artisanale sénégalaise en Casamance et sur la Petite Côte	UE, AFD (Cellule nationale de coordination et consortium privé d'appui technique)	Petite côte et Casamance	
11	Projet pilote pour la protection et la gestion des ressources halieutiques au Sénégal	Contribuer de manière décisive à la protection des ressources halieutiques sénégalaises.	Coopération Suisse (Port systems Sarl, SportAccess Kudelski SA (partenaires suisses))	Hann, Rufisque, Cayar	2002-2003
12	Programme Pêche – Commerce – Environnement en Afrique de l'Ouest	Favoriser l'émergence de politiques concertées des pêches dans la sous-région qui concilient le développement des exportations, la gestion durable des ressources et la sécurité alimentaire.	Coopération hollandaise (Enda Prospectives Dialogues politiques)	Afrique de l'Ouest	Juillet 2003 à Juin 2005
13	Appui technique pour la définition d'un système de concession de droits d'accès aux ressources de la ZEE	Assurer la gestion durable de la pêche et de l'aquaculture et la viabilité des pêcheries	SCAC de l'Ambassade de Irlande (Cellule d'Études et de Planification)	Projet national	2002-2003
14	Fonds de financement de la pêche artisanale	Consolider le rôle de la pêche dans l'économie nationale	État BCI (Caisse nationale de crédit agricole, Mutuelles d'épargne et de crédit)	Littoral maritime et zone continentale	Non fixée
15	Programme pour des moyens d'existence durables dans la pêche	Réduire la pauvreté au sein des communautés côtières et continentales.	Département pour le développement international du Irlande de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord (FAO)	25 pays de l'Afrique de l'Ouest	5 ans à partir de 1999
18	Programme de restructuration du système statistique	Mettre en place un système harmonisé de collecte et traitement des statistiques de pêche	État BCI – SCAC (Cellule d'Études et de Planification)	Programme national (Renouvelé pour 3 ans après de 2003)	3 ans à compter de 2000

ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS/PROGRAMMES DE PÊCHES (Suite)

N°	Intitulé du projet	Objectif général	Bailleur (Agence d'exécution)	Zone d'intervention	Période d'exécution
19	Programme frigorifique	Permettre aux professionnels de la pêche artisanale, d'exercer leurs activités dans des conditions optimales d'hygiène et de salubrité compatibles avec un marché au potentiel très important, mais exigeant en matière de qualité.	Coopération espagnole – État BCI (DPSP)	Saint-Louis, Yoff, Yenne, Mbour, Ziguinchor (1 ^{ère} phase), localité de l'intérieur pour la deuxième phase	2000-2002 selon le calendrier initial
20	Préservation des ressources halieutiques par les communautés de pêcheurs	Contribuer à la préservation de la ressource avec implication des pêcheurs professionnels	Agence Française de Développement, FFEM, Projet FSP (gestion durable et paritaire) (Association Océanium)	Site des carrières, Site de Rufisque Bargny, Site du Saloum, Site de Mbour	4 ans à partir de juin 2001
21	Appui à une gestion durable et paritaire du secteur de la pêche au Sénégal	Mettre en place les conditions d'une gestion paritaire et transparente du secteur susceptible de s'exprimer notamment au sein du Conseil national consultatif	Coopération française (Fonds d'aide et de coopération) (FAO)	Territoire nationale	5 ans à partir de 1999
22	Projet de cogestion des pêcheries artisanales au Sénégal (COGEPAS)	Sur l'initiative des acteurs de la pêche, la cogestion des ressources halieutiques entre les professionnels de la Pêche artisanale et les Administrations concernées, est établie au niveau des sites du projet	JICA/DPM	Lompoul, Cayar, Joal et Djifère	2009 - 2013
23	Programme de gestion durable des ressources halieutiques (GDRH)	Habiller les communautés dans la réduction de la pression des pêcheurs sur les ressources halieutiques qui supportent les pêcheries de la côte centrale du Sénégal	Banque Mondiale DPM/WWF	Cap-Vert au delta du Saloum, Petite Côte).	
24	Collaborative Management of Fisheries – COMFISH (Gestion concertée pour une	Appuyer l'État à réformer le secteur par le renforcement de la Gouvernance et la promotion d'approche et d'outils	USAID/DPM	Thiès, Dakar, Kaolack, Kolda, Sédhiou,	2011-2016/ 5 ans (2 années

	pêche durable au Sénégal) « PencooGej »	(écosystémiques) de gestions des Pêcheries		Ziguinchor	d'extension)
25	Aménagement durable des pêcheries du Sénégal (ADUPES)	Mettre en place un système de gestion durable de certaines pêcheries (plans d'aménagement poulpe et crevettes profondes) et un système d'évaluation et d'avis scientifique sur l'ensemble des pêcheries démersales au Sénégal.	UE/DPM	National	Septembre 2012 – Septembre 2016 soit 4 ans
26	Promotion de la cogestion des pêcheries par le développement de la chaîne de valeur (PROCOVAL)	Mettre au point, sur la base de projets pilotes, « un schéma directeur (M/P) et un plan d'action (A/P) de développement de la chaîne de valeur pour les produits de la pêche de ce département »	JICA/OAFIC	Thiès	3 ans et demi
27	Projet régional des Pêches en Afrique de l'ouest (PRAO)	Accroître durablement de la richesse générée par l'exploitation des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest et renforcer de la part de la richesse captée par les pays et les opérateurs de la région »	Banque Mondiale/DPM	Thiès, Dakar, Fatick, Ziguinchor	5 ans
8	Programme frigorifique Phase 2 : réalisation d'unités de conservation des produits	Moderniser la chaîne de froid en vue de réduire les pertes post captures	Coopération indienne (EXIMBANK Inde) /Cabinet /ministère	Territoire national	18 mois
29	Projet de Valorisation des Ressources « non traditionnelles » des petits Fonds marins	Valoriser les ressources halieutiques des petits fonds (algues, ormeaux, moules, coraux, concombres de mer, ...) à travers le développement de nouvelles filières	Appui sectoriel UE/ Direction de la gestion et de l'exploitation des fonds marins (DGEFM)	National	5 ans
30	(PGIRE) 2ème phase volet pêche : Projet de Gestion Intégré des Ressources en eau et pour le développement des Usages	Promouvoir la pêche traditionnelle, activité génératrice de revenus pour les populations à la base	Matam et Tambacounda		2 ans